

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

■ Acteurs télé : on
prend les mêmes...
■ Le Net à l'aide
des indigènes



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16735 - 7,50 F - 1,50 F

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Effet de serre : fiasco à Buenos Aires

- La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques s'est achevée, samedi 14 novembre, sur un constat d'échec
- Les Américains ont refusé tout compromis
- Le texte adopté ne recense aucune mesure pratique de réduction des émissions de gaz polluants

LA CONFÉRENCE des Nations unies sur les changements climatiques, à Buenos Aires, s'est terminée, samedi matin, par un fiasco. Aucune des décisions importantes qui devaient y être adoptées, quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ne l'a été. Le texte final, élaboré à l'issue d'une longue nuit de débats entre les représentants des 161 pays participants, se borne à lister les sujets devant faire l'objet des débats lors des prochaines conférences internationales.

Quinze jours de négociations acharnées entre experts puis entre politiques n'ont pas permis aux Américains, aux Européens et aux pays en voie de développement de trouver un compromis. Les premiers exigeaient l'adoption de mesures permettant au marché de réguler la diminution des émissions de gaz, par le biais d'« échanges de droits d'émission » permettant aux principaux pollueurs - parmi lesquels les États-Unis figurent en tête - d'acheter de tels droits aux pays moins pollueurs, essentiellement les pays pauvres. Et ils ont,



parallèlement, exigé que les pays en voie de développement engagent, eux aussi, des mesures en vue de réduire leurs propres émissions. Les Européens, pour leur part, ont continué d'exiger que tous les États adoptent des mesures domestiques contraignantes pour commencer à réduire leurs émissions, ce à quoi se sont refusés les Américains. « Dans une période d'agitation financière mondiale, il est clair pour nous que nous ne pouvons nous offrir un système qui rendrait le coût de la réduction d'une tonne de carbone plus élevé que nécessaire », a justifié le chef de la délégation américaine, Stuart Eizenstadt. Quant aux pays en voie de développement, à commencer par la Chine, qui est parmi eux le principal pays pollueur, ils ont refusé toute mesure contraignante « tant que les pays développés n'auront pas montré leur bonne foi pour revenir [comme prévu par la Convention de Kyoto de 1997] à leur niveau d'émissions de 1990 ».

Lire page 5
et notre éditorial page 11

Bonn souhaite des politiques salariales coordonnées en Europe

OSKAR LAFONTAINE, ministre allemand des finances, demande « une coordination au niveau européen des politiques salariales », dans un entretien au Monde. C'est la première fois qu'une telle proposition est avancée par un responsable gouvernemental européen. M. Lafontaine explique qu'avec l'euro, les pays de l'Union ne pourront plus jouer sur des dévaluations monétaires pour rétablir leur compétitivité. Il ne faudrait pas qu'un État membre recherche un avantage compétitif « par une baisse à marche forcée de ses coûts unitaires ». Sinon, l'Europe risque de s'engager dans « une course à la baisse » des salaires alors même, estime M. Lafontaine, que les revenus européens ont besoin de croître pour tirer la croissance. « Les syndicats européens doivent se parler entre eux », préconise M. Lafontaine.

Lire page 2

Jeu dur diplomatique autour du ballon rond

LES ANGLAIS ont tiré les premiers. Dans la course à l'organisation de la phase finale de la Coupe du monde de football 2006, Tony Blair, en personne, a pris la tête de la campagne. « On peut très bien imaginer du ministre qu'il dise : faisons du Mondial 2006 notre affaire », a ainsi demandé Fedor Radmann, rappelant l'enthousiasme et les moyens mis en œuvre par le gouvernement britannique pour gagner cette difficile bataille du Mondial 2006. En attendant une participation plus active des nouveaux responsables politiques allemands, c'est l'incontournable Franz Beckenbauer, le joueur mythique devenu un dirigeant respecté, qui se déme pour faire avancer le dossier allemand auprès des dirigeants de la FIFA qui, dans deux ans, désigneront l'heureux élu.

Le football est devenu un tel enjeu économico-politique que les tentatives de certains pays pour organiser une grande compétition internationale frôlent parfois l'incident diplomatique. Candidats pour accueillir l'Euro 2004, l'Espagne et le Portugal se livrent

actuellement une belle bataille. Mais les paroles prononcées il y a quelques jours par Carlos Cruz, président de la candidature portugaise, ont mis le feu aux poudres. Dans ce discours vantant les mérites de son pays, Carlos Cruz avait insisté sur l'absence totale d'actes de terrorisme au Portugal. Piqués au vif, les responsables espagnols ont rapidement réagi, qualifiant l'intervention portugaise de « grande déception et d'allusion lamentable venant d'un pays ami... » Rappelant que l'Espagne avait organisé à la satisfaction de tous les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 et que l'ETA a signé récemment une trêve indéfinie, Santiago Fisas, secrétaire d'État aux sports, a insisté sur la mobilisation active du gouvernement espagnol pour remporter la victoire sur ce terrain politico-sportif : « José María Aznar a même accepté d'apparaître sur la vidéo de notre candidature pour appuyer notre dossier ».

Alain Constant

Les Verts saisis par le réalisme

LES VERTS, réunis en congrès samedi 14 et dimanche 15 novembre, dressent le bilan de leur stratégie d'alliance au sein de la gauche « plurielle ». En trois ans, Dominique Voynet a réussi à pacifier son parti et à lui faire accepter un « réalisme » nouveau. Leader incontesté des Verts, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement entend garder le contrôle de son mouvement, y compris après les élections européennes de juin 1999. Intronisé samedi chef de file des Verts pour ce scrutin, Daniel Cohn-Bendit, l'ancien agitateur de mai 68, continue de bousculer les conservatismes.

Lire pages 6 et 9

Jacques Chirac invisible

AU MILIEU du chemin de son septennat, Jacques Chirac semble être dans une forêt obscure. Ayant laissé échapper le pouvoir qu'il avait conquis de haute lutte en mai 1995, il a trouvé dans l'opinion des Français une place qui leur convient, mais dont personne ne croit qu'il songe à se satisfaire. Chef de l'État

débonnaire, partageant l'émotion des spectateurs de la Coupe du monde, félicitant tout sportif médaillé et n'oubliant aucun mort célèbre dans ses condoléances, aimé des uns, moqué par les autres, on dirait qu'il veille à ce que nul n'ait à se plaindre de lui. Chacun sent bien que cette apparence, commode

peut-être pour tous, n'a rien à voir avec le « vrai » Jacques Chirac. Il a conservé ses partisans, en nombre suffisant pour que personne, à ce jour, ne lui conteste la suprématie à droite. Trois candidatures présidentielles ont noué entre un cinquième de l'électorat et lui un lien qui résiste aux échecs et le pré-

Le roi du « discount »



« UN MOIS jamais vu... » dans la presse écrite. Avec la première promotion mondiale organisée par un distributeur, Daniel Bernard, le PDG de Carrefour, remplit son contrat : redevenir le roi du discount. Pour une campagne évaluée à 300 millions de francs, l'enseigne d'hypermarchés affirme avoir augmenté ses ventes de 20 %. Reste maintenant à fidéliser les clients conquis ou reconquis.

Lire page 14

International	2	Aujourd'hui	19
France	6	Météorologie	22
Société	8	Jour	22
Horizon	9	Caract	23
Entreprises	14	Culture	24
Placements	16	Guide culturel	26
Abonnements	16	Radiotélévision	27

Émeutes en Indonésie

La situation continue de se dégrader à Jakarta, la capitale indonésienne, où les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des étudiants manifestant aux alentours du Parlement pour obtenir, notamment, le départ du président Habibie. Plusieurs manifestants ont été tués vendredi. Samedi, plusieurs milliers de personnes ont pillé les centres commerciaux, incendiant maisons et véhicules. M. Habibie devait s'adresser à la nation dans la journée.

p. 4

Irak : l'attente

Kofi Annan a « exhorté » l'Irak à reprendre sa coopération avec l'ONU et envoyé une « dernière » lettre en ce sens à Saddam Hussein. Le Conseil de sécurité devait examiner samedi la réponse irakienne.

p. 3

L'aide du FMI au Brésil

Brasilia a signé une lettre d'intention avec le FMI : le pays s'engage à assainir sa situation budgétaire et recevra, dans le cadre d'un plan sur trois ans, 42 milliards de dollars.

p. 4

Reconstituer la collection Schloss

En 1943, la collection Schloss était pillée et dispersée entre Français et Allemands. Aujourd'hui, le ministère des affaires étrangères présente le catalogue des 171 tableaux manquants.

p. 24

M. Tajan face à la justice

Visé par une information judiciaire et cité dans deux autres affaires, M. Tajan s'explique sur les conditions d'une vente portant sur l'héritage du sculpteur Giacometti.

p. 8

Déluge de Léonides

Dans la nuit du 17 au 18 novembre, la Terre va traverser un nuage de particules, ce qui pourrait se traduire par une gigantesque pluie d'étoiles filantes, appelées Léonides.

p. 19

Patrimoine : bilan

Assureurs et banquiers proposent avec insistance à leurs clients d'effectuer un bilan patrimonial : dans nos pages Placements, ce qu'il faut en attendre, en fonction de son âge.

p. 16 à 18

Au « Grand Jury »

François Bayrou est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 15 novembre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 95 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 226 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 S ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 100 F CFA ; Suède, 16 KSE ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, 1,50 \$; USA (hors), 2,50 \$.

M 0146 - 1115 - 7,50 F



ALLEMAGNE Oskar Lafontaine, ministre allemand des finances, a présenté vendredi 13 novembre devant le nouveau Parlement à Bonn son projet de réforme fiscale et ses ob-

jectifs en matière de politique économique et financière. ● **DANS UN ENTRETEN** au Monde, le premier accordé à un quotidien européen depuis l'entrée en fonctions du gouver-

nement Schröder, il défend l'importance pour la Banque centrale européenne d'utiliser ses marges de manœuvre pour combattre le chômage. Confirmant la nécessité

d'une coordination étroite des politiques économiques au sein de la zone euro, il appelle les Européens à s'entendre sur les politiques salariales pour éviter « une course » à la baisse

des coûts salariaux. ● **LE CONSEIL** économique et financier franco-allemand se réunit le lundi 16 novembre à Bonn pour la première fois depuis le changement de majorité outre-Rhin.

M. Lafontaine préconise une coordination des politiques salariales en Europe

Dans un entretien au « Monde », le nouveau ministre allemand des finances explique qu'il faut éviter que les pays de l'Union se fassent concurrence à travers une « course » à la baisse des coûts salariaux

BONN
de notre correspondant
« Vous vous êtes prononcé en faveur d'une baisse des taux d'intérêt et d'une hausse des salaires. Que signifient ces déclarations néo-keynésiennes alors que l'on croyait que l'Allemagne était le temple du monétarisme ? »

« Nous voulons obtenir, avec l'avènement de la monnaie unique, une coordination des politiques financières et économiques européennes. Nous voulons que cette coordination entraîne l'augmentation du nombre des emplois et la baisse du chômage. L'exemple des États-Unis montre que c'est possible dans un grand marché avec une monnaie unique. »

« En quoi voulez-vous copier le modèle américain ? »
« Il s'agit d'avoir le bon pilotage macroéconomique. Aux États-Unis, les effets conjoints des politiques budgétaire, salariale et monétaire ont conduit, après la récession du début des années 90, à une augmentation durable et permanente de la croissance et de l'emploi. »

« Quelle politique monétaire voulez-vous mener, alors que vous n'avez pas d'influence directe sur les taux ? »

« Nul ne remet en cause l'indépendance de la banque centrale. Aux États-Unis aussi, la Réserve fédérale est totalement indépendante. La mission prioritaire des banques centrales est d'assurer la stabilité des prix et nul ne conteste cet objectif. Le débat est de savoir si, à côté de la défense de la stabilité des prix, la politique monétaire peut et doit apporter sa contribution à la croissance et à l'emploi. Aux États-Unis, c'est une mission de la Fed qui est fixée par la loi. En Europe, le traité de Maastricht oblige la BCE à soutenir la politique économique de l'Union. Le combat contre le chômage est au centre de cette politique. J'en déduis que, à côté de la défense de la stabilité des prix, la BCE doit utiliser ses marges de manœuvre pour combattre le chômage. Pour l'instant, nous avons en Europe une baisse réjouissante des taux de chômage. La politique monétaire euro-

péenne est sur la bonne voie.

« Les taux directeurs en Allemagne et en France sont à 3,3 %. Pourquoi avoir mené un tel combat contre les banquiers centraux ? »

« Il ne s'agit pas de parler des taux nominaux. Le président de la Fed, Alan Greenspan, insiste sur le fait que ce sont les taux réels qui comptent. Avec l'évolution actuelle des prix, il est faux de dire qu'en Europe on se trouve à des taux historiquement bas. Mais aucun gouvernement ne veut prescrire aux banquiers centraux à quel niveau exact les taux doivent se situer. »

« Jean-Claude Trichet est-il un bon candidat pour prendre la présidence de la BCE, si M. Duisenberg se retire comme prévu à mi-mandat ? »

« Je me réjouis de rencontrer M. Trichet lors de la prochaine rencontre (lundi 16 novembre) franco-allemande des ministres des finances (lire ci-dessous). M. Trichet, comme M. Duisenberg, est un banquier central reconnu, engagé dans la défense de la stabilité des prix. »

« Êtes-vous candidat à la succession de Jacques Santer à la tête de la Commission européenne ? »



OSKAR LAFONTAINE

« Je ne sais pas si j'ai lancé de telles spéculations absurdes ! »

« À côté de la politique monétaire, quelle hausse de salaires proposez-vous en Allemagne pour relancer la croissance ? »

« Je ne suis pas syndicaliste ou employeur. Il ne m'appartient pas de proposer des hausses de salaires précises. Mais, depuis des années, je répète que les salaires doivent augmenter selon la productivité. »

« Doit-il y avoir une coordination de la hausse des salaires en Europe ? »

« Les syndicats des différents pays vont être amenés à collaborer entre eux. Les salariés qui travaillent dans les zones frontalières savent ce

qu'impliquent des accords salariaux différents des deux côtés d'une frontière. Pour des raisons macroéconomiques, les salaires doivent croître, dans toute l'Europe, selon les gains de productivité. Il serait malvenu que l'économie d'une région ou d'un État essaie de se créer un avantage compétitif par une baisse à marche forcée de ses coûts unitaires salariaux. Comme il n'est plus possible d'utiliser les parités monétaires pour ajuster les écarts de compétitivité, les autres économies ne pourraient réagir qu'en se lançant à leur tour dans une course à la baisse de leurs coûts salariaux. C'est la raison pour laquelle il faut une coordination des politiques salariales. Les syndicats doivent parler entre eux et utiliser les institutions européennes dans lesquelles syndicats et patrons sont représentés. »

« L'Allemagne, qui a des coûts salariaux plus élevés qu'en France, ne rentre-t-elle pas dans l'euro avec un retard de compétitivité ? »

« Cela ne tient pas debout. La compétitivité de l'Allemagne est assurée. Il suffit de regarder la balance commerciale. Les exportations par tête d'habitant de l'Allemagne sont plus élevées que dans n'importe

quel autre pays industriel. Au cours des dernières années, nous avons eu en revanche des problèmes avec la demande intérieure. Le chiffre d'affaires du commerce de détail stagne depuis des années. »

« En plus de la baisse des taux et de la hausse des salaires, que voulez-vous faire pour relancer cette demande intérieure ? »

« Nous avons lancé une réforme fiscale qui augmentera en moyenne de 2 700 marks (environ 9 000 francs) le revenu net disponible d'une famille moyenne de deux enfants à partir de 2002. »

« Allez-vous aussi utiliser l'arme budgétaire, alors que vous avez révisé les prévisions de croissance de l'Allemagne de 2,9 % à 2 % pour 1999 ? »

« Nous travaillons actuellement sur le budget, qui sera approuvé début 1999. L'évolution de l'économie mondiale conduit à une correction des prévisions de croissance, lesquelles conduisent à une révision de notre budget. Les volets dépenses et recettes sont tous deux affectés. La politique budgétaire doit respecter deux critères. Elle doit poursuivre la consolidation des finances publiques. Mais elle ne doit pas avoir des effets contre-productifs et affaiblir encore plus la croissance en cas de ralentissement économique. En cas de recul de la croissance, nous pensons qu'il est intelligent de laisser jouer les stabilisateurs économiques. »

« Que pourrait être le déficit maximum, alors que les instituts de conjoncture allemands prévoient un déficit de 1,6 % du PIB en 1999 ? »

« Nous n'avons pas de problème pour respecter les critères de Maastricht en 1999. En Allemagne, la Constitution précise que la hausse de l'endettement ne doit pas dépasser le niveau des investissements publics. C'est là-dessus que porte le débat budgétaire. »

« Le premier ministre italien D'Alema estime que l'on doit corriger le pacte de stabilité en Europe. »

« En Allemagne, je le répète, nous n'avons pas de problème avec le traité de Maastricht. »

H. de B.

« Quels minima sociaux voulez-vous introduire au niveau européen ? »

« Je pense que cette discussion est achevée en Europe. Tout le monde est d'accord sur l'introduction de standards minimaux. Les standards peuvent être différents selon les pays, mais ne peuvent pas passer sous un minimum. C'est la réponse des États européens à une philosophie qui prétend résoudre les problèmes économiques en organisant une concurrence par ceux qui ont les standards et les droits sociaux les plus faibles. Les minima doivent empêcher cette concurrence insensée. »

« Y a-t-il vraiment des problèmes concrets de dumping social à l'intérieur de l'Europe ? »

« Oui, ils existent : c'est la raison pour laquelle l'Union a mis en place des directives pour être certaine que les conventions collectives sont bien respectées dans chacun des pays. Il n'est pas acceptable, dans une Europe qui se présente comme civilisée, que des salaires de famine soient versés. »

« Vous parlez de coordination des politiques économiques. Mais le ministre des finances français, Dominique Strauss-Kahn, maintient ses prévisions de croissance pour 1999 à 2,7 %, alors que vous les avez baissées de 2,9 % à 2 %. N'est-ce pas un mauvais début que d'avoir des prévisions si différentes ? »

« Ce qui compte, ce n'est pas la coordination de nos prévisions, mais la coordination de nos politiques. Avant même d'arriver au pouvoir, nous avons salué les efforts de la France pour renforcer la demande intérieure. Nous faisons une politique semblable en Allemagne. Nous partageons la position du gouvernement jospin, qui dit qu'une politique financière et économique commune est nécessaire dans l'Eurozone. Je constate que nous sommes en grand accord avec le gouvernement Jospin, avec lequel nous travaillons de manière amicale. »

Propos recueillis par
Arnaud Leparmentier

Un tacticien à fort pouvoir

LA QUESTION de l'équilibre des pouvoirs entre le chancelier Schröder et son ministre des finances, Oskar Lafontaine, président du Parti social-démocrate, continue de nourrir, en Allemagne comme à l'étranger, de nombreuses interrogations sur la politique de la nouvelle équipe en place à Bonn. Ces interrogations ont dominé la rentrée du nouveau Parlement, devant lequel le successeur d'Helmut Kohl a présenté officiellement en début de semaine le programme de son gouvernement de coalition SPD/Verts.

Les spéculations sur la capacité des deux hommes à s'entendre ont été relancées par la rumeur selon laquelle des discussions seraient en cours entre Paris et Bonn sur une éventuelle candidature d'Oskar Lafontaine à la présidence de la Commission européenne. Cette rumeur - qualifiée d'« absurde » par l'intéressé (lire ci-dessus) - n'a reçu aucune confirmation à Paris, où l'on tient une telle candidature, même si elle n'est pas en soi antipathique, pour peu probable alors que M. Lafontaine vient tout juste de

prendre en charge des responsabilités essentielles aux côtés du nouveau chancelier. Défendant vendredi 13 novembre son projet de réforme fiscale devant le Parlement, M. Lafontaine a en outre, tracé les contours d'une politique économique et financière qui va dans un sens que le gouvernement français ne peut qu'approuver, notamment par la confirmation d'une volonté de coordination européenne plus étroite.

Il paraît curieux que l'ancien ministre-président de Sarre, qui a dû s'effacer devant Gerhard Schröder pour la candidature de son parti à la chancellerie, renonce de si tôt à imprimer sa marque à la nouvelle politique allemande. S'il a appris à connaître ses limites, M. Lafontaine reste un homme de pouvoir. Et il dispose aujourd'hui de puissants moyens pour faire prévaloir ses points de vue tant qu'il ne rentre pas en conflit ouvert avec le Chancelier, ce que les deux hommes ont toujours su éviter jusque-là.

H. de B.

Français et Allemands réfléchissent sur l'instabilité du système financier international

OSKAR LAFONTAINE accueille lundi matin 16 novembre, à Bonn, la réunion du conseil économique et financier franco-allemand qui réunit deux fois par an les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des deux pays. Ce premier conseil depuis la formation du nouveau gouvernement de Gerhard Schröder est l'occasion pour M. Lafontaine et Dominique Strauss-Kahn de peaufiner leurs propositions avant le conseil

des ministres européens des finances du 23 novembre et le sommet qui réunira les deux gouvernements français et allemand les 30 novembre et 1^{er} décembre à Potsdam.

A moins de 50 jours du lancement de l'euro, il reste à régler un certain nombre de points sur l'organisation de la coordination économique entre les gouvernements de la future zone monétaire européenne et sa représentation dans

les instances de discussion internationales. Depuis le changement à Bonn, les positions des deux pays sur ces questions se sont rapprochées sur le fond, ce qui devrait faciliter un accord au niveau européen.

Lors de leur première rencontre officielle, le 22 octobre à Sarrebrück, les deux ministres des finances avaient par ailleurs annoncé leur intention de présenter un document commun sur la réforme des institutions financières internationales et du système monétaire mondial. Les Français, qui avaient présenté un mémorandum sur ce sujet en septembre à leurs partenaires européens, estiment nécessaire de battre le fer quand il est chaud. Ces derniers jours, les Allemands ont à leur tour donné quelques précisions sur leurs objectifs. Heiner Flassbeck, nouveau secrétaire d'État aux finances et conseiller très proche d'Oskar Lafontaine, a dévoilé dans un entretien au quotidien Handelsblatt les grandes lignes d'un plan pour éviter des fluctuations excessives de taux de change tout en sauvegardant la compétitivité économique des pays.

Le système proposé par M. Flassbeck est celui d'une « flexibilité contrôlée » visant à tenir fermement les parités des devises tout en permettant des ajustements de parités pour compenser les écarts de taux d'inflation et empêcher des déséquilibres extérieurs.

Pour les pays émergents, note M. Flassbeck, qui ont de grandes difficultés structurelles à maîtriser leur inflation, un lien de change fixe n'est pas une solution car il entraîne une perte de compétitivité, pro-

blème auquel se sont précisément heurtés les pays asiatiques. Dans ces conditions, le secrétaire d'État allemand aux finances préconise pour ces pays l'instauration d'un système de dévaluation régulière et progressive, imposée aux marchés financiers comme ligne directrice et qui laisse les parités réelles inchangées. « Les pays doivent conserver leur compétitivité », souligne M. Flassbeck. Personne ne doit gagner ou

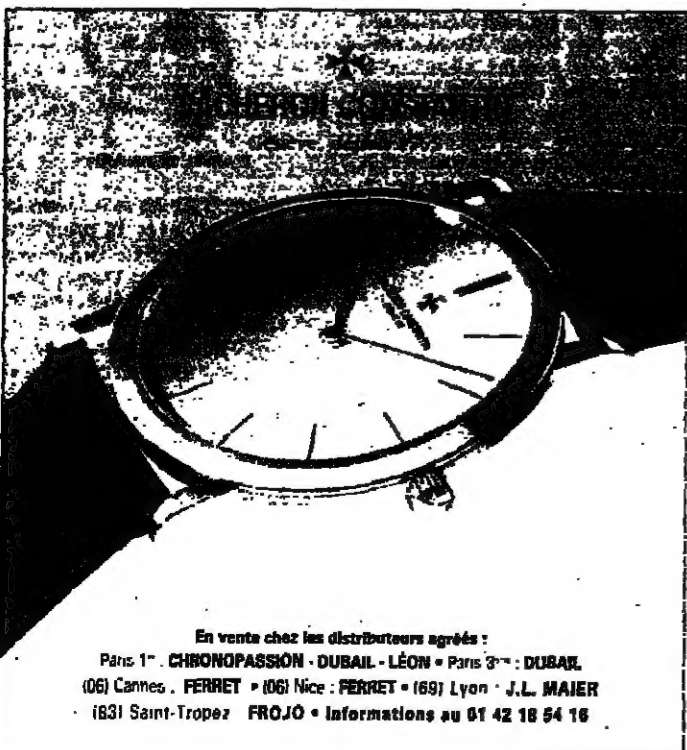
contribue à stabiliser les taux de change », conclut M. Flassbeck. L'idée d'un contrôle des cours de change entre régions monétaires et de la mise en place de bandes de fluctuation - de zones cibles - entre grandes devises monétaires, est fraîchement accueillie par les banques centrales car difficile à mettre en œuvre et dangereuse pour la stabilité des prix. Les Américains sont, eux aussi, très réservés car ils veulent

qui devrait se traduire par une « forte instabilité » des parités euro-dollar et par « un euro trop fort ». Mais il ne propose pas d'établir, comme M. Flassbeck, des zones cibles entre l'euro et le dollar. Le problème de l'euro étant plus son instabilité que sa hauteur vis-à-vis du dollar, M. Davanne estime que des interventions coordonnées dans le cadre du G7 seront « parfois nécessaires pour éviter l'apparition de dynamiques instables ».

Concernant les pays émergents, les propositions du rapport rejoignent celles de M. Flassbeck. Pour bâtir un bon équilibre entre stabilité et adaptabilité, il faudrait que ces pays établissent des « parités de référence ajustables » reposant sur un panier eurodollaréen et défendues de façon souple, au besoin par la communauté internationale si le pays a des comptes suffisamment transparents.

D'une façon plus générale, le rapport souligne que c'est l'instabilité des marchés dans les pays riches eux-mêmes qui est la source des problèmes et des grandes crises financières du XX^e siècle. La bonne façon de les éviter n'est pas de revenir aux politiques de contrôle - même si celles-ci apparaissent nécessaires pour les capitaux à court terme dans les pays en développement - mais dans une science économique renouée de l'évaluation des risques. Comment et pourquoi agissent les investisseurs ? Quels sont les circuits réels ? Le système financier est instable d'abord par ignorance de lui-même.

Henri de Bresson
et Pierre-Antoine Delhommais



En vente chez les distributeurs agréés :
Paris 1^{er} : CHRONOPASSION - DUBAIL - LÉON • Paris 3^{ème} : DUBAIL
(06) Cannes : FERRIER • (06) Nice : FERRIER • (06) Lyon : J.L. MAIER
(03) Saint-Tropez : PROJO • Informations au 01 42 18 54 16

مكتبة

مكتبة

Kofi Annan exhorte l'Irak à reprendre sa coopération avec l'ONU

Le Conseil de sécurité devait tenir une nouvelle réunion, samedi soir 14 novembre, pour examiner la réponse irakienne à la « dernière » requête du secrétaire général des Nations unies à Saddam Hussein. Washington attend...

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a « exhorté », vendredi 13 novembre, le président irakien à revenir sur sa décision de ne plus coopérer avec les inspecteurs en désarmement. Au terme d'une réunion du Conseil

de sécurité à laquelle il a assisté, M. Annan devait adresser une « dernière » lettre en ce sens à M. Hussein. Ce dernier a affirmé à l'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, que l'Irak acceptait toute « initiative » qui vise-

rait à satisfaire ses demandes « justes et équilibrées ». Une déclaration jugée irrécusable par les Etats-Unis, qui refusent toujours toute référence à une éventuelle levée des sanctions en cas d'examen global de la

question irakienne à l'ONU. Les Etats-Unis laissent néanmoins à Saddam Hussein la possibilité de se rétracter. Le Conseil de sécurité devait se réunir à nouveau samedi soir pour examiner la réponse irakienne.

L'arrestation du chef du PKK met fin à une traque de quinze ans

ABDULLAH ÖCALAN, quarante-neuf ans, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre les troupes d'Ankara depuis 1984 pour la reconnaissance des droits des Kurdes de Turquie, a été arrêté jeudi 12 novembre à l'aéroport de Rome. L'homme le plus recherché de Turquie était arrivé sur un vol Aeroflot en provenance de Moscou, où son mouvement possède une représentation. Selon les services secrets turcs, c'est aux environs de Moscou qu'Abdullah Öcalan se cachait depuis la fin octobre. Dirigeant sa rébellion depuis Damas, il avait dû fuir précipitamment, les autorités turques ayant menacé la Syrie de représailles militaires si elle ne mettait pas fin à son soutien au PKK. Les autorités russes, tout en gardant le silence sur sa présence à Moscou, auraient, dès son départ pour Rome, donné aux Turcs sa destination et le numéro de son vol. Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, ancien chef du KGB, a ensuite envoyé un télégramme personnel à son homologue turc, Mesut Yilmaz, pour l'avertir qu'« Apo » avait quitté Moscou.

Son interpellation met fin à une traque de plus de quinze ans des autorités turques. Elle place l'Italie dans l'embarras. Hospitalisé pour un léger problème cardiaque, Abdullah Öcalan s'apprête à demander l'asile politique. Cette décision est du ressort des ministères italiens de l'Intérieur et de la Justice. Mais il semble peu probable qu'« Apo » soit livré à la Turquie, sachant qu'il est passible de la peine capitale dans son pays. De plus, en octobre, Ankara, ulcéré par une réunion du « Parlement kurde en exil » sur le territoire italien, avait rappelé son ambassadeur à Rome. En mars, le pacifiste italien Dino Trisullo, soupçonné par les Turcs de soutenir le « séparatisme », avait été condamné à deux mois de prison puis expulsé.

L'Allemagne, qui a émis en 1990 un mandat d'arrêt contre M. Öcalan pour « homicide et création d'une organisation terroriste », n'est pas pressée de demander son extradition. Sur les deux millions de ressortissants turcs sur son sol, près de la moitié sont d'origine kurde, et le PKK y est bien implanté. En revanche, l'arrestation de « l'ennemi numéro un » a été saluée comme un succès en Turquie. Depuis 1984, la guerre au Kurdistan turc, qui coûte près de 10 milliards de dollars au budget, a fait plus de trente mille morts, jetés sur les routes plus de deux millions de Kurdes et vidés près de trois mille villages. Leurs habitants sont allés grossir les bidonvilles d'Istanbul, de Diyarbakir, d'Adana et d'ailleurs.

Afsané Bassir Pour

Marie Jégo

« examen global » des relations de l'Irak avec l'ONU « dans la perspective de la levée des sanctions », les Américains ont « insinué » que « l'opération militaire » était désormais imminente. « Le problème est toujours le même », a expliqué un diplomate, que « la grande majorité » des pays membres seraient favorables à l'ouverture d'un examen global, qui pourrait aboutir à la levée, « au moins », de l'embargo pétrolier. Bagdad, estime-t-il, « devrait saisir cette occasion ou

M. Chirac répète que toute frappe doit avoir l'aval de l'ONU

La décision de l'Irak de rompre sa coopération avec les experts en désarmement est « à la fois inexplicable, inacceptable et d'ailleurs inexcusable », a déclaré, vendredi 13 novembre à Mexico, le président Jacques Chirac. « Je crois que l'ensemble de la communauté internationale a la même réaction. Un engrenage s'est mis en marche qui ne peut conduire, si rien ne se passe, qu'à un affrontement (...) militaire. Pour le moment, « les choses ne sont pas réglées », a ajouté le chef de l'Etat, qui s'est dit « favorable à une solution diplomatique (...) qui passe d'abord et avant tout par l'Irak. C'est à lui de dire s'il est prêt, ou non, à remettre les compteurs à zéro et à engager un processus diplomatique ».

Dans l'hypothèse d'une intervention armée, le président Chirac a affirmé que « la France considère que toute option militaire doit avoir l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU » et que, sans cet aval, elle serait « en dehors des règles telles que nous les concevons ».

diplomate occidental. Washington refuse même de prononcer le mot « levée » (des sanctions) et Bagdad l'exige. Sans parler de « percée » diplomatique, ce diplomate a néanmoins fait remarquer que le Conseil a « tout de même » réussi « sans se heurter au veto américain », à « glisser » l'idée d'une éventuelle levée des sanctions, en endossant la lettre du secrétaire général. Cela prouve, estime ce

subir une opération militaire, qu'il ajoute-t-il, pourrait, cette fois-ci, être de grande envergure ». L'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, a surpris les diplomates en annonçant que, dans sa réponse à la lettre que lui a adressée le président russe Boris Eltsine, Saddam Hussein avait « accepté de revenir sur sa décision si le Conseil accepte pour sa part de procéder à l'examen global ». Se-

Les Etats-Unis évoquent ouvertement le renversement du régime de Bagdad

WASHINGTON

Retardé de vingt-quatre heures en raison de la crise avec l'Irak, le départ du président américain pour une longue tournée asiatique était encore prévu, samedi matin 14 novembre, pour 22 heures locales. Mais le porte-parole de la Maison Blanche, Joseph Lockhart, a mis Saddam Hussein en garde contre toute spéculation selon laquelle les frappes américaines seraient retardées jusqu'au retour de Bill Clinton. Toutefois l'incertitude continuera de régner jusqu'à la dernière minute quant au départ de ce dernier.

Saddam Hussein « a toujours les moyens de mettre fin à la crise dès maintenant », en autorisant la reprise des travaux des inspecteurs de l'Unscod (la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak), a déclaré vendredi le président Bill Clinton. Mais « personne ne peut tolérer un Irak libre de fabriquer impunément des armes de destruction massive ». La reprise de la coopération avec l'Unscod, a rappelé la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, est la condition préalable à une révision éventuelle des sanctions. Mais les Etats-Unis ne se satisfont plus de mots : le dirigeant irakien doit non seulement « revenir publiquement sur sa décision », il doit aussi prendre des mesures « concrètes » confirmant ses engagements. En attendant, le renforcement du dispositif militaire américain dans le Golfe se poursuit.

Les « demandes justes et équilibrées » de Saddam Hussein

Le président irakien Saddam Hussein a affirmé, vendredi 13 novembre, que son pays était favorable à « toute initiative susceptible de satisfaire ses demandes justes et équilibrées », lors d'un entretien avec l'ambassadeur russe, qui lui a remis deux messages, du président Boris Eltsine et du premier ministre Evgueni Primakov. « Les décisions irakiennes du 5 août et du 31 octobre [de suspendre puis d'interrompre toute coopération avec les inspecteurs de l'Unscod] ne visaient pas à créer une crise ou à ne pas coopérer avec le Conseil de sécurité, mais à satisfaire les demandes justes de l'Irak », c'est-à-dire un calendrier pour la levée de l'embargo imposé à son pays par l'ONU depuis 1990. « Le Conseil de sécurité, dont les Etats-Unis, doit s'engager à appliquer dans la légalité les résolutions, de la même manière que l'Irak les a respectées durant huit ans », a ajouté le président irakien. Offre aussitôt rejetée par Washington : « Il n'y a rien de nouveau dans ce qu'il a dit », a commenté le porte-parole de la Maison Blanche, Joseph Lockhart.

La secrétaire d'Etat a ensuite ouvertement évoqué le renversement du régime de Bagdad. « Nous espérons pouvoir travailler avec un régime post-Saddam et nous allons travailler encore plus activement avec les groupes d'opposition. Le Congrès a voté à ce propos une loi - l'Iraq Liberation Act - ratifiée par le président » le 31 octobre, a déclaré M^{me} Albright. Cette option est l'une des deux sur lesquelles planchent les stratèges. La question est en effet de savoir si les bombardements massifs américains auront uniquement pour objectif d'amener Saddam Hussein à la raison, ou bien s'ils auront pour but de le déstabiliser afin d'accélérer sa chute, comme le réclament des voix de plus en plus nombreuses.

JUSTIFIER L'ENTRÉE EN GUERRE

Ainsi, pour l'éditorialiste du Washington Post Jim Hoagland, « seule une campagne sérieuse et déterminée pour libérer définitivement l'Irak du joug de Saddam peut justifier l'entrée en guerre de la seule superpuissance contre un pays pauvre et en ruines ». Judith Kipper, du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), renchérit : « Si nous avons les moyens d'affaiblir le régime, pourquoi ne pas le faire ? Il faut frapper les piliers du pouvoir de Saddam, les symboles que sont les palais présidentiels, les stations de radio et de télévision, Talrit (la ville natale de M. Hussein), la garde républicaine, l'atteindre lui et pas la population (...) Nous ferons face à une crise à long terme,

sauf si les bombardements sont assez soutenus pour déstabiliser le régime. Les Kurdes au Nord et les chiites au Sud sont prêts à se soulever ».

La sénateur républicain Richard Lugar, a pour sa part, suggéré que le meilleur moyen d'empêcher l'Irak de fabriquer des armes de destruction massive serait de tuer le président irakien : « Peut-être serons-nous chanceux un jour ! », a déclaré ce membre républicain de la commission des affaires étrangères. Mais l'administration se refuse à se laisser publiquement entraîner sur cette voie, une loi des années 70 interdisant l'assassinat de dirigeants étrangers. On n'en serait pas moins satisfait à Washington si une bombe mettait incidemment fin aux jours de M. Hussein, ou s'il tombait sous les balles d'adversaires politiques, laisse-t-on clairement entendre.

En tout cas, des bombardements éventuels seraient beaucoup plus dévastateurs que les « coups d'épée » précédents. Mais la question que tout le monde se pose est celle de savoir quels sont les plans américains pour l'après-guerre. Le sous-secrétaire d'Etat, Strobe Talbott s'est contenté d'affirmer : « Nous avons réfléchi à ce que nous ferons après la première heure, la première journée et la première semaine (...) Il y a bien des moyens pour s'assurer que Saddam perdra dès le premier jour et par la suite ». M. Talbott n'a pas précisé à quels moyens il faisait allusion.

Patrice de Beer

Human Rights : Protégez les civils !

« BILL CLINTON et Tony Blair devraient prendre toutes les mesures pour protéger les civils irakiens en cas d'attaque contre l'Irak », souligne l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), dans des lettres que son directeur exécutif, Kenneth Roth, a adressées au président américain et au premier ministre britannique.

D'après un communiqué rendu public vendredi 13 novembre, M. Roth rappelle que des attaques contre des installations électriques, des infrastructures civiles à « usage dual » et des sites militaires situés dans des zones peuplées peuvent entraîner des pertes civiles démesurées. « Le bombardement des installations électriques durant la guerre du Golfe est un bon exemple de ce qui pourrait arriver », ajoute HRW, qui demande à Washington et Londres de prouver qu'ils ont identifié des sites de fabrication d'armes chimiques et biologiques.

Dans la mesure où nombre de ces sites sont des installations civiles telles que des hôpitaux, des usines de fertilisants ou de produits pharmaceutiques et de pesticides, les risques d'erreurs mortelles sont grands, insiste HRW, qui met en garde contre les possibles émanations de substances dangereuses durant une attaque. Rappelant que dans le passé, le gouvernement irakien a utilisé les civils comme des boucliers humains, « en violation flagrante des lois humanitaires internationales », HRW souligne qu'en aucune manière ce comportement n'atténue l'obligation qu'ont Washington et Londres d'éviter de porter atteinte aux populations civiles.

Bien que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne aient inclus les exigences du droit international humanitaire dans leur ligne de conduite militaire, HRW relève que les forces alliées, durant la guerre du Golfe en 1991, n'ont pas entièrement rempli ces obligations. Aussi ces deux Etats sont-ils priés de veiller à s'assurer que des violations éventuelles fassent immédiatement l'objet d'enquêtes. HRW invite enfin Washington et Londres à user de leur influence pour persuader les pays frontaliers de l'Irak d'accueillir d'éventuels réfugiés irakiens.



Vous voulez mieux maîtriser la forte volatilité actuelle de la Bourse.

Chanteraine Action

Le dynamisme en profitant des opportunités du marché des actions.

Chanteraine Action est un fonds profilé, orienté vers la capitalisation et composé des meilleures SICAV et FCP du CFC Paris sélectionnées en permanence par des spécialistes.

Les fonds sont tenus avec un droit d'entrée de seulement 1% et aucun droit de garde. Les opérations d'achat et de vente réalisées au sein de Chanteraine sont détaxées.

CC Paris

Droits d'entrée réduits à 0,50% jusqu'au 30.11.98

La capitale indonésienne est en proie à la confusion

La violente répression des manifestations a fait plusieurs morts et de nombreux blessés dans les rues de Djakarta

DIJAKARTA
de notre envoyé spécial
« Ne tirez pas sur la foule ! Ne tirez pas sur la foule ! » Cette injonction d'étudiants regroupés face à des soldats armés n'a guère eu d'effet. Dans la soirée du vendredi 13 novembre, plusieurs manifestants ont été tués par balle en caoutchouc alors que d'autres étaient des civils soupçonnés d'être des indicateurs de police ou des miliciens pro-gouvernementaux. Le nombre des morts se situerait dans une fourchette de six, selon la police, à seize, selon une organisation humanitaire. Les blessés, dont certains grièvement, se compteraient par dizaines.

Djakarta n'est cependant pas à feu et à sang. Les scènes de vandalisme du mois de mai, quand des centaines de pillards sont morts dans des incendies de supermarchés et que les commerces des Chinois ont été systématiquement saccagés, ne se sont pas répétés. Une bonne partie de la capitale était même très calme vendredi, les commerces et les écoles ayant fermé leurs portes par précaution. Les violents affrontements de jeudi et vendredi ont eu lieu sur les voies d'accès au Parlement, protégé par 30 000 soldats et policiers.

Pillages au centre de la capitale

Plusieurs milliers de personnes ont commencé, samedi 14 novembre, en milieu d'après-midi, à attaquer et piller des centres commerciaux et des maisons au cœur de Djakarta, ont rapporté des témoins. Le pillage a commencé dans le centre commercial de Semen, en dépit de l'intervention de l'armée, qui a tiré des coups de feu en l'air, tandis que des hélicoptères des forces de l'ordre tournaient au-dessus de ce quartier central d'où s'élevaient des fumées d'incendies. La foule a brulé des marchandises. Les émeutiers ont également attaqué un quartier commercial situé au nord du palais présidentiel. Plusieurs maisons étaient en flammes, ainsi que de nombreux véhicules. D'autre part, 500 étudiants ont envahi samedi après-midi l'aéroport de Medan (Sumatra, nord de l'Indonésie), provoquant le retard de tous les vols. Vendredi, des manifestants avaient occupé l'aéroport d'Ujung Pandang (Célèbes) avant d'en être délogés. — (AFP)

Mais la colère des étudiants, rejointré vendredi, après la prière, par la population, et la détermination des forces de l'ordre ont soulevé un divorce complet. Dans les deux camps, l'exaspération a prévalu.

Le général Wiranto, commandant en chef des forces armées, avait averti qu'il s'opposerait à « toute tentative d'occuper par la force le Parlement ». Il a tenu parole et des soldats ont, selon des témoins, tiré sur l'université catholique d'Atma Jaya, où plusieurs étudiants, couverts de sang, ont été transportés, un peu plus tard, sur des brancards, vers l'hôpital le plus proche. Des scènes de violence ont également eu lieu boulevard Sudirman, centre d'affaires de Djakarta. Aux cocktails Molotov des manifestants, l'armée a répondu par des tirs de balles en caoutchouc, de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

UNE SÉRIE DE DÉCRETS
C'est donc sous la pression de la rue que les délégués à l'Assemblée consultative du peuple (MPR), dans leur immense majorité issus du régime Suharto, ont voté une série de décrets qui définissent le cadre dans lequel des élections générales auront lieu, au plus tard en juin 1999. Contrairement à ce que réclament les étudiants, l'armée conservera une représentation au sein de la future Assemblée (sans doute 10 % des sièges) et ses responsabilités politiques ne diminueront que selon un

échec non précisé. Les étudiants et l'opposition n'ont obtenu qu'à moitié satisfaction sur un autre chapitre important : le gouvernement a reçu l'ordre d'enquêter sur la fortune de Suharto, de sa famille et de son entourage, soupçonnés de « corruption, de collusion et de nepotisme ». Mais une première enquête de la justice, sur ce sujet, n'a pas abouti et les termes du décret voté à l'unanimité demeurent assez vagues pour qu'on puisse s'interroger sur son application par des gouvernements qui ont été de proches collaborateurs de l'ancien président.

COURANT DE SYMPATHIE
Le MPR a toutefois introduit de substantielles réformes en l'espace de quatre jours de débats. Un président ne peut plus servir que deux mandats de cinq ans alors que Sukarno était demeuré au pouvoir vingt-deux ans et Suharto trente-deux ans. Le chef de l'État ne pourra plus disposer de pouvoirs spéciaux, notamment celui de décréter l'état d'urgence. La décentralisation est amorcée avec l'introduction d'une redistribution équitable des recettes entre les provinces et l'État. La Constitution de 1945 peut de nouveau être amendée par l'Assemblée sans recours préalable à un référendum.

Mais ces réformes, qui répondent en grande partie aux demandes des personnalités les plus en vue de la scène politique, risquent d'être occultées par les violences dont la rue a été le théâtre. Les délégués du MPR, a estimé Marle Muhammad, un ministre des finances limogé par Suharto au début de l'année, « n'auraient pas pu obtenir de tels résultats sans la pression exercée par les étudiants ».

La fermeté de la répression et le recours à des miliciens pour « protéger » le Parlement ont renforcé le courant de sympathie en faveur des étudiants. Des enseignants de l'université d'Indonésie ont annoncé qu'ils « soutenaient les étudiants dans leur campagne pacifique pour une véritable démocratie » et ont « condamné la violence des services de sécurité ». Sans succès, Amien Rais, un dirigeant populaire musulman, avait proposé vendredi que le MPR reçoive des représentants des étudiants pour que ces derniers puissent remettre leurs revendications.

Amien Rais, qui s'appuie sur la Muhammadiyah, une organisation musulmane de 20 millions de membres, avait auparavant demandé aux étudiants de mettre un terme à leurs manifestations afin d'éviter une prise de pouvoir par les militaires. « Quelles que soient les conditions, avait-il ajouté, une prise de pouvoir par les militaires et les adversaires des réformes ne peut être approuvée ».

Abdurrahman Wahid, le très influent dirigeant du Nahdlatul Ulama, a estimé de son côté que « les forces armées, censées être vaillantes, devraient arrêter de recourir à des violences dont l'objet est de servir les ambitions personnelles de certains individus ». « Le Nahdlatul Ulama et moi-même sommes prêts à poursuivre la lutte inachevée des étudiants », a-t-il ajouté, dans une référence à son organisation qui revendique 30 millions de membres.

Les étudiants et leurs partisans annonçaient samedi matin de nouvelles manifestations. « Les étudiants ont fait de l'appareil de sécurité leur ennemi », avait déclaré la veille le général Wiranto, qui est également ministre de la défense, ne laissant entrevoir aucune marche arrière. D'un autre côté, les étudiants ne réclament pas moins que le renvoi du successeur de Suharto, Bacharuddin Jusuf Habibie, qui a lancé un appel au calme et adressé ses condoléances aux familles des victimes. L'unité des forces armées est également le sujet de spéculations, des fusiliers marins ayant sympathisé vendredi soir avec les manifestants.

Jean-Claude Pomonti

Le Brésil s'engage à assainir son économie pour bénéficier d'une aide massive du FMI

Un plan sur trois ans de 42 milliards de dollars

Le Brésil devra procéder à un ajustement budgétaire de plus de 3 % du PIB avec des réformes sur la Sécurité sociale, le secteur public, les dépenses publiques et le système fiscal, et devra

maintenir la discipline monétaire et la stabilité économique. Pour Bill Clinton, il s'agit d'une « étape importante de notre effort pour répondre de façon efficace à la crise financière mondiale et protéger les emplois américains ».

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant
En signant officiellement, vendredi 13 novembre, une lettre d'intention avec le FMI, le Brésil vient de franchir l'avant-dernière étape d'un processus de négociations lancé depuis plusieurs semaines. L'accord, fondé sur l'engagement de Brasília de mettre en œuvre un train de mesures destinées à assainir la situation budgétaire du pays, va permettre au Brésil de recevoir près de 42 milliards de dollars sur trois ans. L'Union européenne, les États-Unis, le Japon, le Canada, la Norvège et la Suisse y participent. Pour entrer définitivement en vigueur, l'accord doit encore être approuvé par le conseil d'administration du FMI, qui devrait se réunir le 26 novembre.

Après dix années (1982-1992) de relations houleuses, le Brésil et le FMI viennent donc de sceller un accord crucial pour les deux parties. En recourant à une institution autrefois assujettie par la *vox populi* au « gendarme des banquiers », Brasília a en quelque sorte jeté l'éponge : successivement ébranlée par l'écroulement du peso mexicain puis par la crise asiatique, la première puissance économique d'Amérique latine n'a pas résisté à la désertion massive des capitaux étrangers qui a suivi la banqueroute russe.

Contrairement par conséquent à ce que les réserves de change (qui ont fondu de 74 à 41 milliards de dollars depuis août) ont suscité l'aide financière internationale, le gouvernement brésilien s'est engagé, en contrepartie des crédits qui lui seront alloués, à réduire substantiellement le déséquilibre de ses finances (le déficit courant atteignait fin septembre 4,37 % du PIB, soit 34,47 milliards de dollars). Pour ce faire, le président Fer-

nando Henrique Cardoso, sourd aux sirènes de la « dévaluation compétitive » et indéfectiblement fidèle au réel fort qui lui a permis de juguler l'inflation (actuellement nulle en ajustement annuel), a opté pour un « ajustement fiscal » draconien, qui va rapidement annuler les effets bénéfiques, en particulier pour les couches sociales les plus défavorisées, du programme de stabilisation économique en vigueur depuis quatre ans.

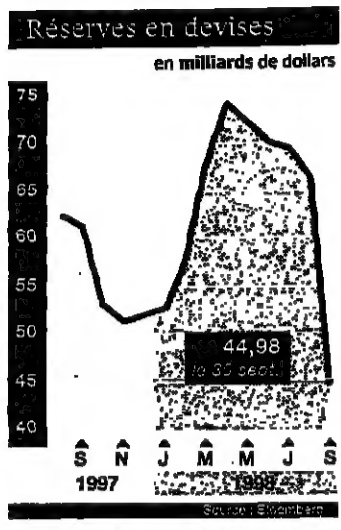
Ainsi, incluses dans le budget 1999 transmis le 9 novembre au Congrès, les coupes d'un montant global de 3,8 milliards de dollars — au lieu des 7,3 milliards programmés antérieurement — pénalisent tous les ministères sans exception, surtout celui de la politique fondrière, responsable de la réforme agraire, dont la dotation a été « élaguée » de 47 %.

Après avoir voté au pas de course la réforme de la Sécurité sociale en souffrance depuis plus de trois ans, en modifiant profondément le passage le régime des retraites — qui laissera cette année un « trou » de l'ordre de 35 milliards de dollars —, le Parlement, dont près de la moitié des membres, non réélus au scrutin législatif d'octobre, abandonneront

Une participation de vingt pays

Premier contributeur, le FMI va participer au plan à hauteur de 15 milliards de dollars, dont 70 % se fait au titre de la nouvelle « facilité supplémentaire de réserve » remboursable en un an, voire un an et demi, à un taux d'intérêt de 7,75 %, contre 4,75 % d'ordinaire. La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) apporteront 4,5 milliards chacune.

Une vingtaine de nations industrialisées apporteront 14,5 milliards. La contribution des États-Unis devrait s'élever à 5 milliards de dollars, un montant équivalent à celui consenti par les quatre pays européens du G7. Le Japon devrait contribuer à hauteur de 1 milliard de dollars. La Banque des règlements internationaux (BRI) coordonnera le soutien des pays industrialisés.



Les réserves de la banque centrale du Brésil se sont effondrées à la suite des attaques spéculatives sur le réel et d'une fuite massive des capitaux.

leur siège dans trois mois, va débattre, dès la semaine prochaine, des augmentations d'impôts jugées nécessaires par le gouvernement à la résorption du déficit fiscal de 7,67 % du PIB prévu cette année.

C'est là où le bât blesse : aux

La communauté internationale veut faire un exemple

LA PRÉCIPITATION avec laquelle la communauté internationale a instantanément annoncé son aide massive, sans attendre ni l'aval du conseil du FMI ni le vote du budget 1999 par le Congrès brésilien, montre à quel point les

ANALYSE
C'est la première fois que le FMI intervient, non pas après la catastrophe, mais avant qu'elle ne se produise

grandes puissances ont à cœur de démontrer qu'elles font tout pour endiguer une crise qui a révélé les dégâts que peut provoquer la libéralisation trop brutale des mouvements de capitaux.

La situation brésilienne est emblématique de l'intégration économique mondiale. Brasília paie les effets indirects de sa politique d'ouverture menée depuis la fin des années 80 sur le plan des échanges commerciaux et financiers. Depuis la dévaluation du rouble, le 17 août, sa monnaie, le réal, n'a cessé d'être attaqué, et les fuites de capitaux ont dangereusement ponctionné ses réserves. En contrepartie, son poids dans l'économie régionale et nord-américaine en a fait une pièce importante sur l'échiquier mondial. A ce titre, le Brésil sait pouvoir compter sur le soutien quasi inconditionnel de la communauté internationale.

Le cas brésilien, version 1998, constitue donc une petite révolution dans la manière du FMI d'appréhender les crises. C'est la première fois

que l'institution intervient, non pas après la catastrophe, mais avant qu'elle ne se produise. C'est la première fois également que sera utilisé un nouvel instrument de prévention, sorte de fonds d'urgence pour venir en aide aux pays émergents qui souffrent par ricochet de la crise asiatique alors qu'ils ont mené des politiques économiques jugées orthodoxes.

Enfin, l'aide internationale sera un mélange de crédits du FMI et de lignes de crédit bilatérales, à l'instar de ce qui a été fait pour la Corée en décembre 1997. Cerise sur le gâteau, les banques privées, mises en confiance, pourraient envisager de traiter « à froid » le problème de la dette extérieure brésilienne.

Car c'est à froid que la communauté internationale entend traiter le problème brésilien. Le calme relatif qui est revenu sur les marchés rend la démonstration plus aisée. Le FMI va ainsi tenter de redorer son blason après l'avalanche de critiques qui s'est abattue sur lui depuis le début de la crise asiatique. L'opération de sauvetage de la neuvième économie du monde doit être irréprochable. Même au prix de quelques coups de canif à la réalité des faits.

AVERTISSEMENT AUX MARCHÉS
La dialectique de la communauté internationale pour justifier son intervention massive qui consiste à présenter le Brésil comme un modèle de vertu économique résiste pourtant mal à l'analyse. S'il est vrai que la dévaluation du rouble a été le détonateur de la déflance des marchés à l'égard du Brésil, tous les ingrédients objectifs étaient réunis pour précipiter le Brésil dans la crise. Les comptes publics n'ont cessé de

se détériorer tout au long des années 90, du fait principalement de la fin d'inflation qui masquait de façon perverse les résultats des finances publiques, et du croissant déséquilibre des comptes de la prévoyance publique et privée.

Pour la communauté internationale, et en premier lieu les États-Unis, l'enjeu vaut cependant ce petit trompe-l'œil. D'une part, la faillite du Brésil aurait des répercussions dramatiques pour ses voisins immédiats, comme l'Argentine, le Chili et le Mexique. Elle frapperait durablement l'Amérique et, par ricochet, l'ensemble du monde industrialisé. D'autre part, le soutien international au Brésil va clairement donner un avertissement aux marchés. Ils savent désormais que la Banque centrale brésilienne, dont le niveau des réserves est particulièrement bas, pourra tirer, dès le premier mouvement spéculatif, sur une ligne de crédit mise à sa disposition. Ils pourront ainsi tester la détermination des grandes puissances à contrer tout mouvement spéculatif et à « écarter les effets de contagion déstabilisateurs des marchés », comme s'y sont engagés les chefs d'État du G7.

Le Brésil est le premier pays à bénéficier de ce mécanisme d'urgence, mais il est destiné théoriquement à l'ensemble des pays émergents. Certains apparaissent comme plus fragiles et plus menacés que d'autres, comme l'Argentine, le Mexique, l'Afrique du Sud, Hongkong, voire certains pays d'Europe de l'Est. Le FMI les surveille de près. Sa crédibilité dépend en partie de la réussite de cette nouvelle stratégie dissuasive.

Babette Stern

Deux « affaires » embarrassent le gouvernement de Brasília

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant
En marge des tractations parlementaires destinées à avaliser le plan de rigueur négocié avec le Fonds monétaire international, le gouvernement de M. Cardoso est, depuis plusieurs jours, confronté à deux sombres « affaires ». La première, qui relève officiellement de l'espionnage industriel, concerne des écoutes téléphoniques clandestines effectuées au siège de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), organe gestionnaire du programme de privatisations. Deux cassettes parvenues à l'Agence brésilienne d'information

contiennent l'enregistrement de conversations entre Luiz Carlos Mendonça de Barros, ministre des communications, et plusieurs interlocuteurs, dont M. Cardoso et André Lara Resende, président de la BNDES. Le gouvernement se refusant pour l'instant à en dévoiler la teneur, l'opposition estime que ces cassettes (déposées au Brésil de valeur légale en tant que pièces à conviction) sont susceptibles de mettre en lumière un possible trafic d'influence en faveur d'un ou de plusieurs consortiums sortis vainqueurs, le 29 juillet, de l'adjudication, pour un montant global de 19,10 milliards de dollars, des douze sociétés holding de la

compagnie téléphonique nationale Telebras (Le Monde du 31 juillet).

Bien plus embarrassante pour le chef de l'État, l'autre « affaire » a commencé avec la récente publication dans la presse locale de six fac-similés (de télégrammes et de lettres) se référant à une société, la CHJ & T Inc., enregistrée au paradis fiscal des Bahamas et dotée d'un compte bancaire s'élevant à 368 millions de dollars, dont les quatre associés seraient M. Cardoso, son ministre de la santé, José Serra, le gouverneur réélu de l'État de São Paulo, Mario Covas, et l'ancien ministre des communications, Sergio Motta, décédé en avril.

Téliguidées par l'ancien président Fernando Collor, lui-même destitué pour corruption en 1992, les « révélations » en chaîne sur ce compte pourraient prochainement déboucher, à la demande d'une commission d'enquête parlementaire. Alors que la police fédérale a été chargée d'enquêter sur la provenance de ces documents passablement douteux, le porte-parole de la présidence a déclaré, jeudi 12 novembre, que « le président juge inacceptable le montage d'un scénario selon lequel la victime d'un complot se transforme en suspect ».

I.-J.S.

La Conférence accouche d'un

Les 16 et 17 novembre 1998

La Conférence de Rio de Janeiro, qui s'est tenue les 16 et 17 novembre 1998, a été l'occasion d'un événement majeur : la signature d'un accord de coopération entre le Brésil et le Fonds monétaire international (FMI). Cet accord, qui vise à stabiliser l'économie brésilienne et à réduire le déficit budgétaire, est considéré comme une étape décisive dans la lutte contre la crise financière mondiale. Le président Fernando Collor a souligné l'importance de cette coopération pour le développement du Brésil et a exprimé sa confiance dans le soutien du FMI. L'accord prévoit un plan de stabilisation sur trois ans, financé par le FMI et d'autres institutions internationales. Il inclut des mesures de rigueur budgétaire, des réformes structurelles et des programmes de soutien social. La conférence a également permis de discuter d'autres questions d'actualité, telles que la coopération économique et commerciale entre le Brésil et les pays industrialisés. Les participants ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la croissance et la stabilité financière à l'échelle mondiale.

on économie
ressive du FMI

La Conférence mondiale sur le climat accouche d'une souris anémique

Les 161 pays réunis ont adopté un « plan de discussion » pour le prochain sommet

La Conférence de l'ONU sur le climat s'est achevée à Buenos Aires samedi 14 novembre. Après quinze jours de discussions acharnées, les 161 pays ont

adopté un texte repoussant les décisions au prochain sommet. Les États-Unis et l'Union européenne n'ont pas su s'entendre. Les pays en déve-

loppement attendent que les États industrialisés commencent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. (Lire aussi notre éditorial page 11.)

Buenos Aires
de notre envoyé spécial
Match nul, pas de but marqué, un jeu terre dominé par des tactiques défensives : tel est le bilan de travail de la Conférence de Buenos Aires sur le changement climatique. Elle devait s'achever samedi 14 novembre au matin par l'adoption d'un texte listant toutes les questions à discuter dans les prochaines années, sans en trancher aucune. Les délégués de 161 pays l'ont adopté avec lassitude, après une nuit blanche.

Pendant les quinze jours qu'a duré la Conférence ouverte le lundi 2 novembre, les États-Unis et l'Union européenne se sont neutralisés sous le regard désabusé des pays en développement, qui ont cependant fermement rejeté la tentative américaine de leur imposer un engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre. On n'a quasiment décidé d'aucun élément permettant de parler d'une réelle mise en œuvre du Protocole de Kyoto adopté en décembre 1997, lequel définit des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les 161 pays représentés ont adopté un « plan d'action » qui serait plus juste à qualifier de « plan de discussion ». Il inventorie la liste des sujets, dont on discutera dans l'année à venir, pour arriver à un accord lors d'une prochaine Conférence. En fait, les États, faute de réussir à se mettre d'accord, ont reporté en bloc tous les problèmes à régler aux années prochaines.

Malgré l'extrême complexité des questions abordées, présentées dans un jargon original - mécanismes de flexibilité, application conjointe, mécanismes de développement propre, supplémentarité, bulle, ombrelle... -, les enjeux se rapportaient à quelques questions simples. En premier lieu, les États-Unis demandaient un engagement des pays en voie de développement à réduire leurs émissions. Ensuite, ils désiraient la création rapide d'un marché des droits de pollution. De leur côté, les Euro-

péens insistent sur l'obligation, pour les pays développés, de prendre des mesures - chacun sur son propre sol -, pour réduire leurs émissions. Enfin, quoique de manière moins bruyante, les pays en développement demandaient l'organisation de transferts de « technologies propres ». Le bilan est simple : personne n'a rien obtenu.

ÉMISSIONS DE GAZ ACCRUES

Les pays en développement se sont d'entrée de jeu cabrés en refusant de s'engager à réduire leurs émissions. Dans la deuxième semaine de la conférence, l'Argen-

tiné par la Convention de Kyoto] à leur niveau d'émission de 1990, la plupart d'entre eux ayant même accru leurs émissions » a souligné M. Liu Jiang.

Sur la création rapide d'un marché de la pollution - il s'agit de pouvoir échanger des droits d'émissions de gaz carbonique détenus par des pays moins polluants que soi -, la première puissance économique mondiale n'a pas davantage réussi à convaincre. Là encore, le rejet du marché n'est pas de principe : l'argument de son efficacité économique a porté. « Dans une période d'agitation financière mondiale, il devrait être

nécessité d'un effort réel des pays les plus riches. Pour Dominique Voynet, la ministre française de l'aménagement du territoire et de l'environnement, « la réalisation effective des réductions d'émissions décidées à Kyoto passe d'abord par un effort domestique massif des pays développés. Ils n'ont pas seulement une responsabilité historique : ils sont à l'origine de la majorité des émissions mondiales. C'est sur cet effort de réduction des émissions que sera jugée la sincérité de l'engagement de chacun de nos gouvernements ». L'argument fait écho au souci des pays en développement exprimé par la Chine et répond à l'exigence des Américains de voir ces pays s'engager : vous n'obtiendrez rien des autres si vous n'acceptez pas de faire des efforts réels, disent en substance les Européens aux Américains. La clé de la lutte contre le changement climatique semble donc résider dans le mode de consommation de la première puissance mondiale - une idée qu'elle est encore très loin d'accepter.

La conférence de Buenos Aires s'est donc enfermée dans un triangle vicieux - pas d'effort des Américains, donc pas d'accord sur le marché des Européens et pas d'engagement des pays en développement.

Or, les États-Unis font de ce dernier point la condition de leurs efforts : « Le président Clinton ne soutiendra pas le Protocole de Kyoto au Sénat tant qu'il n'y aura pas une participation significative des pays en développement importants dans l'effort contre le changement climatique », a prévenu un communiqué officiel des États-Unis, le 12 novembre. Tout est donc bloqué. Six ans après le Sommet de la Terre de Rio-de-Janeiro, un an après le Protocole de Kyoto, la communauté internationale reste incapable de s'organiser pour lutter contre le changement climatique. Au moins est-elle convenue de continuer d'en discuter.

Hervé Kempf

L'irruption des parlementaires dans la diplomatie

Après les lobbyistes, de nouveaux acteurs sont apparus sur la scène bien rodée des conférences internationales : les élus du peuple. Un des rares éléments innovants de la conférence a été la présence de plus de 70 parlementaires du monde entier. Les 5 sénateurs et 8 représentants américains ont joué un rôle réel, la majorité d'entre eux étant opposés au protocole de Kyoto, poussant la délégation américaine à la fermeté. Au contraire, Globe International, une association de parlementaires à travers le monde, a apporté son soutien à la lutte contre le changement climatique. Enfin, pour la première fois, des députés français ont fait le déplacement : Marie-Hélène Aubert (Verts), Philippe Duron (PS), Jean-Paul Mariot (PS) et Michèle Rivasi (App. PS) ont « regretté que de telles conférences s'enlisent dans des querelles d'experts stériles » et demandé la création d'une nouvelle commission parlementaire permanente consacrée au développement durable.

Une annonce qu'elle prenait un tel engagement. Mais, contrairement aux attentes des États-Unis, aucune nation n'a suivi l'exemple du pays hôte de la conférence. La question n'est pas rejetée par principe : « Les pays en développement sont, et resteront dans le futur, les principales victimes des effets négatifs du changement climatique », a déclaré, devant l'Assemblée plénière, le 12 novembre, M. Liu Jiang, chef de la délégation chinoise. Mais l'engagement de ces États dépend des efforts des premiers responsables de l'effet de serre, les pays industrialisés. Or, « tous les pays développés n'ont pas montré leur bonne foi pour revenir comme

clair pour nous, que nous ne pouvons pas nous offrir un système qui rendrait le coût de la réduction d'une tonne de carbone plus élevé que nécessaire », a déclaré le chef de la délégation américaine, Stuart Eizenstat. De surcroît, de nombreux pays en développement pourraient leur être très profitable. Mais la préoccupation des Américains - la question du marché - emporterait en urgence sur toutes les autres -, et surtout leur refus acharné d'accepter de s'engager sur des mesures domestiques contraignantes ont braqué les Européens. Ceux-ci ont en effet insisté sur la

La sécheresse affecte aussi l'Afrique humide

ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest
Sur le littoral du Golfe de Guinée, l'humidité avoisine les 100 % tout au long de l'année. L'idée de sécheresse y paraît donc aberrante. Pourtant, depuis quelque temps, les scientifiques ont établi que, tout comme le Sahel, l'Afrique humide est aussi affectée par la sécheresse. Le premier semestre 1998 a été le plus sec qu'il ait connu la région (Guinée-Conakry, Libéria, Sierra-Leone, Côte d'Ivoire) depuis cinquante ans. Une sécheresse qui s'est fait sentir sur les marchés, où les prix des légumes se sont envolés, provoquant une flambée inflationniste. Le niveau des retenues fluviales, utilisées aussi bien pour l'énergie électrique que pour l'alimentation en eau potable, ont baissé de manière inquiétante.

Le phénomène n'est pas récent. Une étude menée par une équipe française de chercheurs de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) a montré que, depuis le début des années 70, la pluviométrie a régulièrement diminué dans les régions riveraines du Golfe de Guinée, en même temps que dans le Sahel. Dans cette dernière ré-

gion, les conséquences - sécheresse, famine, déplacements massifs des populations, guerres entre éleveurs et cultivateurs - ont été immédiatement et durement perçues. En zone forestière, le phénomène est plus insidieux, mais présente de réels dangers.

Pour Eric Servat, qui a participé à la réalisation de l'étude de l'Orstom, il existe un lien entre la baisse des précipitations et la déforestation : « Entre la fin des années 50 et le début des années 80, on est passé, en Côte d'Ivoire, de 8,5 millions à 1,5 million d'hectares de forêt primaire, ce qui entraîne une modification du recyclage de l'eau », explique-t-il. Ce déboisement n'est pas à l'origine de la longue sécheresse que connaît l'Afrique de l'Ouest, mais il l'a probablement accentuée en zone forestière.

PHÉNOMÈNE EXCEPTIONNEL

Mais ces régions restent excédentaires en eau. Il faut un phénomène exceptionnel, comme l'assèchement de la retenue du barrage d'Akossombo, au Ghana, qui a provoqué une pénurie d'électricité dans toute la région pendant les six premiers mois de 1998, pour attirer l'attention des

pouvoirs publics, et provoquer des polémiques entre États sur les ressources en eau. Le reste du temps, l'Afrique forestière reste à l'écart des grands débats sur les modifications climatiques.

Il y a quelques mois, les planteurs ivoiriens de café et de cacao se sont inquiétés des éventuelles conséquences d'El Nino sur leurs cultures, mais les faits n'ont pas confirmé ces inquiétudes. Quant à la contribution de la région à l'effet de serre, elle reste marginale en raison de la faiblesse du tissu industriel et du petit nombre d'automobiles en dehors des agglomérations. Les métropoles de la région, Abidjan ou Lagos, sont victimes d'une terrible pollution atmosphérique, mais celle-ci reste très localisée.

Dans le même ordre d'idées, les autorités ivoiriennes ont récemment interdit l'importation d'appareils de réfrigération d'occasion, afin de limiter la circulation des produits qui nuisent à la couche d'ozone. Mais cette réglementation est pour l'instant restée lettre morte et les artisans du secteur informel continuent de manipuler le fréon sans aucune précaution.

T. S.

Election présidentielle sans suspense au Burkina Faso

ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest
Blaise Compaoré, président sortant du Burkina Faso, est assuré de sa réélection, dimanche 15 novembre. Les principales formations de l'opposition ont décidé de boycotter l'élection présidentielle, et le chef de l'Etat burkinabé n'affronte que deux petits candidats, l'écologiste Ram Ouédraogo et un ancien diplomate, Frédéric Guima, qui s'est essentiellement fait remarquer par sa mise déshabillée et sa volonté de voir le pays reprendre son ancien nom de Haute-Volta.

Les grands partis d'opposition, dirigés par Joseph Ki Zerbo et Herman Yameogo (fils du premier président de la Haute-Volta indépendante), ont invoqué les me-

naces de fraudes et l'absence de contrôle indépendant pour expliquer leur décision de boycotter l'élection. En 1991, lors du premier scrutin après le putsch sanglant de 1987 qui avait porté Blaise Compaoré au pouvoir, ces opposants avaient adopté la même attitude, et le successeur de Thomas Sankara n'avait été élu que par 25 % des électeurs inscrits. Entre-temps, l'opposition a été laminée lors des législatives de 1996, victime à la fois de la mainmise des forces présidentielles sur l'appareil d'Etat, de l'extrême hiérarchisation d'une grande partie de la société burkinabé et de son incapacité à se présenter comme une alternative.

En dépit du péché originel que représente le putsch au cours duquel Thomas Sankara fut assassiné,

Blaise Compaoré est devenu l'un des chefs d'Etat les plus respectés du continent. S'il a pour l'essentiel rompu avec le discours de changement de son prédécesseur, l'ancien capitaine parachutiste continue de gérer son pays avec une rigueur souvent citée en exemple par les institutions financières internationales. Le Burkina Faso reste un des pays les plus pauvres de la planète, menacé par les sécheresses et les déficits alimentaires, mais les ressources de l'Etat y sont mieux employées qu'ailleurs et la paix sociale y a été préservée.

La politique étrangère du pays ne conserve guère de traces de sa période « subversive ». Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, Blaise Compaoré a récemment accueilli à Ouaga-

dougou les frères ennemis éthiopiens et érythréens. Cette politique de prestige laisse indifférent un électoral essentiellement rural, qui se souviendra plus facilement de la réussite de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football.

Blaise Compaoré vient d'avoir cinquante ans. Il a fait amender la Constitution afin de pouvoir se représenter autant de fois qu'il le souhaitera à la présidence du Burkina. C'est à lui qu'il reviendra de sortir son pays de la pauvreté, de l'inscrire dans une organisation régionale où, pour l'instant, il est avant tout un réservoir de main-d'œuvre pour ses voisins côtiers, le Ghana et surtout la Côte d'Ivoire.

Thomas Sotinel

Un accord politique a été obtenu au Cambodge

PHNOM PENH. Sous l'égide du roi Norodom Sihanouk, le prince Ranariddh (Funcinpec) et Hun Sen (Parti du peuple cambodgien, PPC) sont parvenus, vendredi 13 novembre, à un accord politique à Phnom Penh. Le Funcinpec et le PPC formeront un gouvernement de coalition (107 députés sur 122) présidé par Hun Sen. Le prince Ranariddh sera président de l'Assemblée nationale élue le 26 juillet et dont la réunion a été fixée au 25 novembre. Un Sénat sera créé et présidé par Chea Sim (PPC), qui sera chef de l'Etat *ad interim* en l'absence du roi (lequel doit quitter le Cambodge samedi pour un examen médical à Pékin). Le premier Sénat sera nommé par Sihanouk. Hun Sen a accepté que le roi accorde son pardon à deux princes (Srivuth, son demi-frère, et Chakrapong, l'un de ses fils) ainsi qu'à deux généraux du Funcinpec. - (Corresp.)

L'« affaire Paula Jones » est terminée, mais pas les ennuis de Bill Clinton

WASHINGTON. Le président Clinton est enfin débarrassé du dossier Paula Jones, qui empoisonne sa vie politique depuis quatre ans. Ses avocats sont parvenus, vendredi 13 novembre, à un compromis avec ceux de la jeune femme qui l'avait accusé de lui avoir demandé des faveurs sexuelles. M^{me} Jones a transigé sur 800 000 dollars (près de 4,5 millions de francs) pour solde de tout compte alors qu'elle réclamait 950 000 dollars (plus de 5,3 millions de francs), plus les excuses de Bill Clinton. Ce dernier n'y voit pas une admission de sa culpabilité mais simplement le moyen de tirer un trait sur une histoire sur laquelle il « n'a pas l'intention de perdre une heure de plus ». Le procureur Starr doit témoigner jeudi prochain devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants qui étudie la procédure d'impeachment du président. Il a fait parvenir vendredi au Congrès deux boîtes de documents relatifs à une autre affaire concernant les accusations de harcèlement sexuel de Kathleen Willey, ancienne collaboratrice de la Maison Blanche. - (Corresp.)

Volkswagen confie à Shimon Peres le dossier des travailleurs forcés

WOLFSBURG. L'ancien premier ministre israélien Shimon Peres dirigera le fonds privé créé par Volkswagen pour indemniser les travailleurs que le constructeur automobile avait employés de force sous le nazisme, a annoncé vendredi le groupe allemand dans un communiqué. L'ancien chef de l'exécutif israélien présidera le conseil chargé de gérer les 20 millions de deutschemarks (68 millions de francs) doivent doter ce fonds. Le 11 septembre dernier, le groupe Volkswagen avait été le premier groupe allemand mis en cause dans ce dossier à créer un fonds privé d'indemnisation. Au total, environ 15 000 à 20 000 travailleurs forcés étaient exploités par Volkswagen à l'époque nazie. Parmi eux se trouvaient 1 500 juifs pendant les années 1944 et 1945. Plusieurs plaintes d'anciens travailleurs forcés sous le nazisme ont été déposées depuis plusieurs mois devant la justice américaine contre des firmes allemandes, dont Volkswagen. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **WASHINGTON** : le comité de l'Assemblée des gouvernements de la Banque Interaméricaine de développement (BID) a décidé de décaler une ligne d'aide d'urgence de 9 milliards de dollars (plus de 50 milliards de francs) destinée à limiter l'impact de la crise financière internationale sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette initiative sera proposée pour approbation finale aux gouvernements des 44 pays membres de la BID car le montant de cette somme dépasse les limites traditionnelles de la banque. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : le rythme soutenu de la consommation en octobre montre que l'expansion américaine reste vigoureuse. Les indices publiés vendredi (hausse de 1 % des ventes de détail) sont « excellents », a commenté Delos Smith, un analyste du Conference Board à New York. « Ces chiffres montrent que l'économie américaine continue à croître à un rythme soutenu avec une inflation très contenue ». - (AFP)

■ **RUSSIE** : le représentant du président russe en Tchétchénie, Valentin Vlassov, pris en otage le 1^{er} mai dernier, a été libéré, vendredi 13 novembre, dans des conditions mystérieuses. Le pouvoir tchétchène soupçonne la Russie d'avoir payé une rançon pour obtenir son élargissement. Officiellement aucune rançon n'est jamais payée, mais, après chaque libération, des sources dignes de foi affirment que de fortes sommes ont été remises aux ravisseurs. Les geôliers de M. Vlassov avaient réclamé 7 millions de dollars (plus de 39 millions de francs). - (AFP)

■ **RUSSIE-JAPON** : le président russe, Boris Eltsine, et le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, ont signé chacun de son côté, vendredi 13 novembre, une « déclaration de Moscou » dans laquelle ils s'engagent à conclure un traité de paix d'ici au nouveau millénaire, tout en restant énigmatiques sur le contenu des pourparlers sur leur contentieux des îles Kouriles. Selon la presse russe, le Japon pourrait obtenir graduellement une souveraineté sur les quatre îles. - (AFP)

Le Prix
Noël
de la fête

Stockholm

CAPITALE CULTUELLE DE L'EUROPE 1998

Documentation gratuite sur marchés de Noël, réveillons, week-ends et séjours : Office Suédois du Tourisme.

18, bd Malesherbes, 75008 Paris.
Tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24.

Nom :

Adresse :



FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998

VERTS L'assemblée fédérale des Verts, leur congrès national, se réunit samedi 14 et dimanche 15 novembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Trois ans après le

précédent congrès du Mans, le mouvement écologiste dresse le bilan de sa stratégie d'alliance au sein de la gauche « plurielle » et de sa participation au gouvernement depuis juin

1997, approuvées par les deux tiers des militants. **● FORTE** de cette majorité, Dominique Voynet entend également contrôler la campagne pour les élections européennes, en

juin 1999. **● DANIEL COHN-BENDIT**, chef de file des Verts pour ce scrutin, s'efforce désormais de pacifier ses relations avec le PCF, après avoir affirmé son ambition de le devancer.

(Lire aussi le portrait page 9.) **● DOMINIQUE VOYNET** poursuit méthodiquement son implantation à Dole (Jura) en prévision des élections municipales de 2001.

Dominique Voynet veut garder son parti en bon ordre de marche

Les militants écologistes valident quinze mois de participation gouvernementale et la stratégie d'alliance au sein de la gauche « plurielle ». La direction du mouvement s'efforce d'éviter que la campagne des élections européennes, où Daniel Cohn-Bendit sera tête de liste, ne lui échappe

DÉSORMAIS, chez les Verts, les assemblées et les congrès doivent aussi compter avec les contraintes d'affichage, les impératifs médiatiques. A l'université d'été de Lamoura (Jura), fin août, Dominique Voynet et Daniel Cohn-Bendit n'avaient cessé de poser, ensemble, pour les photographes, mais la première avait fait attendre le second. Ce week-end, pour l'assemblée fédérale des Verts, à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), les présences ont encore été respectées. « Dany » parlera le samedi, « Dominique » le dimanche. Mais, le 15 novembre au soir, c'est ensemble que les deux écologistes se rendront à l'émission « Public », sur TF1.

Pour ce premier congrès des Verts de la législature, Dominique Voynet n'entend pas, en effet, se laisser voler sa victoire. Dimanche 25 octobre, 66 % des Verts ont « validé » les quinze mois de participation gouvernementale et la stratégie d'alliance avec la gauche « plurielle » qu'elle avait défendue lors du dernier congrès du parti, en novembre 1995, au Mans. Certes, le député « Criméen » a été adoubé avec un meilleur score (76 %) que celui réalisé par la motion des « voynetistes » - à l'exception de la région Franche-Comté, dont est issue la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

N'empêche : Dominique Voynet entend bien manifester qu'elle reste la première représentante des écologistes français.

Depuis juin 1997, elle a d'ailleurs confié à un fidèle, Jean-Luc Bannham, conseiller municipal de Noisy-le-Grand, la charge de garder la maison - lui refusant le droit de figurer sur la liste des candidats aux élections européennes. En trois ans, les courants se sont estompés. Plus de motions abscondes déclinant les lettres de l'alphabet, comme au Mans. Certes, la famille voynetiste compte des personnalités plus critiques que d'autres, tels les députés Guy Hascœt, partisan discret mais efficace de la venue de « Dany », Marie-Hélène Aubert, Danielle Auroi, et d'autres : ce week-end, les jeux se feront surtout entre ces sensibilités majoritaires. Sans doute, certains, comme Marie-Christine Blandin, restent inclassables. Sans doute, aussi, les amis de Noël Mamère, premier soutien de la candidature de Daniel Cohn-Bendit, cachent encore leur jeu, au moins jusqu'au résultat du scrutin européen.

Grosso modo, pourtant, le parti se divise désormais entre la majorité, d'un côté, et la gauche des Verts (22 % des suffrages). Une gauche elle-même en souffrance : Philippe Boursier, ancien porte-parole, Philippe Chellian et quelques autres



F. ANCHUT

ont choisi, ce week-end, de quitter un parti qui « sert de caution à une politique si peu à gauche et si peu écolo » (Le Monde du 3 novembre).

D'ailleurs, si la ministre a abandonné ses fonctions de porte-parole, elle reste la voix, l'image et, peu ou prou, le vrai chef des Verts. Quand, le 10 juin, Lionel Jospin réunit les dirigeants de la majorité pour fêter officiellement, à Matignon, le premier anniversaire de la gauche « plurielle », Dominique

Voynet est aux côtés de François Hollande, Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Michel Baylet. Quand la direction du PS rencontre celle des Verts, le 15 octobre, c'est au ministère de l'aménagement du territoire que François Hollande et Jean-Christophe Cambadéus déjeunent avec Dominique Voynet et Jean-Luc Bannham.

Dès lors, pour les cinq cents députés du congrès de Noisy-le-

Grand, l'enjeu est faible. Presque une messe, malgré de probables turbulences : les écologistes de plusieurs régions, comme le Vaucluse, le Gard, ou la Meuse, s'inquiètent d'une annonce imminente d'implantations de laboratoires pour tester les centres d'enfouissement de déchets et souhaitent que Dominique Voynet réitère son souhait de « sortir du nucléaire ». L'assemblée fédérale devrait approuver sans surprise la liste des quinze premiers candidats aux élections européennes de juin 1999, qui respecte à la fois la parité et les tendances, réservant à la gauche des Verts la quatrième place (Hélène Flautre) et la septième (Didier Claude), derrière Daniel Cohn-Bendit, Marie-Anne Isler-Béguin et Alain Lipietz. Représentant des nouveaux venus du Parti écologiste, le maire de Mèze (Hérault), Yves Pietrasanta (Hérault), obtient la neuvième place, tandis que François Duthu, qui avait présenté sa propre motion (9 %), gagne la dixième.

POSTES À RÉPARTIR

Les députés devaient également élire le « quart national » du conseil national interrégional, l'assemblée souveraine du parti. Les cent vingt membres du CNIR se réuniront pour procéder au renouvellement du collège exécutif, que la direction avait en vain tenté, cet été, d'élargir de quinze à vingt et un membres, afin d'en faire le vrai centre de décision. Il faudra, enfin, élire trois des quatre porte-parole, puisque seule Marie-Anne Isler-Béguin conserve ce titre. Ancien leader du mouvement anti-CIP, en 1995, Stéphane Pocrain, vingt-cinq ans, est le candidat des « mamériens » : le député de la Gironde avait, en effet, posé cette condition à l'abandon de ses efforts pour constituer une tendance.

Proche conseiller de Dominique Voynet, Denis Baupin quitte le ministère de l'environnement et sera le candidat de la majorité : le conseiller municipal du 19^e arrondissement de la capitale sait qu'un socialiste peut gagner la Mairie de Paris en 2002 et qu'il aura besoin d'adjoints écologistes. Deux candidats de l'aile gauche des Verts se disputent enfin le dernier poste : Francine Bavay, vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, et Martine Billard, conseillère de Paris.

La fonction devient d'ailleurs,

elle aussi, moins stratégique. A l'Assemblée, les députés Verts donnent souvent le la du parti. Le prochain rendez-vous électoral risque encore de marginaliser un temps les porte-parole : une équipe officielle comprend déjà Gabriel Cohn-Bendit, frère du candidat, Jean Desessard, membre du collège exécutif, animateur du Mouvement national des chômeurs et des précaires, et fervent soutien de M. Cohn-Bendit, ainsi que Christian Brett, proche de M^{me} Blandin. D'où les efforts du

« Mini-remaniement » au cabinet de M^{me} Voynet

Jacques Maire, directeur de cabinet de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, qui participait avec elle, cette semaine, aux travaux de la conférence sur le climat, à Buenos Aires, va quitter l'avenue de Ségur. Fils d'Edmond Maire, cet énarque de trente-six ans, ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy, devrait être remplacé prochainement. Par ailleurs, Denis Baupin, conseiller « voynetiste » de la ministre, quitte le cabinet pour devenir porte-parole des Verts, ainsi que Jean-Jacques Porchez (association), ancien conseiller régional Vert d'Île-de-France. Avenue de Ségur, on indique que c'est « d'un commun accord » que M. Maire et la ministre ont décidé de mettre fin à leur collaboration, en précisant que le nouveau chef de cabinet ne sera pas un Vert. A plusieurs reprises, comme lors du mouvement des chômeurs, M. Maire s'était retrouvé isolé face aux écologistes du cabinet de M^{me} Voynet.

« directeur de campagne » officiel, Jean-Luc Bannham, pour rester maître de la campagne, officiellement lancée au congrès des partis Verts européens, les 26, 27 et 28 février, à Paris, en présence du vice-chancelier allemand Joscha Fischer. D'où, encore, le débat prévu, samedi, entre les députés et la tête de liste européenne des Verts français afin qu'il présente ses idées sur l'Europe et sur le programme que le parti défendra le 13 juin 1999.

Ariane Chemin

« Dany » et « Bobby » enterrent la hache de guerre

DANIEL COHN-BENDIT adore la provocation. Robert Hue n'en raffole pas. Le premier sera tête de liste des Verts pour les élections européennes de juin 1999 ; le second aimerait ne pas avoir à devenir celle des communistes. L'un a le vent en poupe, porté par le succès de ses amis Grünen d'outre-Rhin ; l'autre craint de rester en rade après la chute du mur de Berlin. Entre les deux, qui déjeunent en paix le 30 novembre, à la demande du premier, la confrontation ne pouvait que produire des étincelles.

Dans cette affaire, « Dany » fut l'offenseur et « Bobby » l'offensé. Encore candidat à la candidature, à la fin de l'été, le député allemand au Parlement de Strasbourg déclenche immédiatement un feu d'artifice nourri. Dans Le Monde (du 25 août), il oppose avec sérieux les partisans d'une accélération de la construction européenne - dont il est - aux « nationalistes », « gaullistes et communistes », qui s'y opposent. « Le nucléaire, la drogue, la chasse me séparent de la majorité plurielle, du PC en particulier », ajoute-t-il, dans Le Figaro, le même jour. Il insiste dans Le Journal du

dimanche : « Sur de nombreux points, je dis : Séguin-Hue-PS, même combat ! Le vote sur la chasse l'a démontré ».

Le vrai brûlot vient dans L'Événement du jeudi, début septembre : « L'élection européenne offre la possibilité d'un vote du cœur, d'un vote d'idées (...). Nous pouvons dépasser le PC pour devenir la deuxième force de la gauche plurielle ». La même franchise avait valu à Jean-Luc Bannham, secrétaire national des Verts, de se faire rappeler à l'ordre (Le Monde daté 1^{er}-2 février). A la veille des élections régionales, cette ambition n'était déjà pas bonne à dire. A l'approche des européennes, où, pour la première fois de la législature, Verts et communistes ont choisi de se compter, elle devient blasphématoire. Certes, en 1989, la liste du PCF (7,71 % des suffrages) avait été devancée par celle des Verts (10,59 %). Mais la gauche « plurielle » et ses équilibres, pesés à l'or fin par Lionel Jospin, n'étaient pas encore à l'ordre du jour. La ministre de l'environnement a fini par s'agacer et écrire à « Dany » : pas question de lancer des pavés dans la fragile vitrine de

la coalition. Communistes et socialistes restent longtemps sans réagir : nommer l'ennemi, c'est le faire exister. Est-ce parce qu'il a pris connaissance de sondages le plaçant à égalité avec les Verts ? Lundi 26 octobre, pourtant, Robert Hue craque : M. Cohn-Bendit a « une position quasi libérale sur l'Europe », accuse-t-il, sur Europe 1. En réclamant l'abandon du nucléaire civil, les Verts sont favorables à « retour à la lampe à pétrole », persifle-t-il.

Depuis, Daniel Cohn-Bendit a enterré la hache de guerre. Seul Noël Mamère, qui, à Bègles (Gironde), a enlevé la mairie au PCF - et en a gardé quelques vifs souvenirs -, continue de distiller pro nomine quelques provocations. Mais, pour marquer le coup et montrer qu'on ne s'attaque pas impunément à (encore) plus gros que soi, le bureau national du PCF a diplomatiquement décidé, vendredi soir, de ne pas envoyer de délégation de premier plan - un secrétaire national - au congrès des Verts, à Noisy-le-Grand.

Ar. Ch. et G. C.

A Dole, la ministre de l'environnement borne son territoire

BESANÇON

de notre correspondant

Elle surgit alors que nul ne l'attend, fait la bise à un Dominique Strauss-Kahn éberlué, jure qu'elle ne fait que passer, qu'elle ne s'assoira pas, pose son sac et, bien sûr, elle s'assoit. Un brio déstabilisé, le premier secrétaire fédéral du Parti socialiste du Jura, Yves Colmou, directeur de cabinet du ministre chargé des relations avec le Parlement, se ressaisit. « Vous voyez comme c'est un lieu convivial où chacun peut venir à sa guise », lance-t-il.

Ce vendredi 9 octobre, au local du PS qu'inaugure Dominique Strauss-Kahn à Dole, la ministre de l'environnement entend signifier qu'elle est ici chez elle. « Les vieilles querelles sont derrière nous et il ne faut pas voir, dans l'ouverture de cette permanence, une quelconque bravade à l'encontre de Dominique Voynet », avait insisté M. Strauss-Kahn. Dans un département où les militants socialistes ont renoncé à « payer la facture » de l'accord national PS-Verts et à se rassembler, en mai 1997, derrière M^{me} Voynet aux législatives, la précaution oratoire s'imposait. Mais elle n'aura pas suffi à la dirigeante écologiste, qui a tenu à « borner » son territoire.

Car Dole, et surtout la conquête

de sa mairie, est son but prioritaire et affiché. Elue conseillère municipale, en mars 1989, sur une liste Verte, elle y construit son fief, méthodiquement. Anesthésiste à l'hôpital, elle marque vite sa distance avec la bourgeoisie médicale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si son rival, le maire UDF Gilbert Barlier, auquel elle a ravi son siège de député, est un chirurgien du même établissement.

Dominique Voynet n'a cessé, depuis, de harceler ce notable austère « beaucoup trop coincé » pour trouver grâce à ses yeux.

ASSISE ÉLECTORALE

Le combat contre le projet du canal Rhin-Rhône, auquel M. Barlier reste favorable malgré l'annonce par Lionel Jospin de son abandon, en juin 1997, fournit à la militante Verte un socle électoral solide. Son autre chance réside dans la faiblesse locale du PS. Chargé de la reconstruire, M. Colmou choisit de se consacrer à Lons-le-Saunier, le chef-lieu du département, au lieu de venir chasser sur ses terres. Au printemps 1993, tirant la leçon des 17 % obtenus par Dominique Voynet au premier tour des élections législatives face au député sortant, la fédération socialiste la laisse seule en lice au second. Elle dépasse

alors la barre des 40 % et s'impose en leader « naturel » de la gauche à Dole.

Sa désignation comme candidate d'union, en 1997, aura malgré tout du mal à passer. A tel point que la section du PS investira à l'unanimité André Vauchez, le maire de la cité voisine de Tavaux. « J'ai eu bien du mal à vous convaincre que la gauche plurielle, ça marchait, et qu'il fallait savoir partager, c'est-à-dire élire une députée Verte associée à notre camarade André Vauchez », leur rappellera, plus tard, Pierre Moscovici, qui avait dû, à l'époque, multiplier les ambassades pour les ramener à la raison.

Chez les Verts dolais, aussi, les réticences sont perceptibles. « Après avoir voté pour la candidate écolo, je me suis retrouvée avec un député socialiste qui a soutenu l'extension des dates d'ouverture de la chasse et qui était absent le jour de la première discussion du PACS », proteste ainsi Laurence Richard, militante minoritaire. Quant à André Vauchez, il n'a toujours pas signé la traditionnelle lettre de démission en blanc qu'on réclame aux suppléants. « Si le problème se pose, je ferai ce que mon parti me dira de faire à ce moment-là », a-t-il expliqué. Malgré ses états d'âme, la ministre sait

pouvoir compter sur M. Colmou, qui ne dispose guère, sur place, que de troupes maigrelettes. « Elle sera notre tête de liste... sauf si les ruptures surviennent d'ici là avec les Verts », confirme-t-il, prudent.

Entre-temps, il est vrai, M^{me} Voynet a gagné un second pari : se faire élire conseillère générale dans le canton de Dole nord-est, fief historique de la droite. A l'issue d'une lutte sans merci contre l'un des adjoints de Gilbert Barlier à la mairie, l'UDF Pierre Talagrand, elle l'a emporté avec 28 voix d'avance, le 22 mars. Ce mandat départemental, qu'elle est allée chercher « à la dure » plutôt que de conduire sans risque la liste de la gauche « plurielle » aux régionales, comme le lui avait proposé M. Colmou, a renforcé son assise. Et elle le rentabilise chaque fin de semaine, au prix d'un agenda surchargé. La page du grand canal tournée, c'est le TGV Rhin-Rhône qu'elle utilise désormais pour fédérer les énergies avant les municipales. Quitte à multiplier, sur ce terrain, les accrochages avec son puissant voisin belfortain, Jean-Pierre Chevènement. A Dole, comme à Paris, la pluralité de la gauche reste un combat.

Jean-Pierre Tenoux

TROIS QUESTIONS À...

GUY HASCOËT

1 On entend beaucoup des six députés Verts à l'Assemblée, mais arrivent-ils à se faire entendre, par exemple sur la fiscalité écologique ou la filière nucléaire ? Qu'en pense le député du Nord et le chef de file des élus écologistes ?

Depuis quinze ans, la « grande gauche » a appris l'économie, tandis que nous avons revisité la question sociale : notre premier slogan pour le partage du travail remonte à 1984. On nous renvoyait dans nos buts, jusqu'à ce que cette question devienne, au milieu des années 90, un enjeu national. Et jusqu'à la loi sur les 35 heures ! Nous progressons par étapes, par la réorientation des politiques publiques, sur le développement durable : 1999 sera une année-charnière dans le domaine des transports, après le vote du projet de loi sur l'aménagement du territoire. Pour développer la fiscalité écologique, en particulier sur les carburants, nous nous situons dans une discussion pluriannuelle. En revanche, 98 % des crédits de recherche de l'énergie restent alloués au nucléaire quand l'accord Verts-PS prévoit une redistribution des moyens. Il faut entendre un mouvement maintenant.

2 Jugez-vous nécessaire, comme Noël Mamère, de revoir l'accord Verts-PS à l'issue des élections européennes ?

Il s'agit d'abord d'appliquer cet accord sur cinq ans. Depuis dix-huit mois, rien n'a été décidé qui aille contre. Cela dit, aujourd'hui, nous sommes en meilleure santé. On ne peut plus regarder les Verts comme en 1995, quand ils étaient à 3,5 %. On verra, donc, après les élections européennes. La gauche « plurielle » aussi doit jouer un rôle d'animation : en septembre, j'ai émis l'idée d'un débat sur l'avenir des retraites. Or j'ai bien peur que la mission Charpin ne dise la messe avant que la discussion ait lieu.

3 Laurent Fabius parle de « verdissement » de l'Assemblée nationale et vous a commandé un rapport sur une éventuelle commission sur le développement durable. Est-ce une tentative de séduction ?

Il est normal que chacun agisse là où il est. La création d'une nouvelle commission permanente, à l'Assemblée, nécessite de modifier la Constitution. Ce texte a quarante ans : ses auteurs ont réfléchi en constructeurs, ancrés dans leur époque. Cela ne doit pas nous interdire de penser dans la nôtre.

Propos recueillis par Clarisse Fabre

Le FN rappelle les
aux présidents de

LES CONSEILS EN FRANCE DES PARTIS

Les conseillers des partis politiques ont le droit de réunir des conseils nationaux, à l'initiative du président du parti.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (PCF) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI RADICAL DE GAUCHE (PRG) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI ÉCOLOGISTE (DE) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI RÉPUBLICAIN (R) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI DÉMOCRATE (PD) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE (PS) a été élu pour cinq ans.

Le FN rappelle les conditions de son soutien aux présidents de région élus grâce à ses voix

Les conseillers frontistes harmonisent leur stratégie avant les débats budgétaires

Les conseillers régionaux du parti d'extrême droite se réunissent, samedi 14 novembre, à Lyon, à l'initiative du secrétaire général, Bruno Gollnisch.

Dans les quatre régions - Languedoc-Roussillon, Picardie, Bourgogne et Rhône-Alpes - dont ils ont contribué à faire élire un pré-

sident de droite, au printemps, ils suspendent la poursuite de leur soutien à l'application des six conditions qu'ils avaient alors posées.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du Front national, Bruno Gollnisch, a réuni, samedi 14 novembre, à Lyon, les conseillers régionaux frontistes de Languedoc-Roussillon, Picardie, Bourgogne et Rhône-Alpes pour une journée de formation sur le thème « De la politique d'opposition à la politique d'exécution ». Le parti d'extrême droite entend, en effet, se rappeler au bon souvenir des présidents de région - respectivement Jacques Blanc, Charles Baur, Jean-Pierre Soisson et Charles Millon - qui lui doivent leur élection dans ces régions. Les débats budgétaires qui s'annoncent vont lui en fournir l'occasion.

Lors des élections des présidents, au printemps, le Front national avait passé un marché avec la droite qui souhaitait « faire barrage aux sociaux-communistes ». Le FN apportait son soutien contre un engagement précis sur six points : « Refus de toute hausse d'impôts et de dégrèvements fiscaux ; refus de la décentralisation ; défense de l'identité culturelle française et régionale ; défense de l'emploi par le développement de l'apprentissage et l'amélioration des politiques de formation professionnelle ; réforme des commissions de marché dans le sens d'une plus grande transparence ». Le sixième point concernait la représentation « proportionnelle » des élus frontistes dans les groupes, les commissions et les délégations.

Aujourd'hui, Bruno Gollnisch se fait un plaisir de ressortir cette plate-forme et annonce qu'elle va servir de base aux futures dis-

cussions budgétaires. « Si, dans un premier temps, nous avons estimé qu'il valait mieux, notamment en Rhône-Alpes, un mauvais budget que pas de budget du tout et une mise sous tutelle, nous attendons pour 1999 des avancées significatives sur les points qui nous tiennent à cœur », explique le secrétaire général. « Nous ferons des propositions et nous nous réservons de donner notre assentiment ou notre dissentiment, dossier par dossier, en fonction des priorités et particularités des régions », souligne-t-il.

« CELA SE PASSE PLUTÔT BIEN »

En fait, les élus frontistes se frottent les mains lorsqu'ils font le bilan de leur action. « Nous avons pris au mot Philippe Séguin et François Bayrou, qui prétendaient que le Front national n'existait que pour servir le pouvoir d'une gauche devenue minoritaire dans les ré-

gions », argumente M. Gollnisch, tandis que d'un même cœur lepnistes et mégrétistes expliquent que « cela se passe plutôt bien ».

Ainsi, en Languedoc-Roussillon, Serge Martinez ne tarit pas d'éloges pour le président Jacques Blanc, « qui a le courage d'assumer l'accord passé avec le Front national ». « Nous avons l'assurance qu'il baissera les impôts de 2 % par an. Ayant été insulté lui-même, il refusera toute subvention aux organisations qui insultent le Front national et il n'augmentera pas la dette du conseil régional », se félicite-t-il.

En Picardie, c'est plus l'ardeur du président du groupe - un serviteur fidèle de Jean-Marie Le Pen, Pierre Descaves - à faire valoir les revendications du FN qui est mise en avant par les élus frontistes que les dispositions de Charles Baur. Vendredi 13 novembre, lors du dé-

bat d'orientation budgétaire, Walrand de Saint-Just a été chargé de prononcer un discours plus musclé pour demander au président de la région de « respecter ses engagements » et d'être « loyal » avec le parti qui a contribué à le faire élire.

En Bourgogne, c'est un mégrétiste, Pierre Jaboulet-Vercherre, qui est accusé d'être trop mou vis-à-vis de Jean-Pierre Soisson. « Nous avons des relations courtoises avec nos partenaires RPR et UDF. On se connaît pour la plupart depuis plus de douze ans », explique M. Jaboulet-Vercherre, qui souligne que ses « propositions » porteront sur « une diminution massive de la dette » et une baisse « légère » de la fiscalité. « En ce qui concerne la culture, je n'ai pas beaucoup de critiques à faire », précise-t-il.

Reste Rhône-Alpes, où M. Gollnisch ne cesse de dénoncer l'« ambiguïté » de M. Millon. Il qualifie de « maladroite » son expulsion du congrès de La Droite, le mouvement créé par M. Millon, le 8 novembre. « On n'exclut pas ainsi le représentant du groupe auquel on doit sa survie politique », déplore-t-il, en ajoutant toutefois que son groupe ne se « déterminera pas en fonction d'un protocole mais par rapport à une politique réellement suivie ». « Nous n'hésiterons pas à sacrifier Millon s'il insulte le Front national et ses représentants, mais nous préférons que ce soit la droite qui le fasse tomber », explique, en privé, un membre éminent du bureau politique.

Christiane Chombeau

Sans illusions pour les législatives partielles

Trois élections législatives partielles sont organisées, les 22 et 29 novembre pour remplacer Jacques Peyrat (RPR, 2^e circ. des Alpes-Maritimes), Ladislav Pondatowski (UDF, 3^e circ. de l'Eure), et Louis de Broissia (RPR, 2^e circ. de Côte-d'Or), élus sénateurs le 27 septembre. Si le Front national prévoit un duel droite-FN dans les Alpes-Maritimes, il estime que les possibilités de maintien de ses candidats au second tour sont faibles dans les deux autres départements, du fait qu'il est plus difficile, lors de partielles, de franchir la barre des 12,5 % des inscrits.

Le FN s'apprête à n'accorder son soutien aux candidats de droite - Hervé Morin (UDF) dans l'Eure et Jean-Marc Naudant (RPR) en Côte-d'Or - que si ceux-ci en font la demande expressément. « Pas question de soutenir M. Morin, proche collaborateur de M. Léotard, qui insulte le Front national », explique le représentant frontiste, Marc Frodefont. « Nous n'avons aucune envie de voir la gauche bourgeoise qui nous a fait perdre la circonscription, mais il faut que M. Naudant fasse un geste », souligne Pierre Jaboulet-Vercherre en Côte-d'Or.

Le PS exige la clarté sur les emplois au cabinet du maire de Paris

Bertrand Delanoë estime que les arrêtés de nomination pris depuis 1994 sont entachés d'illégalité

BERTRAND DELANOË, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, a lancé, jeudi 12 novembre, une nouvelle offensive sur les emplois de cabinet du maire. « Tous les arrêtés de nomination pris depuis mai 1994 sont susceptibles d'être illégaux », affirme-t-il, car, contrairement aux dispositions du décret du 24 mai 1994 instituant un régime spécifique pour la Ville de Paris, « aucun vote sur les conditions d'emploi des collaborateurs de cabinet n'est intervenu au Conseil de Paris ».

Le sénateur socialiste avait déjà interpellé Jean Tiberi, maire de Paris, le 19 octobre, sur ce décret. La réponse qui lui a été faite, selon laquelle la Ville avait satisfait aux exigences de ce décret « par anticipation », dès 1977, ne l'a pas convaincu. Le 10 novembre, M. Delanoë a écrit, simultanément, au maire pour lui réclamer expressément ce vote, au préfet de Paris pour lui demander de déférer devant le tribunal administratif le « refus implicite de la Mairie de Paris de présenter une délibération conforme » au décret, enfin à la

chambre régionale des comptes pour « attirer son attention sur les carences juridiques de la municipalité ».

« CONFUSION » ORGANISÉE

« S'il n'y a pas de délibération rapide, je saisirai le tribunal administratif », a-t-il menacé, exigeant une liste « exhaustive, actualisée et nominative » des emplois de cabinet - au nombre de 367 actuellement, selon Jean-François Legaret, adjoint RPR chargé des finances. Le chef de file du PS parisien estime que le maire « organise une très grande confusion sur ce sujet ».

Jacques Séguéla propose ses services à Jean Tiberi

Jacques Séguéla, un des dirigeants de l'Agence de communication Euro RSCG, a offert ses services à Jean Tiberi. La première rencontre entre les deux hommes a eu lieu fin septembre. M. Séguéla a présenté un projet sommaire de communication autour des festivités de l'an 2000 dans la capitale. Le courant est, semble-t-il, bien passé entre l'inventeur de la « force tranquille » et de la « génération Miterrand » et le maire RPR de Paris. Au point que M. Séguéla a proposé de travailler sur des opérations plus ponctuelles, destinées à valoriser l'image du maire de Paris. Celui-ci n'a pas encore réservé de suite définitive à cette offre de services.

et réfute par avance tout argument invoquant l'« ignorance » des dispositions légales : un premier décret, pris en 1987, fixant le nombre des collaborateurs de cabinet des collectivités locales proportionnellement à leur population, n'a, semble-t-il, pas été appliqué. Or, ce décret a été pris pendant que Jacques Chirac, maire de Paris, était à Matignon », rappelle M. Delanoë, tandis que celui de 1994 est paru « pendant qu'un autre élu de Paris, Edouard Balladur, était premier ministre ».

M. Delanoë a aussi interpellé publiquement Claude-Amick Tis-

sot (RPR), adjointe au maire de Paris en charge du personnel de la Ville (40 000 agents) depuis le début de l'été. Dans un entretien publié par Le Nouvel Observateur daté du 12 novembre, M^{me} Tissot déclare, en réponse à une question, que si elle découvrait quelque chose de suspect, elle le dénoncerait, comme elle l'a fait à propos des marchés des lycées de l'île-de-France, région présidée jusqu'en 1998 par Michel Giraud (RPR). « Je recommanderai. Ils n'ont qu'à bien se tenir », dit-elle. L'élu socialiste la prend au mot : « Je vais lui transmettre les éléments juridiques que j'ai recueillis, en espérant qu'elle voudra bien apporter son concours à la transparence de la gestion de la Ville ».

L'Hôtel de Ville a indiqué qu'« une délibération sera proposée dans une prochaine séance du Conseil de Paris, qui permettra d'actualiser la délibération prise en 1977 et modifiée en 1991 ». Ce qui ne répond pas exactement au problème soulevé par les socialistes.

Pascale Sauvage

Sous le feu des critiques, la DGSE enregistre une augmentation de ses crédits

TRÈS CRITIQUÉE pour la modestie de ses résultats, la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) n'en enregistre pas moins, en 1999, une augmentation de 12,1 % de ses crédits par rapport à ceux de 1998. La hausse de son budget, avec un total avoué de 1451 millions de francs, est sensible, particulièrement (+19,7 %) pour ce qui est de ses dépenses d'équipement en informatique, en infrastructures à Paris ou dans certains de ses treize centres techniques d'écoute outre-mer et en province, et en automatisation de ses transmissions. La DGSE est même autorisée à recruter de nouveaux civils en créant jusqu'à 86 emplois.

A ce budget, il convient d'ajouter les fonds spéciaux que le premier ministre accorde, chaque année, à la DGSE. Ces crédits sont destinés à couvrir les frais engagés

pour financer les opérations que peuvent lancer les services français avec l'accord de Matignon. Pour 1999, cette somme reste, par définition, à fixer. Elle n'a pas varié en 1997 et 1998, soit 196,5 millions de francs par an, mais elle avait été de 218,5 millions de francs en 1996.

L'une des difficultés majeures, pour la DGSE, sera de presider à la transformation en navire-espion pour les interceptions électroniques et électromagnétiques, à partir de mai, par l'arsenal de Lorient, d'un bâtiment de transport et de soutien, le Bougainville, utilisé dans le passé pour relayer les essais nucléaires. Fort de ses 4 870 tonnes à pleine charge, le Bougainville remplacera le Berry, qui arrive en bout de course après une trentaine d'années de service. Pour un coût de 353 millions de

francs, le Bougainville reprendra la mer en 2000. A son bord, pour la première fois, les agents de la DGSE cohabiteront avec les marins chargés de la navigation, et avec les spécialistes de la direction du renseignement militaire (DRM), la « maison » traditionnellement rattachée aux services spéciaux au ministère de la Défense, qui gère la « communauté » du renseignement.

Avec ses 1 710 personnels, dont six officiers généraux, la DRM procure aujourd'hui à ceux qui ont accès à sa production - et qui ne se cachent pas pour le dire - plus de satisfaction que les analyses de la DGSE, jugées insuffisantes. Pourtant, en 1998, la DGSE réunit 4 312 salariés, soit 467 officiers - parmi eux, un seul général, le « patron » des opérations -, 931 sous-officiers, 117 recrues du contingent triées sur le volet et

2 797 civils. Cet effectif comprend le millier de militaires du service dit « action ». Malgré tout, la DGSE ne peut « projeter » en permanence que 350 à 400 spécialistes vers l'extérieur. C'est un ratio opérationnel qualifié de médiocre par les experts.

La DGSE est, de fait, une machine à papier. En 1997, par exemple, elle a consacré la moitié de ses crédits de fonctionnement au soutien et à la logistique, c'est-à-dire à sa propre administration et à ses ateliers techniques. L'autre moitié a été attribuée à la recherche de l'information. Comme la plupart des services modernes, la DGSE privilégie les moyens techniques pour obtenir son renseignement : 43 % des crédits leur sont attribués, contre 7 % à la recherche par moyens humains.

Jacques Isnard

M. Strauss-Kahn juge « dangereuse »

la proposition de M. Sarkozy

LE MINISTRE de l'économie et des finances a vivement critiqué la proposition de loi de Nicolas Sarkozy (RPR) sur la rétroactivité des lois fiscales, lors d'un colloque organisé, samedi 14 novembre, par le barreau de Paris sur le thème « Droit et économie ». Dominique Strauss-Kahn a estimé que cette proposition du secrétaire général du RPR est « au mieux inutile », car, « lorsque les lois fiscales sont rétroactives, c'est le plus souvent au bénéfice des contribuables », et « au pire dangereuse ».

Pour le ministre, en effet, la proposition Sarkozy « aurait exactement pour conséquence l'instabilité juridique » qu'elle prétend dénoncer. Le législateur serait en effet « conduit à limiter dans le temps, pour une durée inférieure à cinq ans, les avantages fiscaux qu'il institue ». En outre, « elle interdirait toute évolution du droit » et est, en ce sens, « l'expression même du conservatisme ».

Une motion de synthèse

pour le congrès de Force démocrate

LE PRÉSIDENT de Force démocrate (FD), François Bayrou, et le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, ont signé une motion commune pour le congrès de FD, qui se tiendra le 28 novembre à Lille. Ce texte, qui propose la fusion de Force démocrate dans l'UDF et entend mettre un terme aux trahissements récents entre M. Bayrou et M. Douste-Blazy, émane d'un comité des sages présidé par Pierre Méhaignerie et est également signé par les anciens ministres centristes Jacques Barrot et Bernard Bosson. Rédigée par Anne-Marie Idrac, secrétaire générale de FD, cette motion se prononce pour que l'UDF soit « un véritable parti » et en prévoit les modalités concrètes d'unification (carte unique de membres, siège national unique et permanences communes dans les départements). Le congrès de FD sera suivi, le 29 novembre, par un conseil national de l'UDF qui doit entériner l'unification des composantes qui l'auront décidé.

La CNAVTS déplore la condamnation

de ses anciens dirigeants

LA CAISSE nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) a réagi à la condamnation de certains de ses anciens dirigeants pour « favoritisme » dans la passation de marchés informatiques entre 1992 et 1994 (Le Monde du 11 novembre). Elle rappelle, notamment, que la pratique de marchés négociés après mise en concurrence était « admise » par le ministère des finances, le ministère des affaires sociales et la commission spéciale des marchés informatiques elle-même.

Ni la caisse ni les assurés n'ont été lésés, assure la CNAVTS, et les personnes condamnées à des amendes (avec sursis), comme l'ancien directeur de la CNAVTS, Raoul Briet, n'en ont tiré aucun profit. M. Briet avait lui-même souhaité que les marchés informatiques soient soumis à appel d'offres, ce qui a été fait progressivement à partir de 1994. Au cabinet de Martine Aubry, on indique que M. Briet, actuellement directeur de la Sécurité sociale au ministère de la solidarité, « garde toute la confiance de la ministre ».

DÉPÊCHES

■ HÔPITALIERS : l'intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) appelle à des journées d'action à partir du 2 décembre, pour réclamer notamment une revalorisation du statut de ses médecins, a annoncé, vendredi 13 novembre, sa nouvelle présidente, Rachel Bocher. Le docteur Bocher, qui remplace Francis Peigné, président de l'INPH depuis quinze ans, juge qu'il y a risque de « désertification médicale de l'hôpital public » et de « détérioration des soins ». Trois autres organisations de praticiens, dont la Coordination médicale hospitalière, avaient déjà annoncé qu'elles envisageaient une action commune le 2 décembre.

■ COMPTES : le conseil général des Vosges, présidé par Christian Poncelet (RPR), récemment élu président du Sénat, s'est défendu, vendredi 13 novembre, de toute « malhonnêteté », affirmant que « rien dans le rapport de la chambre régionale des comptes de Lorraine ne touchait à l'intégrité de ses élus ». Cette déclaration fait suite à une lettre d'observation définitive de la chambre régionale qui critiquait certains aspects de la gestion du département pour la période 1992-96 (Le Monde du 29 octobre).

■ AFFAIRE TIBERI : Lyne Cohen-Solal, adversaire socialiste du maire de Paris aux dernières élections législatives, a affirmé, vendredi 13 novembre, que « le Conseil constitutionnel protège Jean Tiberi », en décidant de ne pas transmettre à la justice son rapport d'inspection sur la réélection de ce dernier en juin 1997 (Le Monde du 14 novembre).

■ AFFAIRE DUMAS : le syndicat de la magistrature (SM, gauche) a estimé, vendredi 13 novembre, que « le maintien de Roland Dumas à la tête du Conseil constitutionnel nuit gravement à l'image et au crédit de cette institution supposée représenter le respect du droit et de la légalité ». Il juge que les informations sur la nature des relations entre M. Dumas et M^{me} Deviers-Joncour sont « incompatibles avec les règles les plus élémentaires de la morale publique ».

PARLEMENT

■ INDUSTRIE : l'Assemblée nationale a adopté, vendredi 13 novembre, les crédits de l'industrie, de La Poste et des télécommunications pour 1999. La faiblesse de l'augmentation de ces crédits a conduit les Verts à voter contre ce budget, tandis que le PCF s'abstenait. Les trois groupes de l'opposition ont voté contre.

■ JUSTICE : les députés ont adopté, vendredi 13 novembre, le budget de la justice (26 milliards de francs). Tout en saluant la sensible augmentation de ses crédits (+5,6 % par rapport à 1998), les élus RPR et DL ont voté contre, ceux de l'UDF se sont abstenus. Les députés de l'opposition ont exprimé la crainte que la bonne progression du budget ne soit absorbée par les réformes engagées par le ministre de la justice.

PACS : M^{me} Guigou confirme

la date-butoir du 30 juin

ELISABETH GUIGOU, garde des sceaux, a déclaré, vendredi 13 novembre, que le gouvernement « a toujours en tête de terminer » l'examen de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) au Parlement, « au premier semestre » de 1999. « Le gouvernement n'a aucune intention de retarder » les débats, a ajouté le ministre. Jeudi, l'entourage de M^{me} Guigou avait indiqué que l'adoption définitive du texte en juin 1999, voulue par les députés, relevait d'un « optimisme béat », avant d'avancer, comme hypothèse plus « réaliste », le quatrième trimestre 1999 (Le Monde du 14 novembre). Le même jour, l'entourage de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, avait indiqué que le PACS ne figurait pas parmi les textes qui doivent être « impérativement adoptés » avant la fin de la session, mais prévoyait seulement une « suite » de l'examen du texte, d'ici au 30 juin (Le Monde du 13 novembre).

HORIZONS

PORTRAIT

L'anniversaire de Mai 68 et le mouvement lycéen l'avaient ramené dans l'actualité française. Tête de liste des Verts, c'est au nom de l'Europe que l'ancien leader révolutionnaire mène sa nouvelle croisade. Avec l'ambition de rallier à la raison toute sa génération

UN « deuxième arrêt Cohn-Bendit » ? Le député européen des Grünen (Verts) en « rêve ». Si, comme vraisemblable, la tête de liste des Verts français est élue au Parlement de Bruxelles, le 13 juin 1999, le citoyen Cohn-Bendit va à nouveau poser un cas inédit aux instances européennes. Ce sera la première fois qu'un député est élu successivement pour cinq ans dans deux pays différents. Or un député européen n'a droit à la retraite parlementaire qu'après avoir siégé dix ans pour un même pays. « Pas de statut unique du député, alors qu'on prétend faire l'Europe », s'indigne Daniel Cohn-Bendit. Il demanderait l'arbitrage des ministres des affaires étrangères allemand et français. » A la fin des années 70, déjà, le jeune Allemand, sollicité par une maison d'édition pour travailler en France où il était interdit de séjour depuis 1968, avait renoué ciel et terre. La France avait été condamnée par la Cour de justice européenne.

La preuve par Cohn-Bendit. « Dany » se rêve en jurisprudence, adore jouer avec son nom et monter sa trombine. Pour son plus grand bonheur, elle n'a pas changé depuis la photo-culte du jeune insolent contre-troisième fils obtus : « Il est de ceux qui jouissent des délices de l'immaturité », comme dit Gombrowicz, observe en connaisseur Pierre-André Boutang, qui l'a fait tourner pour la télévision, dans les années 70. Daniel Cohn-Bendit se rêve en héros éponyme, raffole des caméras et des micros, cherche dans la rue et les cafés le regard de ceux qu'il interroge ses yeux toujours bleus et sa tignasse toujours rousse. Il a commenté le foot pour les radios allemandes et pour Europe 1. Lunettes en bas du nez, il joue tous les mois les Bernard Pivot du Littérature Klub de la télévision suisse alémanique. Les médias le veulent. C'est sa chance, pour la campagne électorale qui s'ouvre : « Déjà, il y a trente ans, j'aimais les journalistes, les journalistes m'aimaient », sourit-il, lucide.

« Les élections se gagnent longtemps avant et dans les quinze derniers jours », explique-t-il docilement. L'anniversaire de Mai 68 lui a permis, fort opportunément, de ruder sa campagne électorale. En octobre, le mouvement lycéen lui offre encore l'occasion de livrer son sentiment sur la société française. Pour la forme, il râle qu'on l'appelle à chaque émissimement étudiant : « C'est ridicule. Je ne suis pas le Baden Powell des universités. » Quand les partis sont empressés dans leurs alliances électorales et le choix de leur tête de liste, il est, lui l'étranger, le premier adoubé : « 76,38 % des voix vertes », rappelle-t-il, mains jointes et yeux levés au ciel.

En fait, « Dany » n'a jamais quitté la France. « Je suis français par naissance, j'ai par hasard et allemand par nonchalance », dit-il. Né à Montauban en 1945, il s'achète en 1996 une petite maison à Lauret, dans l'Hérault. Le traité de



Cohn-Bendit, l'euro-enthousiaste

Maastricht autorise les non-Français à se présenter aux élections européennes et municipales, ce qui inquiète à la fois sa compagne, Ingrid, à Francfort, mais aussi le maître de Montpellier, Georges Frêche, et Dominique Voynet. En août 1997, il épouse la première, « pour lui montrer que, même comme tête de liste, je reste bien allemand ». Seule Dominique Voynet continue à se méfier de ce parachutage : les soutiens de l'intrus se comptent, comme par hasard, chez les amis gironiens de Noël Mamère et ceux, nordistes, de Marie-Christine Blandin.

LORSQUE Joshua Fisher vient à Paris rencontrer Hubert Védrine, le 28 octobre, le ministre de l'environnement glisse au nouveau ministre des affaires étrangères allemand, en évoquant l'absence de « Dany » de la liste des Grünen pour les élections de juin 1999 : « Cette fois, tu n'auras pas d'excuse pour faire un mauvais score. » Dominique Voynet se souvient que, quelques jours avant l'élection présidentielle de 1995, Cohn-Bendit avait expliqué, dans un entretien à *Libération*, que sa campagne était « une campagne pour les vieux comme moi, qui fait vraiment PSU ». « Un coup vache », concède Cohn-Bendit, pour qui, même s'il n'a plus le droit de le dire, les Verts français restent trop intégristes, les socialistes coincés, les communistes staliniens et l'extrême gauche has-been. « Elle n'a pas oublié. »

Qu'importe. « Il n'y a pas que la politique dans la vie, il y a aussi l'amour », dit-il pour expliquer pourquoi il faut choisir les 35 heures. En 1969, quand Alain Krivine et Daniel Bensaid viennent trouver l'ami Dany pour lui demander de poursuivre avec eux la lutte révolutionnaire, ils le trouvent occupé à jouer les éducateurs dans son jardin d'enfants

anti-autoritaire : « Ils n'arrivaient pas à comprendre », raconte-t-il, rigolard. Dans son appartement communautaire, qu'il partage avec Joshua Fisher, dans la librairie Karl-Marx du quartier universitaire de Francfort, et dans le magazine culturel alternatif *Pflasterstrand* (Sous les pavés la plage), dont il devient rédacteur en chef, il milite à sa manière : les pavés plutôt que les armes, explique-t-il à ceux qui sont tentés par le terrorisme des Brigades rouges ou de la bande à Baader.

Il n'a jamais arrêté de discuter, de s'engueuler, de se réconcilier. Et, d'abord, avec ses amis français. « *Talmudiste de la presse et du débat* », il continue de lire chaque matin « *Libé*, *Le Monde*, *L'Equipe* ». Il garde ses amis de Mai 68, comme Jean-Marcel Bouguereau, ou d'autres, moins rangés et encore anars, encore Jean-Marc Salmon et Jean-Pierre Duteuil. Il compte ses admirateurs, comme Jean-Luc Godard, qui, chaque 22 mars, jusqu'à une querelle sur la Bosnie, lui laissait un message sur son répondeur : « *Dany, c'est ton anniversaire aujourd'hui, grosses bisex*. » En octobre 1998, entre deux réunions de campagne pour convaincre les eurosceptiques, il court au cimetière des Batignolles pour jouer avec les « ex », comme Henri Weber, les figurants d'A mort la mort, de Romain Goupil - « l'histoire d'une génération qui se retrouve plus souvent aux enterrements que dans les manifestations. »

« Depuis 1978, il a toujours vu beaucoup de monde », confirme son amie Betty Milet, qui le fit travailler chez Stock. D'abord, ceux qui, dès le départ, ont milité pour la levée de son interdiction de séjour : « BHL », André-Frosard, et surtout André Glucksmann, qui reste son ami. « Dany » rencontre les antinucleaires de l'Hexagone, à défaut de fréquenter les Verts, et demeure le meilleur

frère de Gabriel, français, lui, de neuf ans son aîné, créateur du lycée autogéré de Saint-Nazaire. En 1981, avec Félix Guattari et Pierre Bourdieu, il soutient la candidature Coluche. Même si ce père tardif et cet ami des féministes, qui portait il y a encore quelques années son fils Béla dans un foulard sur son dos, en allant travailler, trouve l'artiste « détestable et macho ».

Lorsqu'il est adjoint au maire de Francfort, chargé des affaires multiculturelles d'une ville qui compte 25 % d'étrangers, son Parlement des immigrés, qui voit le jour en 1992, fait à nouveau parler de lui. Il est invité à colloquer dans toute

chancellerie, Joshua sera ministre des affaires étrangères. Il a presque tout bon. Puisque l'impossible est possible, sa mission, du coup, devient plus claire : rallier à la raison tous ses copains, toute sa génération. « Dès 68, Dany, c'est le rationnel de la bande », dit Pierre-André Boutang. Sur la guerre du Golfe, il ne prend pas position, au grand dam des Verts français. Il est aussi l'un des premiers à s'engager et militer pour une intervention militaire en Bosnie - seul contre tous, ou presque, chez les écologistes allemands.

« Dany a toujours joué ce rôle : semer le doute dans la militance d'extrême gauche », dit Romain

« Ma chance, c'est d'avoir été expulsé en 68. Sinon, j'aurais cherché où aller, qui étaient les plus puissants, des trotsks, des maos, des anars... J'ai été expulsé avant d'être ringardisé, comme une sorte de Jim Morrison en pleine gloire »

l'Europe, et même jusqu'à Harvard. L'an passé, il reçoit le titre de docteur honoris causa de l'université catholique de Tilburg. Il s'apprête à publier chez Grasset *Xénophobies*, la traduction de son *Heimat Babylon* (1993) : « Il faut une politique de l'immigration qui ne soit pas une politique de la naïveté. Je défends la politique de Jospin et de Patrick Weil, qui ont réussi à cicatriser la plaie de l'immigration. Sur les sans-papiers, en revanche, Jospin a échoué. Il ne comprends pas l'émotion. »

Chez les Grünen, auxquels il adhère en 1984, il est forcément du côté des « realos », derrière son ami Joshua. Il prédit dans le *Spiegel* que « si Oskar Lafontaine devient

Goupil, qu'il retrouve alors à ses côtés. « Y compris pour dire, comme en Algérie, que la réalité est complexe, quand ce mot avait toujours été l'alibi d'un pouvoir passifiste face à nos raisonnements manichéens. » Si, dans le débat entre « éradicateurs » et « dialogues », le député Grünen se retrouve plutôt dans le camp de ceux qui veulent tenter de faire entrer le FIS dans le jeu démocratique. Il ne refuse jamais la contradiction. « Ce n'est pas un dogmatique », résume Olivier Mongin, qui l'a invité à s'expliquer au mois de mars dans la revue *Esprit*. « Il joue à merveille les tensions et se retrouve toujours en capacité quasi judiciaire de faire l'arbitre. »

« Ma chance, c'est d'avoir été expulsé en 68 », réfléchit la tête de liste des Verts. Sinon, j'aurais cherché où aller, qui étaient les plus puissants, des trotsks, des maos, des anars... J'ai été expulsé avant d'être ringardisé, comme une sorte de Jim Morrison en pleine gloire. » « Dany » peut à la fois réunir le parterre des inspecteurs des finances, en juin 1997, à la Fondation Saint-Simon, et discuter sans se faire chahuter avec les cinéastes pétitionnaires, en avril. « Il n'y a pas de politiquement correct qui limite son analyse. Il est capable d'aller jusqu'au bout sans faire intervenir ses positions personnelles. Ensuite, bien sûr, il fait de la politique », confirme l'UDF Jean-Louis Bourlanges, qui a créé avec lui et quelques autres députés européens le lobby SOS-Europe.

CONVAINCRE, toujours. A Bruxelles, on peut l'apercevoir dans les couloirs avec le député d'extrême droite Jean-Claude Martinez. Pour sa campagne européenne, il a promu son frère « conseiller politique », malgré les débris des dirigeants de l'avenue Parmentier. Passé par Génération Ecologie, en 1988, ce militant arrivé chez les Verts sur le tard, avec Noël Mamère, traîne pourtant quelques casseroles sonores depuis que, en 1980, il a défendu (au côté d'Eric Delcroix, avocat de Robert Faurisson, aujourd'hui conseiller régional FN de Picardie), dans *Intolérable intolérance*, aux éditions de La Vieille Taupe, la liberté de recherche pour les historiens révisionnistes. « Mon frère a toujours été un libéral radical. Quand on en arrive à un certain niveau de contradictions, on peut trébucher », justifie-t-il.

L'Europe vaut aujourd'hui tous les efforts, toutes les messes : « Même si la cathédrale européenne est de Latex, même si elle ressemble à du Calder ou du Tinguely, il s'y est adossé », sourit Bourlanges. Elle vaut tous les pèlerinages dans les campagnes françaises depuis que « Dany » a découvert cet « arc du refus », qui court, dans l'Hexagone, de l'extrême droite aux communistes, mais aussi à l'extrême gauche. « Je suis peut-être un petit peu kitsch sur les bords, mais, moi, l'Europe me fait rêver », dit-il devant les auditoires quinquagénaires auquel il répète, habilement, sans cravate ni portable, qu'il est « un peu ringard ». « Il peut se planter s'il est trop provo ou trop libéral, convient Pierre Moscovici. Mais il connaît bien l'Europe. Il peut tenir un discours euro-enthousiaste. A nous de ne pas mener une campagne grise. »

Cohn-Bendit n'a peur de personne. « A Séguin qui dit : il faut une Constitution à l'Europe, je dis : *Welcome sur notre bateau* », lance ce fédéraliste effréné. A la radio, il décline aux auditeurs socialistes sa recette du space-cake au cannabis. « J'avais trouvé la proposition de Rocard sur les 35 heures que le PS avait refusée très intelligemment », lance-t-il dans un meeting. Les dirigeants verts tremblent de l'entendre dire aux militants qu'il est favorable à des quotas d'immigration, au SMIC-jeunes, à l'indépendance de la Banque centrale, ou que, avant de défendre Vilvorde, il faut d'abord débattre « de la place de l'automobile dans notre société ». Et, quand Alain Krivine l'accuse d'être un « Canada dry » de Mai 68, il répond, du tac au tac : « Il s'est trompé pendant trente ans. Sa dernière connerie, c'est de s'être marié avec Arlette. »

Discrettement, « Dany » consigne déjà buts marqués et buts encaissés dans un livre d'après-campagne, qui sortira fin 1999. Avec son maillot « 68 », il continue de jouer au foot tous les samedis avec Joshua, à Francfort, sur le petit stade au pied de la Bundesbank. Le 30 novembre, il dînera avec Robert Hue. Le 25, il dînera avec Pierre Bourdieu : les deux hommes réfléchissent à un débat sur ARTE, parce que « Bourdieu en a marre de passer pour un anti-européen, et moi pour un libéral », explique-t-il. Mais la plus belle consécration, ce ne sera pas celle-là. Si seulement Canal Plus pouvait lui offrir cette marionnette que la chaîne refuse encore à son ami Bernard Kouchner... « C'est ma grande revendication, lance-t-il sans rire. Je ne ferai un bon score que si j'ai ma marionnette aux Guignols. » Sans elle, il le sait bien, il ne sera jamais un vrai homme politique Français.

Ariane Chemin

La Turquie orpheline

Il y a soixante ans mourait Mustapha Kémal, le liquidateur de l'Empire ottoman. D'une monarchie déliquescence, il fit une République moderne, arrachant ses compatriotes aux griffes d'un islam sclérosant. Son ombre tutélaire plane aujourd'hui encore sur l'Etat laïque qu'il avait fondé

MUSTAPHA Kémal est mort d'une cirrhose du foie le 10 novembre 1938 à cinquante-sept ans. Alcoolique et bambocheur, le fondateur de la Turquie moderne était un visionnaire obstiné. Depuis le début de l'année 1938, il se savait condamné. Sa cirrhose enfin diagnostiquée, il avait quitté Ankara pour chercher un mieux sur son yacht blanc, le *Savarna*, au large d'Istanbul. Une photo prise dans les eaux du Bosphore le montre en costume clair, le col ouvert, élégant et impérial comme jamais. La maladie a creusé ses traits où luit toujours son regard gris. Mais il lutte, en lutte qu'il a toujours été. Au milieu de l'été, il a dicté son testament. Une pension va à chacune de ses cinq filles adoptives qu'il a choisies pour leur jeunesse et leur beauté. Divorcé, sans enfant, il s'est donné sur le tard cette famille de substitution qui flatte son inclination pour les femmes et lui renvoie l'image d'une Turquie idéale, sa seule passion.

Une passion qui le dévore depuis son adolescence à Salonique (aujourd'hui Thessalonique en Grèce), alors sous domination ottomane. C'est là que le jeune Mustapha est né, le 12 mars 1881. Son père, d'abord fonctionnaire des douanes, se ruinera dans le commerce du bois et mourra jeune. La vocation du fils est précoce, il sera soldat. Il entre à douze ans à l'école préparatoire militaire de Salonique, où l'un de ses professeurs le gratifie du surnom de *Kémal*, le « parfait », qui restera. C'est ensuite l'école d'état-major d'Istanbul dont il sort lieutenant en 1905. Bientôt la guerre l'appelle. Celles des Balkans (1912 et 1913) marquent le déclin de l'Empire ottoman, qui y perd la plupart de ses territoires européens.

Le nouveau conflit qui éclate en 1914 va précipiter la ruine des Ottomans alliés aux Allemands. Mustapha Kémal se bat comme un lion à Gallipoli, en 1915, où échoue la grande offensive franco-britannique contre le détroit des Dardanelles. Promu général de brigade à trente-cinq ans, officier victorieux d'un empire vaincu, il ressent l'aristocratie comme un affront qu'il n'aura de cesse de laver.

Son destin de « père des Turcs », ou « Atatürk », date de cette époque. En pleine débâcle, alors que les Français, les Britanniques, les Italiens et les Grecs occupent ce qui subsiste de l'Empire ottoman, il est envoyé maintenir l'ordre en Anatolie par le sultan-calife. Mehmet VI sait les risques auxquels il s'expose. Mustapha Kémal est réputé pour son indolence et son patriotisme. Mais le sultan, qui coopère sagement avec l'occupant, croit, ou feint de croire, en sa loyauté. Les agents britanniques en Anatolie détromperont rapidement le souverain. Mustapha Kémal y gagne en stature. Le mouvement de résistance



Illustration de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne.

nationale a enfin trouvé le leader qui lui manquait. Pompière pyromane, le jeune général, plutôt que de calmer les esprits, galvanise les énergies. Le 8 juillet 1919, le sort en est jeté : refusant son rappel à Istanbul, il démissionne de l'armée. Un « Congrès national » est convoqué par lui en septembre 1919 à Sivas, au centre de l'Anatolie. Il ne réunit qu'une quarantaine de délégués, dont les deux tiers sont des affidés. Mais cet embryon de mouvement national sait où il va. Inspiré par la Révolution française, son mot d'ordre est de ceux qui soulèvent les montagnes : « Il faut que la volonté nationale soit, à l'avenir, érigée en puissance souveraine. »

Le gouvernement provisoire que les nationalistes installent dans une bourgade assoupie, Ankara, défie désormais le gouvernement fantôme du sultan. L'humiliant traité de Sèvres (1920), qui dépèce l'Empire, hérisse Mustapha Kémal mais le sert. Il en use comme d'un levier pour renouveler ses appels à



Atatürk.

la résistance et asseoir sa légitimité. Elle atteindra son apogée en 1922 lorsque, après plusieurs revers militaires, il parvient à bouter hors d'Anatolie l'occupant grec honteux.

Le reste est affaire de volonté et de finesse politique. En 1923, il proclame l'avènement de la République et arrache aux Alliés le traité de Lausanne. Humiliée trois ans plus tôt à Sèvres, la Turquie remporte sur les bords du lac de Genève un éclatant succès diplomatique qui satisfait l'essentiel de ses revendications territoriales. L'affront est lavé. Mustapha Kémal peut désormais se consacrer à son grand œuvre : l'édification d'un Etat moderne et laïque.

L'année précédente, en 1922, il a décidé l'abolition du sultanat, c'est-à-dire de la monarchie. Le 17 novembre de cette année-là, Mehmet VI s'est enfui nuitamment de son palais d'Istanbul, ultime incarnation de la défunte grandeur ottomane. Reste à supprimer le califat — la « papauté » des musulmans — dont Abdülmecid, le cousin de Mehmet VI, assure la charge depuis le départ en exil de celui-ci. Dans ce pays profondément religieux, le coup est audacieux. Mais les conseils de prudence de ses proches n'émouvent guère le Gazi (le « vainqueur »), le surnom désormais de Mustapha Kémal. Proclamée en 1924, l'abolition du califat

Dans les années 30, le « père des Turcs » décrète la suppression des caractères arabes et donne lui-même des leçons d'écriture, comme ici, sur la place publique de Sivas.

Ci-dessous, Mustapha Kémal devant la mairie d'Afyon, en mars 1923. A ses côtés, sa femme Latife Hanım. Le général vient de vaincre les Grecs en Anatolie, la République sera proclamée quelques mois plus tard.

le laisse enfin libre d'appliquer son programme. Il tient en six mots, piliers idéologiques du kémalisme : républicanisme, laïcisme, progressisme, populisme (nous dirions aujourd'hui solidarisme), étatsisme et nationalisme.

Jusqu'à sa disparition en 1938, la fièvre réformatrice du Gazi ne tombera pas. La femme turque lui doit l'abolition de la polygamie et le droit de vote, en 1934, dix ans avant que les Françaises en bénéficient à leur tour. Mustapha Kémal impose le système métrique et supprime la charia, la loi islamique, à laquelle il substitue une législation civile et pénale à l'euro-péenne. Avec lui, bon gré mal gré, les Turcs disent adieu à l'Orient. Le Gazi sillonne le pays, persuade ou contraint. Il vante les vertus du costume à l'occidentale et enjoint à ses compatriotes de ne plus porter le fez. Il s'exhibe un panama sur la tête dont il prêche les vertus à des auditoires incrédules qui se demandent comment se prosterner, à la mosquée, avec un pareil couvre-chef.

ATATÜRK lance, ces années-là, une campagne de réalphabétisation. Les caractères arabes sont remplacés par l'alphabet latin. Le calendrier de l'hégire disparaît au profit du calendrier grégorien. La journée de repos hebdomadaire est fixée le dimanche au lieu du vendredi. Mustapha Kémal ne bouscule pas seulement l'Histoire. Il la réécrit, affirmant que les peuples les plus anciens d'Anatolie, Hittites et Sumériens, sont d'origine turque. Une telle ascendance, sous-entend-il, ne saurait faire de son peuple des quasi-barbares, malgré leur réputation en Occident.

Le Gazi se veut l'héritier de cette illustre lignée. En 1927, il a prononcé un discours de trente-six heures tout à sa propre gloire. Il s'y présente comme l'inventeur de la Turquie moderne, son libérateur et son héros. Mais déjà la maladie rôde. Sa mort sera pour la Turquie comme un veuvage. Tout au long de son dernier voyage jusqu'à Ankara, des torches brûlent dans la nuit, au passage de son cercueil, brandies par le petit peuple d'Anatolie qui le croyait immortel.

Mustapha Kémal n'est pas seulement entré ce jour-là dans la postérité. Il reste un modèle d'homme d'Etat nationaliste et moderniste auxquels se référeront les Pahlavi d'Iran, l'Algérien Ferhat Abbas, le Taisien Bourguiba ou l'Egyptien Sadate. Les leaders du tiers-monde qui, dans les années 50 et 60, combattront la tutelle de l'islam et des empires coloniaux se reconnaîtront en lui. Il est leur père aul.

Bertrand Le Gendre

* Kemal Atatürk, d'Alexandre Jevalhoff, Tallandier, 1989. Mustapha Kémal, de Jacques Benoist-Méchin, réédition Albin Michel, 1984. Mustapha Kémal invente la Turquie moderne, Complexe, 1997. « Atatürk ou la naissance de la Turquie moderne », par François Georgeon, L'Histoire, janvier 1997.

Le souvenir d'Atatürk suscite toujours la même ferveur, son héritage est davantage discuté

RIEN, en Turquie, n'échappe au regard vigilant d'Atatürk. Soixante ans après sa mort, le père fondateur de la République, avec la mine sévère d'un parent exigeant mais bienveillant, surveille toujours ses concitoyens de ses yeux d'acier. Son portrait orne les murs de toutes les écoles, de tous les bureaux et bâtiments publics, et rares sont ceux qui n'ont pas choisi d'introduire « le père des Turcs » dans l'intimité de leur domicile privé. Le regard fixé sur l'horizon, à la fenêtre d'un train en partance, décontracté à la plage après une baignade ou enseignant la lecture, planté devant un tableau noir : les épisodes de la vie de Mustapha Kémal Atatürk, photographiés à des millions d'exemplaires, sont plus familiers aux Turcs d'aujourd'hui que leurs propres photos de famille.

Le 29 octobre, pour le soixante-quinzième anniversaire de la fonda-

tion de la République, ils étaient des milliers à faire la queue pendant des heures pour venir s'incliner devant la tombe du grand homme qui gît dans l'Anıtkabir, le mausolée majestueux dominant Ankara, la capitale fondée par lui pour remplacer Istanbul, la cité-phare de l'empire ottoman. Durant les dix premiers mois de cette année, pas moins de 2,7 millions de visiteurs, hommes, femmes, jeunes et vieux, religieux ou laïcs, ont ainsi rendu hommage au père de la nation turque.

Atatürk était avant tout un homme de son temps. Grâce à son charisme, mêlé à un paternalisme autocratique, il avait su imposer des réformes radicales à une population de 13 millions d'habitants largement illettrés, des ruraux surtout. Soixante ans plus tard, la Turquie compte plus de 62 millions de citoyens en proie à une crise d'identité et qui aspirent à une diversité politique et culturelle en phase avec

leur époque. La révolution d'Atatürk visait à anticiper la marche vers le futur, plutôt que de s'opposer à un changement inexorable. Ses héritiers, en tentant de préserver son héritage, donnent parfois l'impression de considérer la République, telle qu'il l'a laissée à sa mort en 1938, comme un produit fini à conserver dans la naphthaline afin de résister aux ravages du temps.

Soixante ans après sa disparition, l'héritage d'Atatürk est sujet à diverses interprétations. Son influence sur la société est telle que toutes les tendances politiques se réclament de lui. Pour la gauche, Atatürk représente avant tout le symbole de la laïcité — qui, en Turquie, signifie davantage le contrôle de l'islam par l'Etat que la séparation de la religion et de l'Etat — ainsi que l'étatisme et la centralisation du système politique.

Les partisans de l'économie de marché affirment au contraire que

l'étatisme prôné par Mustapha Kémal valait pour son époque, une époque où l'absence d'un secteur privé capable de développer l'industrie rendait l'intervention de l'Etat indispensable. A leurs yeux, cet étatisme n'est plus adapté à notre époque. Ils estiment que l'occidentalisation du pays, voulue par Atatürk, passe par la privatisation, par davantage de démocratie et un plus grand pouvoir accordé aux autorités régionales.

LES jeunes filles islamistes qui revendiquent aujourd'hui le droit de devenir médecin ou ingénieur, même si elles portent le foulard, ont intériorisé le message d'Atatürk. Elles expriment leur modernité à leur manière, qui n'est plus celle d'hier, mais ces jeunes filles aspirent à participer à la vie publique, un droit qu'Atatürk avait d'emblée reconnu aux femmes.

Le conflit kurde, qui fait rage depuis 1984, a quant à lui soulevé le débat sur la nationalité turque. Les lois restrictives imposées par la Constitution préparée en 1982 sous l'égide des militaires limitent cependant la discussion : toute alternative au discours officiel demeure sévèrement pénalisée. Pourtant, la plupart des Kurdes revendiquent la nationalité turque, tout en affirmant en parallèle leur ethnicité kurde. Aux yeux de Mustapha Kémal, ces deux aspirations n'auraient pas été incompatibles. « Heureux est celui qui peut dire : je suis turc », affirmait Atatürk. L'idée était qu'être turc nécessitait un choix personnel, la volonté de participer au projet de la nouvelle Turquie.

Le zèle déployé par ceux qui se considèrent les gardiens de l'héritage d'Atatürk — l'armée, les institutions républicaines — pour préserver l'apparence d'un pays

dynamique, constamment en mouvement et aspirant au changement, semble parfois aller à l'encontre même des objectifs du père fondateur. Dans la Turquie moderne, l'unité de pensée et de culture qu'ils tentent d'imposer apparaît curieusement anachronique et témoigne du manque de confiance qu'ils accordent à la population.

Les Turcs s'aventurent rarement à discuter ouvertement l'héritage d'Atatürk : critiquer le père de la nation est encore un crime passible d'une peine d'emprisonnement. Pourtant, même s'ils sont parfois divisés sur l'interprétation à donner au message du père fondateur, peu de Turcs — à l'exception de quelques factions radicales islamistes qui demeurent marginales — remettent en question ses principes fondamentaux et la direction qu'il avait donnée au pays.

Nicole Pope

Atatürk'un mirası

Parole d'abonné

par Robert Solé

L'ABONNÉ incarne, par définition, la fidélité. Rien ne lui est plus étranger que le zapping. Ce lecteur reçoit *Le Monde* chaque jour à domicile, qu'il vende ou qu'il fasse beau, que l'actualité soit déchaînée ou plate comme le désert libyque. Son nom et son adresse sont inscrits au jet d'encre en première page. Dans ses lettres au journal, il revendique volontiers son statut (« abonné n°... »). Il lui arrive même de s'en servir comme d'un moyen de pression, voire d'une sanction : « Dans ces conditions, je vous prie de bien vouloir mettre fin... »



LE MÉDIATEUR

Le nombre des abonnés du *Monde* est en progression constante. Si la barre des 80 000 a été franchie en 1989 et celle des 100 000 en 1993, le cap des 130 000 vient d'être dépassé. La rédaction ne peut que s'en féliciter et y trouver des encouragements à poursuivre ses efforts. De son côté, le service de la diffusion constate l'efficacité de ses nouvelles méthodes : l'abonnement à durée libre, avec le prélèvement automatique mensuel, qui laisse au souscripteur la liberté d'annuler son contrat à tout moment ; les conditions spéciales faites aux étudiants et aux enseignants ; enfin, l'amélioration du postage (pour ne pas dire mailing).

Deux fois par an, en janvier et en août-septembre, un million et demi d'offres d'abonnement au total sont ainsi confiées au lecteur. Le taux de réponses positives, de l'ordre de 0,5 %, est jugé honorable pour un quotidien. Les nouveaux abonnés, convaincus par divers avantages (un journal moins cher, des réductions pour les annonces du Carnet, des invitations aux Journées du *Monde* en province...), se contentent de renvoyer leur bulletin d'inscription.

Des faits précis sont invoqués, comme les articles du *Monde* sur Israël ou la publication du rapport Starr. D'autres fois, il s'agit de motifs plus futiles : la phrase marquante « donc c'est sûr » dans l'intervention de M. Tabary aux obsèques de son mari, la féminisation « scandaleuse » des mots ou le remplacement épistolaire de la dernière page par un placard publicitaire. Une raison saisonnière de désabonnement : la place, quoique ancienne, accordée aux comédies. « Depuis que *Le Monde* est devenu le journal de la laurumachie, je n'en suis plus avec dégoût », écrit un lecteur de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

De très vieux griefs, sur lesquels la rédaction s'est cent fois expliquée, resurgissent régulièrement. « Jamais je ne donnerai un centime au journal qui a applaudi l'entrée des Khmers rouges à Phnom Penh », écrit une habitante de Saint-Germain-lès-Corbeil (Essonne). La plume sait se faire menaçante : « Vous vous moquez de Serge Halimi. Vous croyez qu'on va supporter cela encore longtemps ? » La courtoisie n'est

pourtant pas exclue. De Niort, dans les Deux-Sèvres, arrive un courrier... avec en-tête du Front national : « Trop éloigné de vous pour m'abonner. Mille excuses. » Au dos du bulletin, cet ex-lecteur indique qu'il s'est « éloigné il y a un an ». Sans préciser s'il lui arrive de succomber encore à la tentation.

Les raisons de ne pas s'abonner sont parfois très positives. Se rendre jusqu'au kiosque, préparer sa monnaie, se saisir du premier exemplaire de la pile participe du plaisir. Un couple de Neuilly-sur-Seine, membre de la Société des lecteurs, prie le service des abonnements de bien vouloir l'excuser : « Voyez-vous, nous préférons conserver le contact quotidien avec notre marchand de journaux ».

Mais voici quatre pleines pages manuscrites, sur un tout autre ton. Ce lecteur parisien, vieil abonné d'après-guerre, jongle avec les formules assassines. « *Le Monde* de Sirius avait de la gueule, du ponche, de l'illure... Il est devenu facile... Pardonnez-moi, il est devenu à la mode... Bien que - déjà - partial, il était d'une gauche réfléchie. Aujourd'hui, il est petit-bourgeois (de gauche)... Vous êtes au-dessus de vos confrères, vous êtes à côté... Mais j'ai tort, puisque vous avez, rasant large, augmenté vos ventes... » Petite incise : « Je sais que votre susceptibilité va le prendre mal. C'est pourtant sans méchanceté de ma part. » Et le coup de pied de l'âne : « Mais tenez-moi au courant de vos offres sympathiques. Je vous lis (quand même) de temps à autre... »

Pour terminer, à défaut de conclure, citons cet habitant de Seclin, dans le Nord, qui prend la peine de renvoyer l'offre d'abonnement en précisant : « Je ne lis que les journaux honnêtes dans leurs informations et n'étant pas sous l'emprise des lobbies. *Le Monde* est le journal le plus tendancieux que je connaisse, et nous sommes nombreux de cet avis. » Encore un lobby ?

AU COURRIER DU « MONDE »

Insoumis ? Grévistes ? Traîtres ? Ou, simplement, soldats épuisés par les tueries ? La volonté de Lionel Jospin de réintégrer les « fusillés pour l'exemple » dans la mémoire collective, quatre-vingts ans après l'armistice de 1918, a provoqué un débat national. Ce sujet nous vaut un important courrier : des souvenirs



Nicolas Fischer
Paris

L'INSOUMIS DE JUIN 1940

Ceux qui aujourd'hui condamnent l'esprit d'insoumission se prétendent gaullistes. Le général de Gaulle n'aurait-il pas commis, le 18 juin 1940, un acte d'insoumission ? N'a-t-il pas, lui aussi, désobéi aux injonctions d'un état-major d'incapables, responsables du désastre qui touchait la France - ce qui lui a valu, à lui aussi, d'être condamné à mort ? Il est à la fois révoltant et du plus haut comique que les responsables du RPR préfèrent aujourd'hui renier l'esprit de désobéissance pour approuver la répression de Pétain. Il est vrai que ce dernier ne s'est rebelli ni en 1917 ni en 1940...

Certes, de Gaulle désobéissait pour continuer le combat ailleurs. Mais, pas plus que lui, les mutins du Chemin des Dames n'auraient consenti à livrer la France aux Allemands comme on a pu l'affirmer. Ils étaient bien décidés à tenir les positions qu'ils occupaient. Seulement, ils se refusaient à monter au feu, c'est-à-dire à être massacrés, jusqu'au dernier dans l'assaut d'une position de toute façon imprenable. Leur mort dans cette offensive inutile n'aurait en rien contribué à la victoire de la France. Elle n'aurait eu aucun sens, et c'est précisément contre cette absurdité

qu'ils se révoltaient. Le RPR ferait bien d'abandonner la rhétorique de Déroulede pour assumer cette réalité.

M. JOSPIN
N.A. « HONORÉ »
PERSONNE

Votre titre de l'édition du samedi 7 novembre « La République honore les mutins de 1917 », pour annoncer le discours de Lionel Jospin à Craonne, le 5 novembre, est un faux-sens grave, un quasi-contre-sens. Contre-sens délibéré ? (...) Refuser le déni d'existence à ces « fusillés pour l'exemple », refuser leur déshonneur, n'est pas les honorer. (...) En revanche, il est honorable de refuser la vérité tronquée, le mythe de « la victoire en chantant », un silence qui dure depuis quatre-vingts ans. Sans doute est-ce faire confiance à la mémoire nationale que de lui demander d'affronter l'histoire d'une guerre meurtrière, terrible, interminable, où se trouvaient des héros et des braves, des embusqués et « les mutins de 17 ». Ce n'est pas pour autant transformer ces derniers en héros, ces hommes épuisés, désespérés qui ont manifesté leur révolte, certes,

mais qui n'ont été ni des déserteurs ni des traîtres. Il fallait le dire enfin, mais ce n'est pas les « honorer ».

Claire Salomon-Bayet
Paris

SOLDATS GRÉVISTES

Une mutinerie se traduit d'abord par des voies de fait contre les officiers et leur remplacement par des chefs issus de la troupe. Or les officiers subalternes au contact direct avec les combattants n'ont jamais été brutalisés en 1917, encore moins privés de leur commandement : d'ailleurs ils comprennent leurs hommes et souvent oublient de voter et d'entendre ! D'autre part, jamais une position ne fut abandonnée et les tranchées restèrent garnies et ouverts le feu si nécessaire : ce sont des unités au repos qui ont refusé de monter en ligne et s'en sont prises aux officiers de l'arrière, des gares régulières notamment.

Comment s'appelaient eux-mêmes ces soldats révoltés ? Des « grévistes ». J'ai eu sous les yeux un tract émouvant d'une unité qui s'intitulait : « Les grévistes de la 1^{re} compagnie ». (...)

La véritable importance des mouvements de révolte de la fin du printemps 1917 est d'avoir été

une grève militaire réussie, obligeant le haut commandement à considérer les besoins quotidiens de la troupe et à la mettre au repos jusqu'au-delà de l'automne ; d'où le rôle capital du front britannique, élargi d'ailleurs, de juillet à novembre 1917.

Michel Baumont
Nice (Alpes-Maritimes)

LES MUTINS DE LA MER NOIRE

Il se trouve que, transféré à la centrale de Clairvaux en 1942, j'ai rencontré un des 1 400 condamnés aux travaux forcés que vingt-cinq années de détention - dans les conditions particulièrement inhumaines d'alors - avaient totalement brisé. Je crains en effet que, contrairement aux mutins de la mer Noire, beaucoup de ces condamnés « pour l'exemple » aient été abandonnés à un sort affreux.

Autre différence d'ailleurs et non des moindres, le général de Gaulle n'a pas hésité à faire d'un de ces mutins de la mer Noire, Charles Tillon, son ministre de l'air, lui confiant ainsi, en pleine guerre, de hautes responsabilités dans la défense nationale.

Pierre Daix
Paris

Jacques Chirac invisible

Suite de la première page

Sans doute la droite annonce-t-elle, au Sénat, un « contre-budget », déstabilisant la réforme de la taxe professionnelle et des aides aux entreprises qui passent aux 35 heures, ainsi que d'une partie de la masse salariale de l'Etat par réduction du nombre des fonctionnaires. Sans doute Nicolas Sarkozy défend-il habilement une proposition de loi destinée à faire plaisir à tous ceux qui contestent le droit du Parlement de voter l'impôt chaque année et, donc, de le modifier d'une année à l'autre. Mais si donner voix aux mécontentements est bien le moins qu'une opposition puisse faire, l'exercice ne suffit pas à définir une autre politique.

Philippe Séguin ne niait pas, dans son entretien au *Monde* du 6 novembre, l'existence, au sein des partis qui forment aujourd'hui l'opposition et entre eux, d'une « grande variété de positions ». Le débat provoqué par le mouvement des lycéens a donné un exemple

éloquent des divergences de la droite, Démocratie libérale plaçant pour la décentralisation, et le RPR se divisant entre défenseurs de l'éducation « nationale » (M. Séguin) et décentralisateurs (M. Sarkozy). Le pacte civil de solidarité, contre lequel l'opposition entend faire bloc, révèle néanmoins un sérieux malaise dans ses rangs, face à la captation du sujet par les intégristes des « valeurs familiales » et ceux qu'insupporte toute normalisation de l'homosexualité. Le libéralisme global, qui défend Alain Madelin, ne fait pas l'unanimité dans son propre parti et hérisse bon nombre de centristes et de gaullistes.

« DOMAINE PARTAGÉ »
Le président de la République ne peut donc prendre appui sur une droite plus cohérente aujourd'hui dans ses projets qu'elle ne l'était dans son action lorsqu'elle détenait le pouvoir. Mais l'opposition ne peut pas, à l'inverse, s'en remettre à M. Chirac du soin de définir sa conduite face au gouvernement, puisque le chef de l'Etat ne se juge pas en mesure de le critiquer. L'hypothèse d'une retournement de la conjoncture économique, conséquence de la crise des marchés financiers, l'avait incité à

formuler quelques mises en garde, relayées ou précédées par les porte-parole de la droite ; mais le spectre de la spirale économique dépressive, brandi avec délectation dans certains bureaux de l'Elysée, démentit dans d'autres, s'est pour l'heure éloigné.

Privé d'allié qui se fasse fortement entendre à droite, M. Chirac ne peut compter, non plus, sur ses partenaires européens pour l'aider à maintenir sa stature présidentielle. Il est certes le premier occupant du « domaine partagé » et dispose, à ce titre, de l'initiative au Conseil européen comme dans l'ensemble des relations internationales. Mais le renforcement de l'Union européenne, avec la prochaine mise en place financière de l'euro, lie davantage encore la politique internationale de la France à l'Europe. Or, non seulement l'existence d'une politique monétaire commune fait pénétrer l'Europe dans le quotidien des gouvernements, mais treize de ceux-ci, sur quinze, sont aujourd'hui de gauche.

Si François Mitterrand pouvait trouver en Helmut Kohl un allié face aux tendances centrifuges entretenues par les conservateurs britanniques, M. Chirac ne peut guère espérer, avant le scrutin de

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un engagement non tenu

L'AVENIR du monde était en jeu à Buenos Aires. Les 161 pays participant à la Conférence sur le climat étaient invités à mettre en œuvre des solutions pratiques et immédiates pour que cesse le réchauffement de la planète, dont les effets sont dévastateurs pour l'environnement et donc pour les humains. Ils ne sont parvenus qu'à rédiger la liste des sujets qu'ils devront traiter dans de futures rencontres. Cela s'appelle un échec.

Certes les intérêts des trois grands groupes - les pays en développement, l'Europe et les États-Unis - étaient divergents, mais c'est la volonté de Washington d'imposer une solution qui n'avantageait que la puissance nord-américaine qui est la principale responsable de ce faux-pas. On ne peut manquer de relever que ce souci américain de défendre son seul intérêt coïncide avec sa volonté d'agir en Irak au nom de la communauté internationale tout entière.

La coïncidence est tout aussi frappante entre le drame que vit l'Amérique centrale - même si la maîtrise des cyclones est hors de portée des connaissances scientifiques actuelles - et l'incapacité des États à se mettre d'accord sur une politique forcément planétaire de défense de l'environnement. Le contraste était frappant à Buenos Aires entre l'émotion exprimée par de nombreux délégués, y compris celui des États-Unis, devant les effets du cyclone Mitch, et l'apreté de la délégation américaine à défendre ses positions. Sans doute celles-ci reposent sur une rationalité défendable et sur une vision cohérente

du monde. Mais elles découlent aussi du refus de mettre en cause le style de vie nord-américain, qui n'est pas généralisable à l'ensemble des humains. Et tandis que l'administration Clinton réaffirme fréquemment l'importance du « défi » climatique, les États-Unis, premier émetteur mondial des gaz responsables de ce défi, sont incapables de restreindre leurs émissions. Cela choque d'autant plus les pays en développement que les États-Unis ne cessent de leur demander de s'engager à restreindre leurs propres émissions.

Tout le jeu des États-Unis sur ce dossier est ainsi analysé par beaucoup comme la volonté d'échapper à leurs obligations. Ils ont même édité l'extension des lois du marché au commerce de la pollution, puisqu'ils tiennent à pouvoir acheter aux pays les plus pauvres leurs droits à émettre des gaz responsables de l'effet de serre. Une fois encore, le gouvernement américain refuse, sous la pression des lobbies, d'appliquer les accords internationaux qu'il a négociés. Il a fallu attendre la rencontre de Buenos Aires pour qu'il signe le Protocole de Kyoto, de décembre 1997, dans lequel les États-Unis s'engagent à réduire leurs émissions de gaz d'ici 2010 de 7 % par rapport à 1990.

Loin d'en prendre le chemin, ils ont cherché, tout au long de la conférence qui vient de s'achever, à reporter ces réductions à l'extérieur de leurs frontières. Cette attitude bloque clairement le progrès dans la lutte contre le changement climatique et elle affaiblit la légitimité d'une puissance qui affirme parler au nom de la morale. Un engagement a été pris. Il faut le respecter.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Pichon, Pierre Georges, Jean-Yves Lhoteau
Directeur artistique : Dominique Reynaud
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Finkielkraut (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Gbaguidi (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Koltan (Débat) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouel (Société) ; Claire Brardin (Entreprises) ; Jacques Bouché (Aujourd'hui) ; Jacques Savignac (Culture) ; Christian Massol (Sémiotique de la rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Adam
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pichon ; directeur délégué : Anne Chaussegange
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet ; parutions : Dominique Lévy ; Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Faivre (1949-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)
Le *Monde* est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Naissance princière

HIER SOIR, à 21 h 14, la princesse Elizabeth a donné naissance à un prince, et tard dans la nuit une foule pressée contre les grilles de Buckingham Palace acclamait encore « papa, grand-père et grand-mère ». Le bulletin de la cour précise que « Son Altesse royale et son fils se portent tous deux très bien ».

D'une façon moins officielle, mais plus humaine, on a appris au palais royal que le jeune prince est « un garçon vraiment magnifique ». La foule en attente apprit la nouvelle à 22 h 23, lorsqu'un page royal en livrée bleu et or traversa majestueusement la cour du palais pour venir murmurer quelques mots à l'oreille du policeman en faction. Quelques secondes plus tard, les cris de « C'est un garçon, tous deux vont bien » se répétaient à travers les rangs serrés, et la foule manifestait son enthousiasme en lançant vers le ciel les chapeaux et les casquettes. Le flot des curieux se dirigeait vers le palais grossissant à vue d'œil, la police dut bientôt établir de solides barrages. Chacun voulait arriver jusqu'à la grille pour lire de ses propres yeux le texte officiel que l'on avait affiché près de l'entrée.

Une simple feuille de papier blanc revêtue du sceau du ministre faisait savoir au public que « SAR la princesse Elizabeth a mis au monde un prince ce soir à 21 h 14 ». Avec beaucoup d'obligeance, un policeman éclairait la petite affiche au moyen d'une lampe de poche afin de satisfaire la légitime curiosité des loyaux sujets de Sa Majesté. Dans la cité de Londres, presque déserte à cette heure tardive, une proclamation analogue avait été collée sur la porte de l'antique hôtel de ville.

(16 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-54

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-40-03-78

RECTIFICATIF

LYDIE TRIGANO ET LE CLUB MED

Une coupe dans notre reportage sur Djerba (*Le Monde* du 12 novembre) a fait croire que Lydie Trigano, créatrice des forums culturels du Club Méditerranée, ne les dirigeait plus, alors que justement, à la demande du Club, elle vient, après une interruption, d'en reprendre la direction.

"On va pouvoir devenir actionnaire avec des conditions privilégiées!"

Cette fois-ci, vous devenez actionnaire.

"La dernière fois, je ne m'étais pas décidé à temps!"

"Je suis déjà actionnaire, mais je vais en reprendre!"

France Télécom ouvre à nouveau son capital.

L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

Pour ré Fra il n'y a

EN RESE

- Pour acheter des actions, il est possible de...
- Vous pouvez aussi acheter des actions...
- Votre compte de titres doit être...
- Et bien sûr, vous devez aussi...
- Un document de référence enregistré...

Par décision de la Commission des marchés financiers, le 22 novembre 1998.

Formulaire de souscription et de rachat d'actions de France Télécom.

1. Nom et prénom : _____

2. Adresse : _____

3. Téléphone : _____

4. Signature : _____

5. Date : _____

مكتبة من الصحف

(Publicité)

Pour réserver vos actions France Télécom, il n'y a pas plus simple.

La nouvelle ouverture du capital de France Télécom est une opération de grande envergure, chacun d'entre vous peut devenir actionnaire. Si vous souhaitez acheter des actions dans le cadre de la procédure d'Offre à Prix Ouvert, vous pouvez le faire dès aujourd'hui en utilisant ce bon de réservation.

EN RÉSERVANT, VOUS ÊTES SÛR D'ÊTRE MIEUX SERVI.

La réservation vous garantit, une nouvelle fois, dans la limite de 30 000 F, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

- **Pour acheter des actions, c'est simple.** Il vous suffit de remplir le bon de réservation d'actions ci-joint et de le faire parvenir à votre intermédiaire financier (banque, Caisse d'Épargne, La Poste, Trésor public, société de bourse).
- **Vous n'aurez plus à intervenir.** Votre réservation sera automatiquement transformée en ordre d'achat. Si vous changez d'avis, vous pouvez annuler cette réservation, sans frais, en prenant contact avec votre intermédiaire financier au plus tard avant la fin du 1^{er} jour de bourse de l'Offre à Prix Ouvert.
- **Votre compte ne sera débité qu'au moment où vous deviendrez effectivement propriétaire des actions, soit approximativement quatre semaines après le début de la réservation.**
- **Et bien sûr, vous bénéficiez aussi des avantages réservés aux particuliers :**
 - la gratuité des frais de garde de vos actions pendant 18 mois,
 - une réduction minimale sur le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert,
 - une action gratuite pour 10 actions achetées (dans la limite de 30 000 F), si vous en avez obtenu au moins 10 au cours de cette opération et si vous les gardez au moins 18 mois,
 - la possibilité de bénéficier des avantages du Club des actionnaires de France Télécom si vous possédez au moins 10 actions.
- **Un document de référence enregistré et une note d'opération préliminaire visée par la CGR sont disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10. Le résumé de ce document se trouve dans ce journal.**

au moins 10 F
de réduction

Pour réserver, vous pouvez aussi contacter directement votre banque, votre Caisse d'Épargne, La Poste, le Trésor public ou une société de bourse.

Renseignez-vous en appelant le
10 10
appel gratuit 24h sur 24

Date limite de réservation : lundi 23 novembre 1998 inclus.

Pour bénéficier de la garantie d'être mieux servi : 1. Glissez votre bon rempli et signé dans une enveloppe. 2. Très important : n'oubliez pas d'y joindre un R.I.B., un R.I.P. ou un R.I.C.E. 3. Faites parvenir le tout avant le 23 novembre 1998 minuit directement à votre intermédiaire financier par dépôt, ou par envoi dans une enveloppe timbrée postée au plus tard le vendredi 20 novembre minuit (le cachet de La Poste faisant foi).

*Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 code 1010 FT (0,12 F la connexion puis 0,37 F la minute en France Métropole) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>

Conditions de réservation

- Pour bénéficier de la réservation, il faut être français, résider en France ou ressortissant de l'espace économique européen.
- Le montant de la réservation n'est pas plafonné. Mais la garantie d'être mieux servi, liée à la réservation, ne s'applique qu'aux montants des ordres inférieurs à 20 000 F.
- Une même personne ne peut effectuer qu'une seule réservation. Elle ne peut pas passer d'ordre prioritaire.
- Il est possible de faire une réservation par personne quel que soit son âge. Par exemple, une famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants) peut remplir 5 bons de réservation d'actions. D'autres bons de réservation sont disponibles auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.
- Cette ouverture de capital a fait l'objet d'un document de référence enregistré et d'une note d'opération préliminaire visée par la CGR, disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.
- Le prix définitif sera arrêté 2 jours de bourse au plus tard après la clôture de l'Offre à Prix Ouvert. Il sera automatiquement inférieur ou égal à la plus basse des 5 références suivantes :
 - Le prix des investisseurs institutionnels moins la réduction accordée aux particuliers.
 - Le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert, moins la réduction accordée aux particuliers.
 - Le prix maximum fixé par le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie le jour précédant la date d'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert.
- Le montant de votre réservation doit porter sur un minimum de 1 000 F et doit être un multiple de 200 F. Dans le cas contraire, votre réservation sera arrondie au multiple de 200 F inférieur.

Ouverture du capital de France Télécom BON DE RÉSERVATION D' ACTIONS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Tél. _____
Code Postal _____ Ville _____
Je donne ordre à l'intermédiaire financier, désigné sur le relevé que je joins, de réserver et d'acheter des actions France Télécom pour un montant de : _____ francs (minimum autorisé : 1 000 F). Le montant de la réservation doit être un multiple de 200 F.
Je l'autorise à prélever sur mon compte bancaire ou postal le montant indiqué et je joins à cet envoi un R.I.B. (relevé d'identité bancaire) ou un R.I.P. (relevé d'identité postal) ou un R.I.C.E. (relevé d'identité Caisse d'Épargne) du compte qui sera débité. J'ai bien noté que, pour que mes actions soient éligibles au Plan d'Épargne en Actions, un formulaire détaillé de réservation doit également être rempli auprès d'un intermédiaire financier. Je reconnais avoir bien pris connaissance des conditions de réservation au verso et je m'engage sur l'honneur à les respecter.
Date : _____ Signature : _____

France Telecom

JE RÉSERVE

France Telecom

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998

DISTRIBUTION Carrefour a achevé ce week-end l'opération « Un mois jamais vu », première promotion mondiale organisée par un distributeur. ● LE BUDGET global de

l'opération est évalué par les observateurs autour de 300 millions de francs, mais Carrefour affirme avoir accru son chiffre d'affaires de 20 % en France, et plus encore à l'étran-

ger. ● L'ENJEU était triple pour Carrefour : conquérir ou reconquérir des clients, qu'il reste à fidéliser ; repositionner son image, un peu brouillée, sur le discount ; enfin, tes-

ter de nouvelles méthodes commerciales et logistiques avec ses fournisseurs, en amorçant la mise sur pied d'une centrale d'achats mondiale. ● LA CONCURRENCE a été malmenée durant ces trente jours, moins

du fait des prix pratiqués que de l'ampleur massive de l'offre et de la campagne publicitaire, essentielle-ment dans la presse écrite.

Carrefour redore son image de roi du « discount »

La campagne de promotion mondiale « Un mois jamais vu » lancée par le distributeur à l'occasion de ses trente-cinq ans, qui vient de s'achever, lui a permis d'accroître ses ventes d'environ 20 %, au prix d'un investissement publicitaire sans précédent

C'EST UN GRAND « ouf ! » de soulagement que Leclerc, Promodès, Auchan et tous les concurrents de Carrefour en général ont poussé ce week-end. Samedi 14 novembre a pris fin l'opération commerciale mondiale « Un mois jamais vu », lancée par Carrefour à la mi-octobre dans dix-sept pays, pour célébrer ses trente-cinq ans. Chaque jour, ses 350 hypermarchés (dont 130 en France) proposaient un produit « spot » en nombre limité et à un prix défiant toute concurrence. En quatre semaines, ont ainsi été écoulés 180 000 perceuses, 24 000 téléviseurs, 660 000 ampoules électriques, 8 000 micro-ordinateurs, 14 000 vélos, 410 tonnes de rôt de porc... La ruée des clients a parfois débordé les prévisions. Ainsi, le succès des « 30 roses à 30 francs » a obligé Carrefour à littéralement assécher le marché mondial de ce type de roses, provoquant une hausse de 40 % des

cours, pour trouver les 360 000 bouquets vendus en France. Une opération effectivement jamais vue, pas tant du fait des offres promotionnelles en elles-mêmes — « Nous renouons avec la vocation de la grande distribution », rappelait Alain Thieffry, directeur général marketing de Carrefour France, lors du lancement de l'opération — que du fait de l'ampleur des moyens publicitaires mis en œuvre (voir ci-dessous) et des résultats obtenus par le distributeur. Sur les 28 jours (ouvrables) de l'opération, Carrefour France affirme avoir augmenté son chiffre d'affaires de 20 %, soit un supplément de recettes de près de 2 milliards de francs — l'équivalent du chiffre d'affaires annuel de deux grands hypermarchés. Dans les 119 hypermarchés Auchan de l'Hexagone, où a démarré, le 29 octobre, comme tous les automnes depuis treize ans, l'opération « Les 25 jours », les chefs de rayon ont

broyé du noir. Alors que cette promotion accroît traditionnellement les ventes de 8 % à 9 %, comme c'était encore le cas en 1997, l'enseigne nordiste n'enregistrerait pour l'instant qu'une modeste hausse de 1 % à 2 %. L'indice FCD de la consommation en grandes surfaces était, en octobre, en hausse de 5,2 %. Carrefour était à +14,5 % (avec seulement quinze jours d'opération). « Et nous pesons très lourd dans l'indice », note M. Thieffry, remuant avec jubilation le couteau dans la plaie de la concurrence.

A l'étranger, l'accroissement du chiffre d'affaires devrait être globalement supérieur à la France. Le chiffre d'affaires mondial du groupe, quasi stagnant en septembre, a fait un bond de 15,4 % en octobre, à 18,5 milliards, et de 13,4 % en France (10,6 milliards). Au Mexique, et même en Corée, qui traverse pourtant une crise écono-

mique sans précédent, Carrefour affirme avoir fait « un carton ». Mais, au-delà des résultats immédiats, cette énorme promotion était aussi « un test de notre capacité d'at-

traction », disait-on chez Carrefour. Et un rodage pour de nouvelles méthodes d'approvisionnement et de logistique : achats mondiaux, livrai-

sons quotidiennes en flux tendus sur des plates-formes. De ce point de vue, on affiche une totale satisfaction chez le distributeur. Le numéro un français avait un problème « existentiel ». Son format unique, l'hypermarché, semblait s'essouffier un peu, battu en brèche sur ses deux points forts historiques : les prix et le choix. A force de vouloir faire du « qualitatif », en réorganisant notamment ses magasins par « univers », plus cossus que les classiques alignements de gondoles, Carrefour avait un peu brouillé son image de discounteur. Dans une étude sur l'image-prix perçue par les consommateurs que la Sofres avait réalisée en juin 1998, Carrefour ne figurait pas sur le podium des trois meilleures enseignes, occupé par Leclerc, Intermarché et Auchan.

L'opération « Un mois jamais vu » a permis d'inverser la tendance, momentanément en tout

cas, en recréant un trafic de masse dans les hypermarchés. « A nous, maintenant, de fidéliser ces nouveaux clients ou ces clients de retour », reconnaît M. Thieffry.

Les concurrents fourbissent déjà leurs armes pour récupérer les acheteurs et profiter de l'inevitable dégonflement de la « bulle » créée par Carrefour au cours des trente derniers jours. Mais le leader affirme qu'il n'entend pas relâcher la pression et annonce déjà des promotions agressives au moment des fêtes de fin d'année.

A Bercy, un homme doit se frotter les mains : Dominique Strauss-Kahn. Pour tenir ses objectifs de croissance, quel de meilleur qu'une bonne guerre commerciale entre grandes surfaces, qui permet de tirer vers le haut l'indice de la consommation et vers le bas celui des prix ?

Pascal Galinier

Un rouleau compresseur publicitaire

« 2 500 MINICHAINES... Et pas une de plus ! » : « Il y en aura peut-être jusqu'à ce soir ou demain... On ne sait pas ». La mécanique publicitaire de l'opération Carrefour, basée sur le contingentement, reprend l'idée « la plus simple et la plus basique du commerce », explique Henri Baché, le directeur général de l'agence FCA BMZ. L'enseigne joue à la fois sur l'effet de surprise — le produit « spot » du jour n'était dévolu que la veille au soir, dans *Le Monde*, avant d'être étalé dans tous les grands quotidiens de France — et sur un sentiment de pénurie. Visuellement, les produits étaient présentés sur les pages de publicité « comme si les marchandises débarquaient d'un bateau et étaient vendues, à peine sorties des caisses, sur les quais ». Le logo « Un mois jamais vu » était d'ailleurs imprimé sur une caisse en bois (en France) ou un contenant (à Taiwan). Pour accentuer l'effet d'urgence, les produits des jours précédents étaient affichés en plus petit, avec la mention « épuisé » en travers, lorsqu'il n'y en avait plus.

L'aspect incontournable de cette campagne est lié à l'énormité du plan média. La grande distribution est soumise des affiches locales et de la presse régionale pour toucher l'ensemble de la population. Cette fois, en plus des catalogues de 3000 produits que Carrefour a distribués à 54 millions d'exem-

plaires en France, en trois vagues, le distributeur a utilisé quotidiennement soixante-dix journaux, dont pratiquement tous les quotidiens nationaux, en plus de la radio et de l'affichage. Le coût total de l'opération, incluant achat d'espace, diffusion de tracts, impression des catalogues, est évalué autour de 300 millions de francs par la profession. C'est l'équivalent du budget annuel publicitaire d'Auchan et le triple de ce que ce dernier consacrait à sa propre opération « 25 jours », qui se déroule ces jours-ci.

PAR LA PRESSE ÉCRITE

Dans d'autres pays, quand la législation le permettait, la télévision a également été utilisée. Mais, à entendre Alain Thieffry, le directeur marketing de Carrefour, « nous n'avons pas besoin de la télévision pour faire une communication efficace ». C'est aussi l'un des enseignements de cette campagne : la communication de masse ne passe plus forcément par le petit écran. La presse écrite, couplée à la radio et à l'affichage, constitue aujourd'hui « un dispositif extrêmement efficace qu'il suffit de bien utiliser », estime M. Thieffry. Une position décalée, à l'heure où le gouvernement réfléchit à l'ouverture des écrans de télévision à la publicité de la grande distribution.

Florence Amalou

La Martinique craint pour son Club Med

FORT-DE-FRANCE

L'évacuation brutale et surprenante du village Les Boucaniers du Club Med, dimanche 8 novembre, est-elle le prélude au retrait de Martinique de la multinationale des vacances ? La question se pose quand on sait que l'état-major souhaite depuis longtemps rénover des installations qui ont mal vieilli. La direction du Club Med a précisé, vendredi 13 novembre, qu'« elle n'a décidé aucune fermeture ».

En attendant, le club est vide de ses occupants, touristes et animateurs. Près de 380 personnes, « gentils membres » et « gentils organisateurs », ont été rapatriés à Paris sous la haute protection des gendarmes mobiles. De banales négociations salariales qui tournent court, quelques signes d'impatience manifestés par le personnel local, payé à des salaires souvent voisins du SMIC, des touristes qui ont l'impression d'être retenus contre leur gré : il n'en a pas fallu davantage pour que la tension monte d'un cran. Motivant sa décision de donner l'ordre aux gendarmes d'intervenir, le sous-préfet du Maroni a expliqué qu'il ne cessait de recevoir des messages inquiets des pays européens originaires des clients.

L'affaire pourrait être lourde de conséquences pour l'industrie touristique martiniquaise. Même si le Club Med vit en vase clos, plusieurs prestataires de services craignent de voir baisser leur chiffre d'affaires, en premier lieu les loueurs de voitures et les marchands de souvenirs. Les pertes sont difficilement quantifiables, mais quand on sait que le tourisme entre pour 8 % dans le produit intérieur brut de l'île, on a tout lieu de craindre que la facture totale des incidents du Club Med soit élevée.

IMAGE ÉCORNÉE

Les responsables du tourisme savent qu'ils devront déployer des efforts considérables pour tenter d'améliorer l'image passablement écornée de la Martinique, qui a déjà fort à faire pour limiter la concurrence de ses voisins, de la Guadeloupe à Sainte-Lucie en passant par Cuba et Saint-Domingue. Derrière la carte postale idyllique, on découvre que les géants mondiaux du tourisme ont parfois du mal à traiter avec leurs collaborateurs locaux, qui supportent le moins en moins d'être ravalés au rang peu enviable de manœuvres.

Jean-Marc Party

PRIX SPECIAL DU JURY 98
Forum de l'investissement et du Placement



SICAV ET FCP

Offrez à vos placements la chance de l'euro.

Grâce à notre savoir-faire et à notre dimension internationale, tout avantage offert par l'introduction de l'euro est immédiatement intégré par nos gérants dans la stratégie d'investissement de nos Sicav et FCP. Vous pouvez ainsi constituer le portefeuille d'OPCVM qui répond le mieux à vos attentes en étant sûr de profiter des meilleures opportunités de l'euro.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

WWW.SOCGEN.COM

Avec l'euro, le débat

Un groupe de travail se réunira afin de réfléchir à l'impact de la monnaie unique sur le marché de la région.

À quelques semaines de l'entrée en vigueur de la monnaie unique européenne, les responsables de l'économie de la région ont décidé de se réunir afin de réfléchir à l'impact de la monnaie unique sur le marché de la région. Le débat sera organisé par le groupe de travail de la région, qui se réunira à Paris, le 15 novembre.

Une lettre des directeurs généraux

Les directeurs généraux des entreprises de la région ont adressé une lettre au président de la région, M. Jean-Claude Gaudin, afin de lui exprimer leur soutien et leur confiance. Ils ont également souligné l'importance de la région pour le développement de la région et l'impact de la monnaie unique sur le marché de la région.

Offre de France Telecom

France Telecom propose une offre de services de téléphonie mobile pour les entreprises. Cette offre comprend des services de téléphonie mobile, de fax, de télécopie et de messagerie électronique. Elle est destinée aux entreprises qui ont besoin de services de téléphonie mobile pour leur activité.

Offre de France Telecom

France Telecom propose une offre de services de téléphonie mobile pour les entreprises. Cette offre comprend des services de téléphonie mobile, de fax, de télécopie et de messagerie électronique. Elle est destinée aux entreprises qui ont besoin de services de téléphonie mobile pour leur activité.

Offre de France Telecom

France Telecom propose une offre de services de téléphonie mobile pour les entreprises. Cette offre comprend des services de téléphonie mobile, de fax, de télécopie et de messagerie électronique. Elle est destinée aux entreprises qui ont besoin de services de téléphonie mobile pour leur activité.

مكتبة من المجلد

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998

Aujourd'hui à la mode, le bilan patrimonial n'en est pas moins utile

Proposé à grand renfort de publicité par les banquiers et les assureurs, il permet de se pencher à la fois sur les questions de rentabilité et de prévoyance. L'âge constitue un paramètre capital pour identifier les produits financiers les plus adaptés à la situation de l'épargnant

CONTRAIREMENT aux idées reçues, le bilan patrimonial n'est pas un luxe réservé aux assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes (ISF). Les établissements financiers et autres conseils le proposent aujourd'hui à tous. Il ne résout aucun problème par lui-même, mais permet à tout un chacun de se poser de bonnes questions sur son style de vie, sur son avenir et sur les risques financiers encourus par lui et ses proches. L'âge constitue à l'évidence un paramètre majeur d'un bilan patrimonial.

● **De vingt-cinq à trente-cinq ans : partir sur de bonnes bases**
A ces âges, la situation est généralement simple. La carrière professionnelle commence, les revenus sont plutôt modestes, la vie personnelle isolée, en concubinage plus ou moins stable, parfois suivi d'un passage devant monsieur le maire, avant ou après la naissance d'enfants.

Les principaux soucis sont de se loger, meubler, d'acquiescer ou changer de véhicule. Mais n'est-ce pas aussi le moment de prendre un PEL (plan d'épargne-logement) et de souscrire un contrat d'assurance temporaire décès/invalidité au profit de son conjoint si l'on n'en a pas professionnellement, d'autant qu'il n'est pas cher ?

De nombreux conseils préconisent de placer en Bourse à cet âge, parce que c'est très rentable sur dix ou vingt ans et que les jeunes ont du temps. Mais que feront-ils en cas de chômage et de besoins d'argent imprévus si les

cours sont bas ? Ne vaut-il pas mieux leur conseiller de se lancer dès que possible dans l'achat d'un petit logement bien placé si les prix sont bas et les crédits intéressants ?

● **De trente-cinq à quarante-cinq ans : les enfants d'abord**

Lorsque l'on atteint la maturité, une certaine stabilité familiale et professionnelle, et des revenus suffisants pour épargner trimestriellement de 10 000 à 30 000 francs par exemple, le bilan devient à la fois plus complet et complexe. Il rend certaines interrogations plus vitales : quelles sont les dépenses incompressibles, compte tenu de la taille de la famille, de l'âge et de la durée des études des enfants, des crédits en cours, du loyer éventuel, des frais de copropriété ?

Quelles sont les ressources de la famille ? Un ou deux revenus d'activité, de niveau comparable ou différent, sûrs ou fragiles ? Y a-t-il des actions, des obligations, des SICAV, un PEL ?

Un bilan sérieux permet d'apprécier, s'il est financièrement intéressant d'acquiescer d'abord sa résidence principale. Dans ce cadre, ce bilan conduit à s'interroger non seulement sur les meilleurs placements en termes de solidité et de rendement, mais aussi de liquidité en cas de coup de sort. Le montant du patrimoine, les revenus et le régime matrimonial doivent aider les enfants (et parfois les parents) à survivre matériellement à un décès du père de famille, de la mère, voire des deux. Les enfants

pourront-ils poursuivre leurs études à leur terme, sans faire appel aux grands-parents, aux oncles, tantes, parains ou maraines, voire aux amis ?

Ces questions montrent qu'un bon conseil doit traiter à la fois des questions de rentabilité – ce qui est courant –, mais aussi de prévoyance – ce qui l'est moins.

● **De quarante-cinq à cinquante-cinq ans : les jeux sont faits**

C'est l'époque où le profil de carrière s'est consolidé, où il faut évaluer son futur niveau de retraite, ses objectifs de transmission, ses bénéfices, ses garanties décès ou dépendance, souscrites dans le cadre professionnel de préférence, ou à titre personnel à défaut.

Le bilan fera le point sur le régime matrimonial et corrélativement celui de l'optimisation fiscale et sociale des choix effectués. A ce sujet, une succession bien préparée apporte aux héritiers des économies d'impôts considérables, et évite bien des litiges familiaux, notamment à l'égard du conjoint survivant.

Lorsqu'un diagnostic touche un indépendant, il doit vérifier qu'il a pleinement utilisé les possibilités de la loi Madelin en retraite et prévoyance. Dans le cas d'un salarié, qu'il a « maximisé » les dispositifs d'épargne de son entreprise, tels qu'un bon PEE (plan d'épargne d'entreprise) abondé par l'employeur.

Une étude intelligente évaluera pour tous l'intérêt d'utiliser le PEA

(plan d'épargne en actions) ou l'assurance-vie pour placer en Bourse dans de bonnes conditions fiscales, ou de souscrire un PEP assurance, qui offre l'intérêt notable d'une rente défiscalisée.

Mais il appartient à chaque épargnant de choisir entre un complément de revenu ou de capital pour aider ses enfants à démarrer dans la vie, selon qu'ils se lanceront dans une activité salariée ou indépendante.

● **De cinquante-cinq à soixante-cinq ans : cap sur la retraite**

Cette étape constitue pour la plupart des gens la dernière de leur vie active, celle où ils ont les revenus les plus élevés et le risque d'être licenciés, cessent d'avoir des enfants à charge, héritent, et deviennent à leur tour grands-parents.

Ils peuvent récupérer tout ou partie de leur assurance-vie/placement sous forme de rente, de capital, ou d'un panache à leur goût, abonder sur un CEL ou un PEL, au profit de leurs enfants pour les aider à accéder à la propriété.

C'est aussi le moment de s'intéresser plus précisément aux modalités de transmission, en avançant son conjoint, un enfant handicapé – ou qui a moins bien réussi –, voire une tierce personne, en respectant la part réservataire des cohéritiers et en prenant en compte l'optimisation du régime fiscal du moment.

En effet, si le gouvernement est revenu sur son projet de modifier les conditions de transmission de l'assurance-vie, en décidant de n'appliquer le nouveau plafond d'exonération d'un million de

francs – et au-delà une taxation à 20 % – qu'aux nouveaux contrats ou versements, c'est pour ne pas traumatiser des assurés qui s'étaient engagés en toute bonne foi, et non par respect pour l'argument juridique de « rétroactivité » : car la loi de finances aurait juridiquement été d'application immédiate et à effet différé au jour des décès.

Il faut enfin étudier l'opportunité d'aider directement des petits enfants pour économiser un étage fiscal.

● **Au-delà de soixante-cinq ans : aider et se préserver**

Les premières années de la retraite sont aussi les plus belles pour profiter du temps libre, de sa santé, et de son épargne. Les grands projets immobiliers – achat ou construction des résidences principale et secondaire – sont déjà réalisés. C'est peut-être le moment – selon l'état du bilan – d'aider des petits-enfants, de leur prêter de l'argent pour s'installer, acheter un logement ou une voiture, se porter caution en leur faveur, leur céder une partie de la société familiale. Il faut plutôt acquiescer des SICAV et fonds de placement de distribution, des obligations ou, au besoin, une rente viagère immédiate et réversible. En l'absence d'enfant, vendre ses biens immobiliers en viagers libres à partir de soixante-dix ou soixante-quinze ans apportera un bon complément de retraite.

Mais, en toute hypothèse, mieux vaut ne jamais se démettre excessivement au profit d'un héritier.

● **Se lancer sur vingt ans dans un contrat d'assurance-vie à primes périodiques et frais précomptés** si l'on n'est pas sûr de vouloir ou pouvoir tenir la route.

● **Suivre aveuglément les avis** intéressés d'un conseiller dont le bilan patrimonial vise davantage à vendre les produits de sa maison qu'à apporter un véritable service sur mesure à l'épargnant.

● **Dés hériter virtuellement** un de ses enfants et commettre un abus de droit.

● **N'indiquer qu'à l'organisme assureur** le nom du bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie, sous peine que ce dernier n'en soit jamais avisé.

Les erreurs à éviter

● **Refuser d'envisager certains événements désagréables** dans sa propre gestion financière, juridique et fiscale : mise en liquidation de son entreprise et attaque en responsabilité civile sur ses biens personnels pour une faute de gestion (assurance), divorce, invalidité, décès.

● **Se lancer dans des placements « exotiques »** à hauts risques et rendements élevés escomptés, alors que l'on a vraiment besoin de cet argent pour vivre décemment.

● **Se fier à de superbes projections** de rendements hypothétiques à très long terme, qui n'intègrent ni les futurs taux d'inflation ni les divers

prélèvements fiscaux et sociaux actuels.

● **Se lancer sur vingt ans dans un contrat d'assurance-vie à primes périodiques et frais précomptés** si l'on n'est pas sûr de vouloir ou pouvoir tenir la route.

● **Suivre aveuglément les avis** intéressés d'un conseiller dont le bilan patrimonial vise davantage à vendre les produits de sa maison qu'à apporter un véritable service sur mesure à l'épargnant.

● **Dés hériter virtuellement** un de ses enfants et commettre un abus de droit.

● **N'indiquer qu'à l'organisme assureur** le nom du bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie, sous peine que ce dernier n'en soit jamais avisé.

Didier Verneuil

Un ménage français sur deux a de l'épargne en Bourse

L'INTÉRÊT de plus en plus grand des Français pour les placements financiers se confirme : un ménage sur deux, surtout parmi les plus de cinquante ans, a désormais de l'épargne en Bourse, soit autant que le nombre de ménages propriétaires de leur logement principal. Il y a vingt ans, 10 % des ménages ne possédaient ni actifs financiers ni logement, un chiffre aujourd'hui ramené à 6 %, selon la dernière étude de l'Insee (*Le Monde* du 13 novembre) sur les revenus et le patrimoine des Français.

Ce mouvement est allé de pair avec une plus grande diversifica-

tion des placements. L'offre de plus en plus importante de produits financiers et le désir de constituer une « épargne de précaution », dans un contexte de chômage et d'incertitude pour les retraites, ont conduit de nombreux ménages à se constituer un patrimoine financier, même modeste.

Même si la détention directe d'actions n'est le fait que d'un ménage sur huit, 50 % des ménages français possèdent des valeurs mobilières, notamment par l'intermédiaire de SICAV ou d'assurance-vie. Un changement qui concerne surtout les plus de cinquante ans.

La part de l'assurance-vie dans le patrimoine des Français a d'ailleurs nettement progressé entre 1994 et 1997, au détriment des autres familles de placement. L'assurance-vie représentait 17,4 % du patrimoine des Français en 1997 contre 12,7 % en 1994. La montée en puissance de l'assurance-vie s'est faite principalement au détriment de l'immobilier, dont la part est passée de 20,6 % en 1994 à 17,9 % en 1997.

Les valeurs mobilières (actions et obligations) continuent de représenter la plus grosse partie dans le portefeuille moyen des Français avec 37,2 % (contre 38,7 % en 1994), suivi par l'épargne liquide avec 27,5 % (contre 28 % en 1994). Le patrimoine des Français représentait au total 15 552 milliards de francs en 1997 contre 13 033 milliards en 1994. Les revenus courants générés par ces placements ont atteint 555 milliards en 1997 (contre 539 milliards en 1994, avant impôts).

La palme de la performance revient aux actions : sur la période 1994 à 1997, la performance des placements en actions se situe à 15,3 % contre 7,5 % pour la performance moyenne de l'ensemble des placements.

Comment mensualiser votre impôt sur le revenu

Si vous souhaitez payer votre impôt sur le revenu mensuellement à partir de janvier 1999, vous devrez exercer votre option au plus tard le 30 novembre. La mensualisation sera alors conclue pour un an. Elle sera renouvelable par tacite reconduction. Pour vous mensualiser, il suffit de remplir les imprimés qui vous ont été adressés par l'administration fiscale.



Accompagnez votre demande d'un relevé d'identité bancaire et adressez-la à votre percepteur. Vous pouvez aussi opter pour la mensualisation par Minitel en composant le 3616, code TRÉSOR. Les prélèvements mensuels seront effectués sur votre compte le 8 de chaque mois ou le premier jour ouvrable suivant s'il s'agit d'un dimanche ou d'un jour férié.

Si vous optez pour la mensualisation avant le 1^{er} décembre, le premier prélèvement sera effectué en janvier. Dans la pratique, dix prélèvements auront lieu de janvier à octobre. Chacun sera égal au dixième de l'impôt versé en 1998 au titre des revenus de 1997.

Si vous optez pour la mensualisation en décembre 1998, la mensualité de janvier sera différée d'un mois pour être prélevée en même temps que celle de février. Car les services du recouvrement ne peuvent opérer le premier prélèvement qu'à compter du deuxième mois qui

suit l'exercice de l'option pour la mensualisation.

Pour la première fois, il sera possible d'acquiescer vos mensualités en euros en 1999. Dans la pratique, le taux de conversion définitif n'étant connu que le 31 décembre, le premier prélèvement en euros ne pourra avoir lieu qu'à partir du 8 février 1999. Si vous avez opté pour le paiement en euros, un nouvel échéancier viendra remplacer celui en francs qui vous avait été envoyé.

Lorsque l'administration fiscale aura déterminé le montant de l'impôt sur le revenu que vous aurez à payer en 1999, trois cas de figure peuvent se présenter :

– si votre impôt 1999 est égal à celui de 1998, les prélèvements s'arrêteront automatiquement après celui du mois d'octobre ;

– si votre impôt 1999 est inférieur à celui que vous avez acquitté en 1998, les prélèvements seront interrompus dès que le montant d'impôt requis pour 1999 est atteint ;

– si votre impôt 1999 est supérieur à celui de 1998, le solde sera prélevé en novembre s'il est inférieur ou égal à la mensualité de base. S'il est supérieur, un prélèvement de la mensualité de base interviendra en novembre et le solde sera prélevé en décembre. Lorsque cette mensualité est au moins égale au double de la mensualité de base, elle sera répartie à parts égales sur les quatre dernières, sauf opposition de votre part.

Laurent Edelmann

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde-LCI

FRANÇOIS BAYROU

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

Soit 360 F d'économie

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

M. ☐ Mme ☐ Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 960 F
3 mois	598 F	790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lecteur 92084 Châtillon Cedex

Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 17 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

De l'actualité à l'Histoire
HISTOIRE
Les dimanches à 20 h 45
jeudi à 13 heures et 23 heures
vendredi à 11 heures et 19 heures
samedi à 8 h 30 et 16 h 30

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e heures de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)

La « une » du Monde
BPM
Du lundi au vendredi à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi à 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

REVUE DES ACTIONS

ENERGIE

PRODUITS DE BASE

CONSTRUCTION

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE

سنة من العمل

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

	13-11-98	DIFF.
Elf	464	-7,56
Elf Aquitaine	713	-3,28
Esso	432	-3,61
Geophysique	374	-3,28
Tota	704	-4,91

PRODUITS DE BASE

	13-11-98	DIFF.
Air Liquide	912	+1,32
CFP (Perrin)	224	-1,35
Eramet	165	-3,62
Gasagone	475	-7,80
Mettler	25	-7,80
Pechiney Act. Ord. A	180,10	-5,70
Rhodia	93	-3,94
Rochette (La)	18,05	-6,25
Unior	64	-4,04
Yellorex	230	-14,14
Grande Paroisse	200,50	-20,12
Oxyg. Est-Orient	2734	-23,25

CONSTRUCTION

	13-11-98	DIFF.
Bouygues	1245	+5,59
Bouygues Offis.	166	-1,77
Ciments Français	309	-4,33
CMF	1225	-7,77
Effage	448,20	+1,62
Groupe GTM	671	+0,44
Imetec	1225	-7,77
Lafarge	572	-4,97
Lapeyre	452	-3,78
Saint-Gobain	805	-1,62
Vicat	325	-2,75

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	13-11-98	DIFF.
Alcatel	592	-3,73
Alstom	145	-2,54
Bulle	49,30	-5,19
Carbone Lorrain	320,70	-1,56
CS Signaux (CSE)	435	-7,42
Dassault Aviation	1760	-4,48
De Dietrich	307,50	-3,94
Diehl-Lille	390	-3,90
France Telecom	1620	-7,69
Imetec	1469	-1,04
Leprand	255,50	-1,38
Legris Indust.	3490	-0,82
Schneider SA	314,10	-7,85
SFIM	486	-1,45
Sidel	199,40	-1,45
Thomson-CSF	1330	-3,68
Zollux (excl. divid.)	1330	-3,68
STMicroelectronics	394	-10,05
Algeco	4	-6,83
CMIM (Caf.)	225,20	-2,25
Confidor	104	-3,20
Emrelec CB	229,90	-3,25
GPI Industries	670	-5,39
Lapeyre	34,85	-2,58
Manitex	130,50	-2,69
Mecarim	442,10	-1,75
Radial	1100	-5,77
Labinal	1560	-13,40
Michelin	220,40	-13,40

LA SEMAINE BOURSIERE

LA SEMAINE BOURSIERE, écourtée par le jour férié du 11 novembre, n'a pas été très animée. Durant les quatre séances, à peine 10 milliards de francs ont changé de mains globalement, contre des moyennes de 15 à 17 milliards de francs en juin et juillet. Les investisseurs anglo-saxons, qui pointent vers les marchés français, n'interviennent plus massivement, et les investisseurs nationaux tentent de conserver les gains acquis après avoir été échaudés par la chute du marché à la fin de l'été.

L'indice CAC 40 s'est donc replié dans le calme, abandonnant 0,74 % en une semaine, à 3562,23 points. La seule valeur animée a été France Télécom, dont une tranche supplémentaire du capital (entre 5 % et 7 % des titres) devrait être offerte au marché à la fin du mois. Jeudi 12 novembre, le titre a gagné 5,21 %, avec 2,6 millions de titres échangés. Cette hausse a expliqué à elle seule le gain de 0,44 % du CAC 40 enregistré lors de la séance. Les géants français redoutent de ne pas obtenir autant de titres qu'ils le désirent et deviennent donc l'offre en achetant sur le marché.

Même les situations spéculatives laissent les

investisseurs de marbre.

Vendredi, le Conseil des marchés financiers (CMF) a rendu un avis rejetant l'action de concert entre Bouygues et Bolloré. Cette nouvelle relance la question du contrôle du groupe de BTP français. Mais elle n'a été saluée que par une timide hausse de l'action Bouygues (+2,1 %) et de Bolloré (+1,8 %).

Au Moyen-Orient, le président irakien défie une nouvelle fois la puissance militaire américaine. Mais cela ne suffit pas à ranimer le cours du baril de pétrole ni celui des valeurs pétrolières françaises. L'action Total n'a gagné que 4,9 % et celle d'Elf Aquitaine que 3,7 % sur la semaine. Les investisseurs restent méfiants à l'égard du secteur après les annonces de suppression de postes chez les géants anglo-américains Royal-Dutch Shell et américain Texaco.

La Seita, le fabricant de cigarettes français, a également annoncé la suppression de 500 emplois dans le cadre de son plan de restructuration baptisé « Performance 2001 ». Les investisseurs ont fait preuve de retenue, et l'action n'a gagné que 1,8 % sur la semaine.

Mardi, le ministère de l'économie et des finances et celui de la défense ont annoncé l'apport de la participation de 46 % détenue par l'Etat dans Dassault Aviation au constructeur Aerospatiale. Dassault Systèmes, éditeur de logiciels de conception assistée par ordinateur et

flouon du groupe Dassault, a été tenu à l'écart de la transaction.

En dédommagement, les actionnaires de Dassault Aviation recevront une action de Dassault Participation (qui reprendra les 34,5 % de Dassault Systèmes). L'opération est délicate, car la capitalisation boursière de Dassault Systèmes est supérieure à celle de Dassault Aviation (23 milliards contre 18,5 milliards de francs), alors que son chiffre d'affaires est sept fois plus faible. Résultat, le cours de Dassault Systèmes a baissé de 6,4 % sur la semaine. Prudents, les investisseurs s'écarteront de toutes les valeurs qui ne présentent pas de perspectives de croissance solides. Anticipant le ralentissement du marché automobile, les opérateurs ont massivement vendu leurs actions Michelin (-13 % en une semaine). Et les titres Moulinex ont abandonné 9,7 % après la publication d'une baisse des ventes au premier semestre et le retrait de l'investisseur américain George Soros du capital. La fin de l'année approchant, les gérants commencent le nettoyage de leurs portefeuilles. Car, à l'heure des bilans, ils devront rendre des comptes et justifier chacun leur politique d'investissement. Autant, dans ce contexte, se placer sur des valeurs dont la visibilité est relativement bonne.

Enguérard Renault

DISTRIBUTION

	13-11-98	DIFF.
Bazar Hov. Ville	689	+5,58
Carrefour	3862	-1,09
Club Méditerranée	350	-2,86
Dassault Systèmes	205,10	-9,44
Euro Disney	8,35	-1,15
Europe 1	1977	-2,66
Euromarket	7,30	-2,66
Gaumont	340	-1,19
Groupe Partouche	450	-1,19
Havas Advertising	957	-7,23
Ingram	342	-2,25
Ingenico	143,50	-5,29
Norbert Denores	119	-1,98
NRJ	1007	-6,79
Publicis	1058	-1,13
Publicis	990	-2,57
Rocheleuse Com.	600	-5,51
S.L.T.A.	1352	-4,78
Sodexho Alliance	999	-0,10
Sodexho	171	-10,54
Spir Communica.	353	-3,99
Suez Lyonnais Eau	1070	-1,98
Technip	560	-6,23
Vivendi	1208	-1,78
Louvre	396	-1,14
Asystem	136	-5,42
CEG	118	-1,81
Dauphin O.T.A.	451	-6,23
Finlido	1040	-1,40
Franklin	446	-5,81
GEODIS	374	-2,34
Groupe J.C. Darnon	415	-10,75

AUTRES SERVICES

	13-11-98	DIFF.
Accor	1150	-6,88
Altran Techno.	118	-2,50
Atos	1120	-2,50

LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 6 novembre

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	------------	------	-------------	----------------

ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 25,17 %, sur 5 ans : 77,14 %

Cardif Actions Opportunités	BOE FIN	1	46,11	—	—	192,70
Cardif Actions Opportunités	BIMF	2	37,68	—	—	9997,99
Cardif Actions Opportunités	SANPAOLO	3	36,58	21	94,01	602,86
Cardif Actions Opportunités	SANPAOLO	4	36,59	20	94,09	600,17
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	5	36,51	—	—	2757,25
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	6	36,51	—	—	127,76
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	7	36,51	—	—	2517,58
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	8	36,51	—	—	2229,47
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	9	36,51	—	—	1338,44
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	10	36,51	—	—	265,06
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	11	36,51	—	—	1151,11
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	12	36,51	—	—	148,53
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	13	36,51	—	—	1371,38
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	14	36,51	—	—	1402,64
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	15	36,51	—	—	1476,09
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	16	36,51	—	—	1461,63
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	17	36,51	—	—	231,77
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	18	36,51	—	—	192,06
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	19	36,51	—	—	81,50
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	20	36,51	—	—	6152,75
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	21	36,51	—	—	354,21
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	22	36,51	—	—	170,82
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	23	36,51	—	—	1336,34
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	24	36,51	—	—	272,30
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	25	36,51	—	—	105,47
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	26	36,51	—	—	1943,59
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	27	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	28	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	29	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	30	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	31	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	32	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	33	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	34	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	35	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	36	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	37	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	38	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	39	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	40	36,51	—	—	2090,92
Cardif Actions Opportunités	OPFALMO	41	36,51	—	—	2090,92

ACTIONS EUROPE

Performance moyenne sur 1 an : 17,36 %, sur 5 ans : 88,54 %

Renovance Europe	COMGEST	1	30,36	1	192,15	3151,29
Renovance Europe	COMGEST	2	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	3	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	4	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	5	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	6	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	7	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	8	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	9	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	10	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	11	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	12	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	13	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	14	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	15	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	16	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	17	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	18	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	19	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	20	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	21	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	22	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	23	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	24	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	25	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	26	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	27	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	28	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	29	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	30	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	31	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	32	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	33	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	34	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	35	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	36	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	37	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	38	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	39	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	40	30,36	1	192,15	267,88
Renovance Europe	COMGEST	41	30,36	1	192,15	267,88

ACTIONS AMERIQUE

Performance moyenne sur 1 an : 2,20 %, sur 5 ans : 84,67 %

Indosuez Amérique	GROUP CA	2	16,14	4	94,89	621,21
Phénix USA	ACF	3	75,19	1	139,31	10994,40
Sélection Actions	CCF	4	34,49	3	96,69	238,00
State Street Actions Etats-Uni	STATE ST	5	12,...	2	194,36	2753,33
CNP Assur-Amérique	CNP ASSU	18	1,51	—	—	1279,99
Partner Aléa	LA MONDI	19	40,96	11	87,39	21558
Newsweek Monde	BFT	20	11,61	9	61,34	1185,91
State Street Amérique Latine	STATE ST	21	35,03	—	—	784,14
CIC Amérique Latine	BIG CC	22	43,64	—	—	7103,33

L'incertitude budgétaire en Europe entrave la détente monétaire

Les opérateurs de marché s'intéressent de près au débat européen sur le « policy mix ». Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, n'a pas exclu une baisse des taux d'intérêt en Allemagne

Les marchés internationaux de taux d'intérêt et de change ont fait preuve d'une grande stabilité cette semaine. Le dollar n'a guère varié face aux devises européennes, évoluant entre 5,61 et 5,68 francs. De son côté, le rendement

de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans a continué à osciller autour de 4,30 %. En Europe, les opérateurs se sont avant tout intéressés au débat sur le « policy mix », c'est-à-dire sur le dosage entre politiques

budgétaire et monétaire. Les déclarations en provenance de Rome et de Bonn ont relancé l'hypothèse d'une relance budgétaire destinée à stimuler la croissance économique sur le Vieux Continent. Le ministre français de

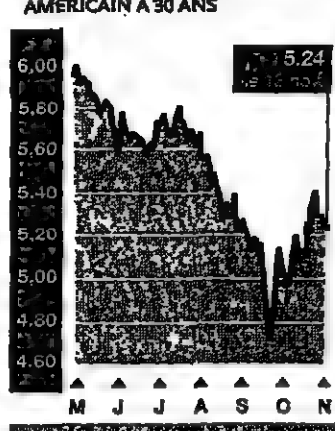
l'économie a, au contraire, insisté sur la nécessité de poursuivre la réduction des déficits publics. Les propos ambigus du président de la Bundesbank sur une éventuelle baisse des taux en Allemagne ont entretenu la confusion.

AVEC le lancement de l'euro, un nouveau terme économique anglo-saxon va faire son entrée dans le langage courant : celui de *policy mix*, qui définit le dosage des politiques budgétaire et monétaire dans le cadre de la stratégie macroéconomique générale. Déjà, dirigeants politiques et banquiers centraux européens ne cessent de s'exprimer à son sujet, chacun donnant son analyse du *policy mix* actuel et faisant part de ses recommandations sur son évolution souhaitable. La politique budgétaire doit-elle devenir moins rigoureuse au cours des prochains mois ? Les conditions monétaires peuvent-elles être assouplies ? Les opérateurs des marchés financiers s'efforcent aujourd'hui de répondre à ces deux questions. Non sans difficultés, tant les signaux envoyés apparaissent contradictoires.

Dans un discours prononcé, mercredi 11 novembre, à Londres, à l'occasion du 15^e anniversaire du Centre for Economic Policy Research (CEPR), le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a estimé que « la question est de savoir si nous devons adopter le dosage politique budgétaire et monétaire restrictif pratiqué par le tandem Reagan/Volcker, ou le dosage inverse, qui a été choisi par le tandem Clinton/Greenspan. Le dosage de politiques le mieux adapté à l'Euro

Un équilibre précaire

TAUX DE L'EMPRUNT D'ÉTAT AMÉRICAIN À 30 ANS



Les investisseurs attendent la décision du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, qui se réunira mardi 17 novembre.

Europe d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de la seconde que de la première de ces expériences. Poursuivant son exposé sur la doctrine économique de ce qu'il appelle « la nouvelle gauche européenne », M. Strauss-Kahn a rappelé que « personne n'a jamais réussi à démontrer que redistribuer les richesses par le biais de l'inflation ou de l'augmentation de la dette publique permet de se rapprocher de l'objectif de la justice

sociale. Je ne vois absolument pas pourquoi la gauche devrait associer son nom à des politiques qui vont à l'encontre de la justice sociale et qui favorisent les comportements de rentier. C'est pourquoi il est paradoxal que les journalistes persistent à douter de la sincérité de notre engagement ». Le doute persiste néanmoins : car si la France se pose aujourd'hui en gardienne de l'orthodoxie budgétaire — en théorie du moins, puisque, avec un déficit de 2,3 % prévu pour 1999, elle se situe parmi les plus mauvais élèves européens dans ce domaine —, le discours entendu à Rome et à Bonn diffère sensiblement. Dans un entretien accordé à l'*International Herald Tribune*, le chef du gouvernement italien, Massimo D'Alema, a estimé que l'Union européenne doit envisager de relâcher sa discipline budgétaire en lançant un programme d'investissements publics pour créer des emplois. « Si c'est nécessaire, l'Europe pourrait décider d'interdire le pacte de stabilité », a-t-il affirmé. « Nous allons vers une année 1999 très difficile. Il peut devenir nécessaire d'intervenir par des investissements publics pour stimuler la croissance ». Investissements pouvant, selon M. D'Alema, « être exclus du calcul des objectifs de déficits de Maastricht ». Plus surprenant encore, Heiner Flassbeck, secrétaire d'Etat allemand aux finances, s'est montré menaçant : « Si nous

ne sommes pas autorisés à utiliser l'arme monétaire, la conclusion logique est que nous devons avoir une nouvelle approche de notre politique budgétaire ».

Qui croire ? M. Strauss-Kahn, qui réaffirme sa volonté de réduire les déficits publics, ou

la confusion est grande. Et les déclarations du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, n'ont pas permis aux opérateurs d'y voir plus clair. Tout en se réjouissant du fait que la zone euro se soit révélée être un « havre de sécurité » pour les investisseurs

Regain d'inquiétude sur le yuan chinois

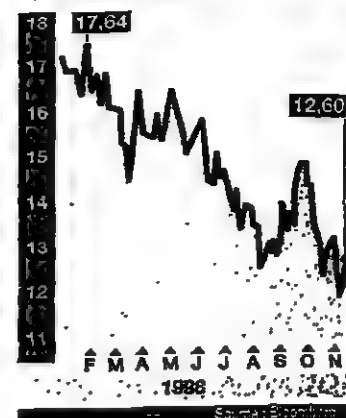
Si les craintes d'une crise financière se sont éloignées pour le Brésil, avec la mise en place, vendredi 13 novembre, d'un plan d'aide international, elles se sont en revanche renforcées pour la Chine, où les statistiques ont refait une nette détérioration de la situation économique. Le Conseil national d'information a révisé en baisse son objectif de croissance sur l'année, à 7,6 % (au lieu de 8 %). Surtout, les exportations ont fortement reculé en octobre (-17,3 % sur un an). Cette dégradation économique se double d'une crise financière. Sur les 30 milliards de dollars d'excédent commercial dégagé sur les neuf premiers mois de l'année, 28 milliards se sont évaporés dans la nature, conduisant le gouvernement à prendre des mesures pour renforcer le contrôle des changes et éviter l'évasion des capitaux. Ce contexte difficile relance le scénario, maintes fois évoqué, d'une dévaluation du yuan au début de 1999, avec le risque de replonger la région dans la tourmente financière.

MM. D'Alema et Flassbeck, visiblement prêts à prendre leurs distances avec le pacte de stabilité budgétaire ? De la même façon, qui écouter en matière de prévisions de croissance ? Bercy, qui continue d'afficher son optimisme et maintient sa prévision d'une croissance de 2,7 % pour 1999, ou le gouvernement allemand, qui vient de réviser en forte baisse, de 2,9 % à 2 %, son objectif de progression du PIB ?

dans un contexte de dégradation de l'économie mondiale, il a souligné que « les dangers venant de l'extérieur ont nettement augmenté. Nous ne vivons pas sur une île des bienheureux. Nous le savons à la Bundesbank comme à la Banque centrale européenne ». « Nous étudions bien sûr à chacune de nos réunions si nos taux sont adaptés et évaluons aussi les marges de manœuvre éventuelles pour une baisse de taux », a-t-il ajouté, laissant ainsi entendre que la Bundesbank réfléchit sérieusement à assouplir sa politique monétaire. Mais M. Tietmeyer, plus en harmonie avec sa

MATIÈRES PREMIÈRES

Le pétrole réagit peu
COURS DU BARIL DE PÉTROLE EN DOLLARS, QUALITÉ BRENT DE MER DU NORD



LES TENSIONS dans le Golfe et la perspective d'un raid aérien américain sur l'Irak n'ont pas provoqué de remous sur les marchés pétroliers. Le baril s'est légèrement raffermi, en fin de semaine, mais cette hausse n'a rien à voir avec la flambée de 1990, au plus fort de la crise. A l'époque, suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, le brut avait bondi de 15 à 40 dollars. Les années suivantes, chaque mouvement de troupes de Saddam Hussein ou chaque manœuvre de porte-avions américains avait des répercussions immédiates sur les marchés. La réaction, jusqu'à présent, a été très mitigée.

La séance du vendredi 13 novembre à Londres en est l'illustration. Après une nette hausse en matinée, les cours du brut, qualité de référence de la mer du Nord, retombaient faiblement vendredi à la mi-journée, alors que les tensions demeuraient. Le baril s'échangeait à 12,53 dollars, contre 12,63 dollars à l'ouverture et 12,41 dollars en clôture de la veille. En matinée, une vague de rachats d'opérateurs souhaitant couvrir leurs positions avant le week-end avait fait nettement monter les cours, dans un marché sceptique face à l'éventualité de frappes contre l'Irak. Cependant, les anticipations vont jusqu'à une progression de 1 dollar des prix du baril en cas d'attaque américaine.

Au même moment, Eric Falt, porte-parole de l'ONU à Bagdad, affirmait que les exportations pétrolières de l'Irak se poursuivraient normalement. Un million de barils avaient été exportés jeudi par l'oléoduc transarabique, et une quantité légèrement inférieure par le terminal de Mina Al-Bakr, sur le Golfe. Ce niveau est analogue à celui des trois derniers mois.

Ces tensions pour l'instant n'ont pas d'impact sur les prix, pourtant très déprimés, dans un marché marqué par une abondance de l'offre et par un tassement de la demande en raison de la crise asiatique. Lundi 9 novembre, dans son rapport mensuel, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a révisé en baisse de 0,2 million de barils/jour (mbj) ses prévisions sur la demande pétrolière mondiale en 1998 et de 0,4 mbj celles pour 1999. La demande pétrolière mondiale n'augmenterait plus que de 0,6 mbj en 1998, à 74,3 mbj, et passerait à 75,6 mbj en 1999.

Marché international des capitaux : la chance de l'euro

L'ARRIVÉE de l'euro devrait conduire bon nombre d'emprunteurs à augmenter la taille de leurs émissions. Comme tout un pan de notre continent disposera de la même monnaie, il ne sera plus la peine de morceler les appels au marché. Par le biais d'une seule opération, libellée en euros, on s'adressera aux investisseurs de onze pays. Aujourd'hui, en plus des devises nationales, il existe une unité de compte, l'écu, qui va disparaître sous peu, mais qui est encore utilisée. Tout cela pousse à multiplier le nombre des transactions et, par la force des choses, à limiter leur montant.

Ainsi, on dit actuellement qu'un emprunt est grand lorsqu'il atteint 3 à 3,5 milliards de francs, 1 milliard de marks ou 500 millions d'écus. Les spécialistes prévoient que, l'année prochaine, il faudra au moins le double pour qu'une affaire soit liquide, qu'elle puisse se négocier aisément. Ce souci de liquidité, primordial pour les opérateurs professionnels, est renforcé par la tendance, de plus en plus prononcée, à gérer l'épargne de façon collective.

Une des conséquences de cette évolution pourrait être d'accroître la dépendance des emprunteurs à l'égard des quelques banques capables de diriger d'énormes emprunts. Parmi elles figurent plusieurs établissements financiers américains qui, ces dernières années, ont fait des percées spectaculaires en Europe. Aux Etats-Unis, ces mêmes banques ont une position dominante que leurs homologues européennes ne parviennent pas à entamer et, sur

le marché international des titres en dollars, où la concurrence joue davantage, leur influence est déterminante.

La question prend d'autant plus d'importance que, depuis la crise financière de septembre, les banques chargées de diriger des emprunts contrôlaient plus étroitement qu'autrefois le déroulement de leurs affaires. C'est le meilleur moyen d'être sûr du résultat, à condition d'avoir pris la précaution de consulter les investisseurs. Les nouvelles émissions sont d'habitude placées par l'intermédiaire du groupe d'établissements financiers. Naguère, le chef de file confiait à ses partenaires le soin de distribuer une bonne partie de l'emprunt. A présent, il se charge de l'essentiel du travail et réduit la participation des autres banques à la portion congrue.

En réaction à cette sorte de mainmise sur le marché par une poignée d'établissements financiers très puissants, les emprunteurs professionnels ont cherché à diversifier leurs sources de financement, mais également à s'emanciper en ouvrant un peu le cercle étroit des banques qui leur servent d'intermédiaires.

L'exemple de la Finlande est parlant. Ce pays combine les deux tactiques. La crise boursière l'a empêché de disposer des revenus qu'il entendait obtenir en privatisant des entreprises. Il lui faut s'endetter. Il vient de lever 1 milliard de marks pour une durée de cinq ans par l'intermédiaire d'ABN Amro (une banque d'origine néerlandaise) et de Deutsche Bank. Il s'apprête

à émettre une nouvelle opération d'une même durée, en écus (qui sera remboursée en euros), par l'intermédiaire de HSBC (Hong Kong et Shanghai Bank) et de Merrill Lynch, une des principales maisons américaines.

De même, l'Italie a associé deux établissements, l'américain JP Morgan et Paribas, qui, vendredi, ont ensemble offert, pour 1 milliard de dollars, des obligations qui viendront à échéance dans cinq ans également.

Pour ce qui est des entreprises industrielles et commerciales, un développement comparable commence à se faire jour. On se préoccupe beaucoup à cet égard de l'attitude des principaux groupes américains. La plupart d'entre eux contractent le gros de leurs emprunts sur leur propre marché national. La perspective de l'euro pourrait les inciter à revoir leur politique, et donc à s'approvisionner largement sur le marché commun européen. Un de ces émetteurs américains a déjà fait savoir qu'en 1999 il libellera en euros la moitié du volume de ses emprunts. On ne saurait extrapoler, mais les établissements financiers européens voient venir leur chance. La monnaie commune devrait leur permettre de jouer un rôle plus important sur le plan international, ne serait-ce que parce que les émetteurs américains songent, non seulement à diversifier leurs sources de financement, mais également à s'emanciper en ouvrant un peu le cercle étroit des banques qui leur servent d'intermédiaires.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Dominique Gallois

La reprise s'essouffle sur les places boursières

APRÈS un redressement spectaculaire et un peu inspiré qui leur a permis de regagner entre 15 % et 25 % en un mois, les places boursières occidentales ont éprouvé le besoin de souffler cette semaine. Une pause jugée assez logique par les analystes, compte tenu des craintes toujours fortes d'un ralentissement sensible de la croissance en 1999 et de la prudence des investisseurs face au risque grandissant d'une escalade militaire dans le Golfe et de frappes aériennes américaines contre l'Irak.

D'un vendredi à l'autre, Paris, Londres, Francfort et New York auront perdu entre 0,7 % et 3 %. Seule exception, la Bourse de Tokyo a gagné 1,04 % sur la semaine, profitant de l'annonce vendredi d'un nouveau plan de relance budgétaire et de la mise en place par la Banque du Japon d'un « nouveau système de refinancement ».

Passé l'euphorie de la reprise après la grande peur de l'été, les opérateurs s'interrogent à nouveau sur les conséquences économiques de la propagation de la crise financière partie d'Asie il y a plus d'un an vers la Russie, l'Amérique latine et finalement les marchés occidentaux. Les prévisions des instituts de conjoncture sur la croissance continuent à être régulièrement révisées à la baisse. Si la crainte d'une déflation mondiale ou d'un effondrement du système financier a disparu, le ralentissement de l'activité économique l'an prochain semble un fait acquis. Reste à en connaître l'ampleur et ses conséquences sur la rentabilité des entreprises, et donc sur la tenue des marchés d'actions.

La banque américaine Goldman Sachs estime que, si le plus dur est sans doute passé, l'environnement économique mondial reste difficile, particulièrement dans les pays

émergents, privés de toute source de financement. Goldman Sachs, dont la prévision de croissance pour 1999 des pays de l'OCDE s'établissait, en juillet, à 2,2 %, a ramené sa prévision à 1,6 %, dont 2 % pour les Etats-Unis et l'Union européenne... à condition que le mouvement de baisse des taux se poursuive. Une autre grande banque américaine, Merrill Lynch, a établi un scénario proche. Elle estime que la progression du PIB français sera de 2,9 % en 1998 et de 2,1 % en 1999. Dans ces conditions, la Banque centrale européenne devrait baisser ses taux au premier semestre de l'année prochaine afin d'éviter un ralentissement trop brutal de l'activité sur le Vieux Continent. Enfin, outre-Atlantique, l'Association nationale américaine des économistes d'affaires a révisé très légèrement à la baisse son estimation de croissance du PIB américain pour 1999 à 2,1 %,

contre 2,2 % précédemment. Une autre explication à la prudence des investisseurs cette semaine tient au fait que les négociations entre le Brésil et le Fonds monétaire international (FMI) sur un plan d'aide internationale ont traîné en longueur. Lors des quatre premières séances de la semaine, les Bourses d'Amérique latine ont abandonné entre 6 % et 9 % avant de rebondir nettement vendredi après l'annonce d'une aide de 42 milliards de dollars (235 milliards de francs) au Brésil sur trois ans.

WALL STREET SANS CONVICTION

Enfin, le marché boursier directeur, Wall Street, manque clairement de conviction. « Les opérateurs commencent à croire que la Réserve fédérale (Fed) ne va pas baisser à nouveau ses taux. Les gains enregistrés depuis le 8 octobre laissent la Bourse exposée aux déceptions et

les courtiers prennent leurs profits », explique Hildgard Zagorik de Prudential Securities. L'annonce, vendredi, d'une augmentation surprise de 1 % des ventes au détail aux Etats-Unis en octobre renforce la thèse d'un statu quo de la Fed, dont le comité de politique monétaire se réunira le 17 novembre. La banque centrale américaine a déjà baissé ses taux directeurs le 29 septembre et le 15 octobre. « La progression du Dow Jones, depuis les profondeurs de 7 400 points affichés début octobre, est spectaculaire, il est normal que la Bourse marque une pause », ajoute l'analyste de Prudential Securities.

Le sentiment est similaire à Paris, dont les volumes de transactions faibles soulignent l'attente des opérateurs. Le lancement d'une deuxième vague de la privatisation partielle de France Télécom, qui sollicite la marché à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de

francs, y est aussi sans doute pour quelque chose. « Nous sommes entrés dans une période de consolidation », souligne Jacques-Antoine Bretteil, d'International Capital Gestion. Pierre Vignaud, chez EIFB, est plus pessimiste et s'attend que la consolidation se poursuive au-delà de 1998. Les opérateurs « manquent d'entrain et restent prudents », litique Gérard Augustin Normand, président de Richelieu Finances. « Toutes les bonnes nouvelles récentes sont dans les cours : hausse du dollar, baisse des taux, opérations financières ».

Le marché attend maintenant des nouvelles favorables venant des entreprises, ou la concrétisation de rumeurs de rapprochement et d'opérations financières, concernant notamment le secteur de la chimie, de la banque et de la pharmacie.

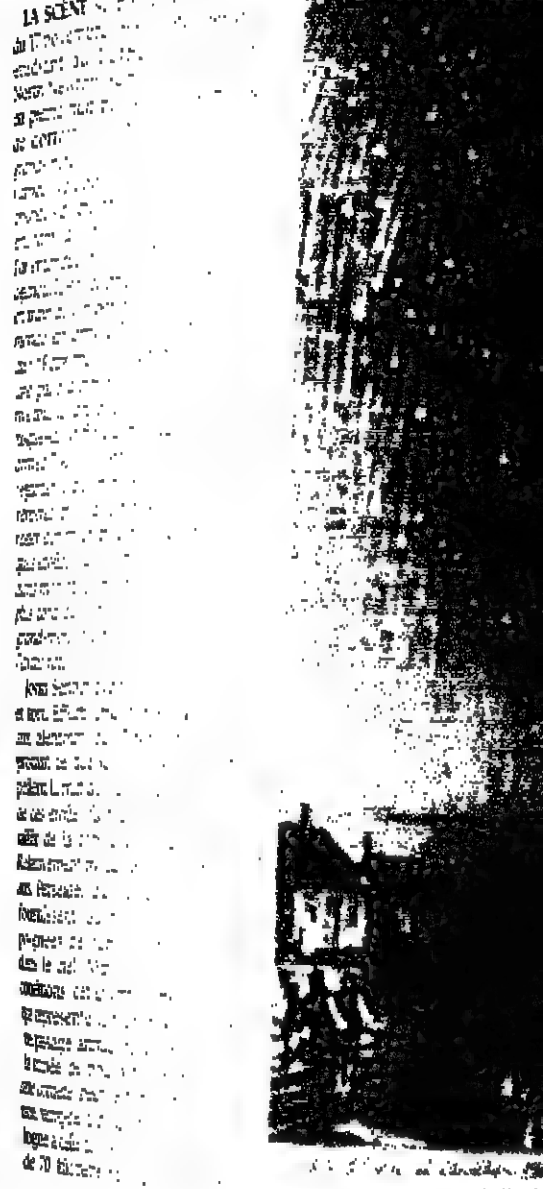
Eric Leser

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↑ + 1,04%	↓ - 0,62%	↓ - 0,74%	↓ - 0,51%	↓ - 3,45%
14 258,21 points	8 919,59 points	3 562,23 points	5 463,20 points	4 843,80 points

SCIENCES Au cours de la nuit du 14 au 15 novembre, la Terre a été envahie par un nuage de poussière cosmique, qui pourrait se traduire par une

La Terre s'apprête

Dans la nuit du 14 au 15 novembre, la Terre a été envahie par un nuage de poussière cosmique, qui pourrait se traduire par une



Gros travail aux Etats

DANS LA NUIT du 14 au 15 novembre, la Terre a été envahie par un nuage de poussière cosmique, qui pourrait se traduire par une

Pour se protéger

Le marché attend maintenant des nouvelles favorables venant des entreprises, ou la concrétisation de rumeurs de rapprochement et d'opérations financières, concernant notamment le secteur de la chimie, de la banque et de la pharmacie.

ملأنا من الإمل

SCIENCES Au cours de la nuit du 17 au 18 novembre, la Terre va s'approcher d'un nuage de particules laissées dans l'espace par une comète, ce qui pourrait se traduire par une g-

gantesque pluie d'étoiles filantes appelées les **Léonides**. Les calculs théoriques prévoient que le phénomène connaîtra son maximum au-dessus du nord-est de la Chine, mais

les modèles des scientifiques manquent de précision pour que l'on puisse affirmer à 100 % que la tempête attendue sera au rendez-vous. Les **Léonides** de 1833 et de 1966

ont été les plus spectaculaires de l'ère moderne puisqu'on estime que plusieurs dizaines de milliers d'étoiles filantes ont été vues en quelques heures. Pour protéger les satel-

lites, qui courent le risque non négligeable d'être endommagés, les opérateurs les repositionnent de façon qu'ils présentent le moins de surface possible à cette pluie de poussières.

La Terre s'apprête à affronter les débris de la comète Tempel-Tuttle

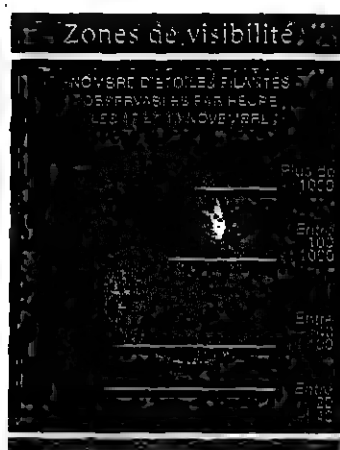
Dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 novembre, notre planète va traverser un nuage de particules laissées dans l'espace par un astre périodique. Habituellement modeste, cette pluie d'étoiles filantes, appelées Léonides, a de bonnes chances de se transformer cette année en déluge

LA SCÈNE se passe dans la nuit du 17 novembre 1966. John Semmer, étudiant au Bethel College de North Newton (Kansas), est réveillé en pleine nuit par son responsable de dortoir. « Il m'a dit que ma grand-mère, une mennonite conservatrice, voulait me parler au téléphone. J'ai craint quelque catastrophe familiale, mais, au lieu de cela, je l'ai entendue me dire : "Mon garçon, agenouille-toi et prie. Les étoiles sont en train de tomber du ciel et la fin du monde est arrivée." Je lui ai répondu : "Retourne te coucher, c'est juste une pluie d'étoiles filantes. Cela arrive tous les ans à la même époque et, jusque-là, la fin du monde n'est pas arrivée." Je suis sorti du dortoir pour regarder le ciel, mais il y avait des réverbères et il faisait trop froid pour rester dehors en pyjama, j'ai vu quelques étoiles filantes et je suis retourné dans mon lit. Ce n'est que des années plus tard que j'ai réalisé ce que ma grand-mère avait vu et ce que moi j'avais raté. »

John Semmer avait à la fois raison et tort. Effectivement, tous les ans, aux alentours du 17 novembre, se produit ce que les astronomes appellent la nuit des Léonides, du nom de ces étoiles filantes qui semblent jaillir de la constellation du Lion. Relativement modestes par rapport aux Perséides d'août, les Léonides fournissent, au mieux, quelques poignées de zébrures brillantes dans le ciel. Mais, sous certaines conditions, cet essaim de météores, qui représente la traduction visible du passage annuel de la Terre dans la traînée de poussières laissée par une comète, peut se transformer en une tempête d'étoiles filantes analogue à celle de 1966. Lancées à plus de 70 kilomètres par seconde, des



La pluie d'étoiles filantes de 1833, telle que l'a représentée une gravure réalisée cinquante ans plus tard.



centaines de milliers de particules s'étaient alors consumées dans l'atmosphère de notre planète, en une fontaine de flammèches et d'éclairs quasi ininterrompue.

L'astre voyageur auquel les Léonides sont associées répond au doux nom de comète 55P/Tempel-Tuttle, en hommage à ses deux découvreurs, Ernst Tempel et Horace Tuttle. Le premier la détecta le 19 décembre 1865, le second quelques jours plus tard, le 6 janvier 1866. Cette même année, l'italien Giovanni Schiaparelli démontrait que l'orbite de cette nouvelle comète était quasiment identique à celle qu'occupent les particules provoquant l'essaim des Léonides, dont l'existence est pour la première fois rapportée par des astronomes chinois en l'an 902. Les grosses tempêtes de météores se produisent généralement tous les trente-trois ans, au moment du passage près du Soleil de 55P/Tempel-Tuttle, qui véhicule et éjecte autour d'elle une

grande quantité de matière, allant de la poussière au caillou. Une sorte de ruban composé de myriades de particules accompagne donc sa trajectoire elliptique dans le vide interplanétaire.

Lorsque ces particules sont « fraîches », c'est-à-dire regroupées et non dispersées sous l'action gravitationnelle des astres environnants, le passage de notre planète près de ce ruban de 35 000 kilomètres de large donne lieu aux plus belles nuits des Léonides. Or 55P/Tempel-Tuttle est passée dans les parages de la Terre début mars. C'est pourquoi les astronomes espèrent une tempête de météores pour la nuit du mardi 17 au mercredi 18 novembre. « Espèrent » et non « attendent » car science aime la prudence. Même si l'on connaît assez bien la trajectoire de la comète-mère, les prévisions quant à l'intensité des Léonides doivent se lire avec beaucoup de précautions. Dans le passé, les pics calculés pour 1899 et 1933 n'ont en effet pas été observés.

HORAIRE IMPRÉCIS

A priori, l'édition 1998 devrait être surtout visible en Extrême-Orient, spectaculaire mais pas historique. Quand la Terre traversera le plan orbital de 55P/Tempel-Tuttle - 20 heures (heure de Paris) -, le nord-est de la Chine, la Sibérie orientale, les deux Corées et le Japon seront aux premières loges, alors qu'en Europe la constellation du Lion ne sera pas encore levée. En revanche, et toujours a priori, notre continent et l'Afrique du Nord seront les mieux placés pour la nuit du 17 au 18 novembre 1998. Mais l'expérience prouve que l'« horloge interne » des Léonides est rarement réglée sur cette heure théorique. Ainsi, en 1965, une pluie d'étoiles filantes fut visible en Australie et à Hawaï treize heures avant que la Terre ne s'approche du ruban poussiéreux. Autre exemple, en 1969, une bouffée inattendue se produisit quatre heures après l'heure prévue.

Pour Donald Yeomans, chercheur au Jet Propulsion Laboratory de la NASA, ces contre-exemples et les pétards mouillés de 1899 et de 1933 indiquent que « la distribution des particules entourant la comète est loin d'être uniforme en densité ». Un autre facteur risque, cette année, de limiter l'intensité du phénomène : la Terre devrait passer à environ 1,2 million de kilomètres de l'orbite de 55P/Tempel-Tuttle. Minimale à l'échelle astronomique, cette distance est tout de même trois fois supérieure à l'écart enregistré en 1966.

Deux équipes, l'une américaine et l'autre britannique, ont simulé sur ordinateur la dispersion des particules éjectées lors des visites antérieures de la comète. Elles ont véri-

fié que leurs modèles coïncidaient avec les observations terrestres du passé et sont parvenues à des résultats... diamétralement opposés. Pour la première, les trois prochaines éditions des Léonides seront fortes. Pour la seconde, « peu de choses seront vues ».

Cumulées, toutes ces incertitudes mènent à une conclusion de bon sens. Etant donné l'imprécision de l'heure prévue, il faut toujours tenter sa chance, même si l'on n'habite pas dans la zone soi-disant propice. Rien n'empêche les astronomes amateurs européens, de 1 heure du matin jusqu'à l'aube, de lever les yeux au ciel. Au pire, ils comptabil-

Observation en direct à bord de Mir

Guennadi Padalka et Sergueï Avdelev seront aux premières loges pour assister, depuis la station Mir, à la pluie de météores des Léonides. A en croire Viktor Blagov, vice-directeur du Centre de contrôle des vols spatiaux russes, les deux hommes ne risquent pas grand-chose. « Mir a déjà traversé [sans dommage] de multiples nuages de météorites », mais le danger cette fois « est un peu plus grand que d'habitude », concède Viktor Blagov.

Pour minimiser les risques, les Russes feront donc comme tout le monde en orientant la station de telle façon qu'elle présente à la pluie de particules la surface la plus petite possible. De toute façon, pendant la période critique, les deux cosmonautes seront prêts à se réfugier dans la capsule de retour, Soyouz, accrochée à la station. Si tout va bien, ils observeront le phénomène pour lequel ils ont installé, au cours d'une sortie dans l'espace de cinq heures, une sorte de couverture d'origine française destinée à étudier les effets de cette averse cosmique.

liseront quelques dizaines d'étoiles filantes par heure. Mais ils ne violeront pas une des règles d'or de l'astronomie qui stipule que seuls ceux qui ne mettent pas le nez dehors ne voient rien... D'autant plus que, après l'an 2000, de telles conditions ne sont pas près de se représenter. En 2029, le passage de 55P/Tempel-Tuttle dans le voisinage de la planète géante Jupiter perturbera l'orbite de la comète et il faudra probablement attendre 2098, voire 2131, pour retrouver, sur Terre, une belle pluie des Léonides. A condition qu'il fasse beau.

Pierre Barthélémy

Grosse frayeur, aux Etats-Unis, sous les Léonides de 1833

DANS LA NUIT claire du 12 au 13 novembre 1833, le continent nord-américain essuya le feu céleste. Quelques décennies plus tard, l'écrivain scientifique britannique Agnes Clerke décrit ainsi la plus belle pluie des Léonides de l'histoire moderne. Un phénomène aussi extraordinaire qu'impressionnant. « Une tempête d'étoiles filantes éclata sur la Terre... Le ciel était marqué dans toutes les directions de traces brillantes et illuminé par de majestueux bolides. A Boston, on estima que la fréquence des météores équivalait à la moitié des flocons tombant lors d'une tempête de neige. Leur nombre était... bien supérieur à ce que l'on pouvait compter ; mais, quand le phénomène s'affaiblit, on tenta un comptage, à partir duquel il fut calculé (...) que 240 000 étoiles filantes avaient dû être visibles. »

Moins scientifiques, des témoignages directs font état de scènes de panique, comme celui de ce planteur de Caroline du Sud. « Je fus soudain réveillé par les cris les plus angoissés qu'il m'ait jamais été donné d'entendre. Des cris d'horreur où des appels à la miséricorde étaient lancés par la plupart des Noirs qui travaillaient sur trois plantations, soit six à huit cents personnes. Alors

que, sans respirer, je tâchais sérieusement d'écouter la cause, j'entendis (...) une voix me suppliant de me lever et disant : "Oh, mon Dieu, le monde est en flammes !" J'ouvris la porte et il est difficile de dire ce qui m'émut le plus : le caractère terrible de la scène ou les cris de détresse des Noirs. (...) La scène était véritablement terrible, car jamais pluie n'était tombée aussi densément que ces météores vers la Terre ; à l'est, à l'ouest, au nord et au sud, c'était identique. »

LES PREMIÈRES RECHERCHES

Contrairement à ce que beaucoup craignirent, la fin du monde n'arriva pas ce jour-là, ni le lendemain ni le dimanche suivant. Les historiens américains s'interrogèrent toujours pour savoir si ce phénomène exceptionnel contribua ou non au renouveau religieux qui toucha les Etats-Unis dans les années 1830.

L'événement eut aussi un côté positif puisqu'il suscita les premières véritables recherches scientifiques dans un domaine quasiment vierge. Peu évoquèrent l'idée de la comète. Deux professeurs de l'université Yale s'attachèrent sérieusement à la question.

Le premier, Denison Olmsted, réveillé par un ami dans la nuit du 12 au 13 novembre 1833, tira de ses observations des conclusions qui nous semblent évidentes aujourd'hui : les étoiles filantes venaient de l'espace, suivaient une trajectoire parallèle et se consumaient en entrant dans l'atmosphère. Il supposa que les météores faisaient partie d'un corps nébuleux tournant autour du Soleil et que la pluie à laquelle il avait assisté était due au passage de la Terre au sein de ce nuage. Supposition exacte à 100 %.

Dans les années 1860, un second professeur de Yale, Hubert Newton, s'intéressa aux Léonides et rechercha dans les chroniques astronomiques européennes, arabes et chinoises des temps passés des allusions à ce que l'on avait longtemps appelé les « météores de novembre ». Il ne trouva pas moins de treize mentions du phénomène, de 902 à 1833. A partir d'un calcul simple, Newton détermina une périodicité de 33,25 ans et prédit une grande nuit des Léonides pour novembre 1866. Prédiction elle aussi exacte.

P. B.

Pour se protéger, les satellites tournent le dos à l'averse cosmique

COURAGE, fuyons. Confrontés à l'imminence d'une pluie incontrôlable - et peut-être destructrice - de particules et de débris minuscules semés par la comète 55P/Tempel-Tuttle, les agences spatiales du monde entier et les propriétaires de satellites n'ont d'autre choix que de tourner le dos et de prier pour que leurs précieux engins sortent sains et saufs de ce mitraillage céleste. Pas facile d'échapper à cette averse de poussières dont les plus véloces frapperont l'atmosphère terrestre à plus de 70 kilomètres par seconde (250 000 km/h). Que l'on se rassure, la fin du monde n'est pas pour demain et la race humaine devrait survivre sans dommage, protégée qu'elle est par les hautes couches de l'atmosphère dans lesquelles ces débris se consumeront dans de spectaculaires gerbes d'éclatelles.

En revanche, la nuit sera chaude pour les équipes de contrôle des satellites en orbite qui, du fait de ces bombardements, pourraient avoir à faire face à quelques défaillances

de leurs très coûteux engins. Des milliards de dollars de matériel sont en jeu, qui vont des satellites de télécommunications et de télévision directe aux satellites d'observation, de météorologie, en passant par les plates-formes spatiales des militaires et les observatoires scientifiques.

UN GRAIN DE POUSSIÈRE FATAL

Mieux que d'autres, l'Agence spatiale européenne (ESA) a pu, en mars 1986, mesurer les effets de ces particules hypervéloces sur la structure d'un de ses engins. Alors que la sonde Giotto plongeait dans la tête gazeuse de la comète de Halley pour en étudier et en photographier le noyau, une poussière de la taille d'un grain de riz a percuté l'engin à 68 kilomètres par seconde. Le choc fut terrible. Equivalant à l'explosion d'une grenade. Giotto en fut tout ébranlée sans pour autant être détruite.

La sonde européenne survécut malgré tout. Mal en point. Elle put, grâce à la dextérité des équipes de

contrôle, patienter six ans pour saluer le passage d'une autre comète, Grigg-Skjellerup. En août 1993, l'ESA n'a pas eu cette chance. Un grain de poussière de la comète Swift-Tuttle a vraisemblablement eu raison du satellite de télécommunications européen Olympus quatre ans après son lancement. Bien qu'il fut resté intact après le choc, il fallut dépenser tant de carburant pour le maintenir à poste qu'il devint très vite inexploitable.

De même, la NASA a été, à de nombreuses reprises, confrontée aux dangers des débris en orbite. Ceux - plusieurs milliers - laissés par les véhicules de toutes les agences spatiales du monde et dont certains, comme ont pu le constater les astronautes de la navette Endeavour en janvier 1996, peuvent avoir la taille d'une Jeep. Ceux, d'origine cosmique ou non, qui martèlent les engins spatiaux et mitraillent les panneaux solaires assurant les besoins en énergie des satellites. Ceux, enfin, qui peuvent

perturber momentanément ou définitivement l'électronique de bord par des surcharges électriques.

Les craintes sont justifiées. En décembre 1993, à l'occasion de la première mission de maintenance du télescope spatial, les scientifiques et les ingénieurs ont pu constater que les panneaux de photovoltaïques de Hubble étaient couverts d'impacts. Sans verser dans une paranoïa de fin du monde, les responsables de programmes spatiaux opérationnels ont donc pris quelques précautions pour minimiser l'impact des averse de poussières de la comète 55P/Tempel-Tuttle.

Pendant la phase dangereuse, l'ESA a décidé de mettre hors tension ses satellites d'observation ERS-1 et ERS-2. Le satellite d'observation du Soleil SOHO, plus exposé, doit être équipé de façon à protéger ses équipements vitaux et à n'offrir qu'une faible surface à la pluie. Cette dernière mesure est à la fois la plus simple et la plus efficace. Les Américains ne s'y sont pas trompés, qui ont prévu de modifier,

par exemple, la position du télescope spatial Hubble afin qu'il tourne le dos aux météores et protège ainsi l'optique de son grand miroir.

UNE « TRAJECTOIRE » FAVORABLE

Le satellite scientifique ACE (Advanced Composition Explorer) pivotera de 20 degrés pour laisser passer l'orage tandis que le Rossi X-Ray Timing Explorer sera provisoirement « débranché ». Mais les satellites TDRS (Tracking and Data Relay Satellites), essentiels à la gestion des autres satellites, resteront en mode opérationnel pendant toute la durée de l'alerte. Les grands opérateurs qui sont Intelsat ou Eutelsat pour la mise à disposition de liaisons téléphoniques et de retransmission de programmes de télévision font de même. Ils ont décidé, quand cela était nécessaire, d'orienter leurs satellites pour les protéger. Mais pas question de couper les liaisons : continuité du service oblige.

« Nous croisons les doigts, re-

connaît Mary Chiu du Applied Physics Laboratory (Johns Hopkins University). Personne ne peut prédire ce qui arrivera. Certes le risque d'un dommage est faible, mais pas nul. Tout dépend de la taille de la particule et de l'endroit où elle frappe. » Une opinion que partage la plupart des experts en rappelant qu'en 1966 les Léonides ont bombardé la Terre au rythme d'un toutes les quatre secondes.

« Heureusement, précisent les spécialistes de l'ESA, la trajectoire des Léonides joue en faveur des satellites. En effet, les poussières viendront d'une direction qui se trouve quasiment à angle droit par rapport à celle du Soleil. » Situation qui fait que les panneaux solaires des satellites ne présenteront « qu'une surface limitée » aux météores. « Les chercheurs nous disent qu'il y a une chance sur cent d'être touché, il ne nous reste plus qu'à l'espérer », conclut, philosophe, un porte-parole de Telesat-Canada.

Jean-François Augereau

La Fiat Multipla, à nulle autre pareille

La nouvelle turinoise est pratique et extravagante

LE DAUPHIN, la cafetière, l'ornithoryque, le fer à repasser, Duffy Duck... La Fiat Multipla ne sera commercialisée qu'en janvier 1999 mais sa curieuse silhouette lui a déjà valu une pléiade de surnoms. Être comparé à un robot de cuisine ou à un vilain petit canard n'est pas très bon signe ? Pas si sûr. Par les temps qui courent, l'important n'est pas de plaire au plus grand nombre mais d'attirer l'attention. Et la Multipla a tout ce qu'il faut pour cela.

De loin, on dirait que la partie supérieure d'un modèle a été greffée sur la base d'un autre. Le pare-brise et le capot ne se rejoignent pas. Ils sont raccordés par un curieux bourrelet sur lequel on a installé deux petits phares ronds pour rehausser la singularité de l'ensemble. En fait, ce sont surtout les proportions de cette voiture qui surprennent. La Fiat est haute (1,70 mètre), assez compacte (3,99 mètres de longueur) et, proportionnellement, très large (1,87 mètre). Cet engin carré est coiffé d'un pavillon aux extrémités évasées « en sombrero » (dit Fiat). Les vitres bombées sont affleurantes et le hayon arrière, globuleux, est finalement

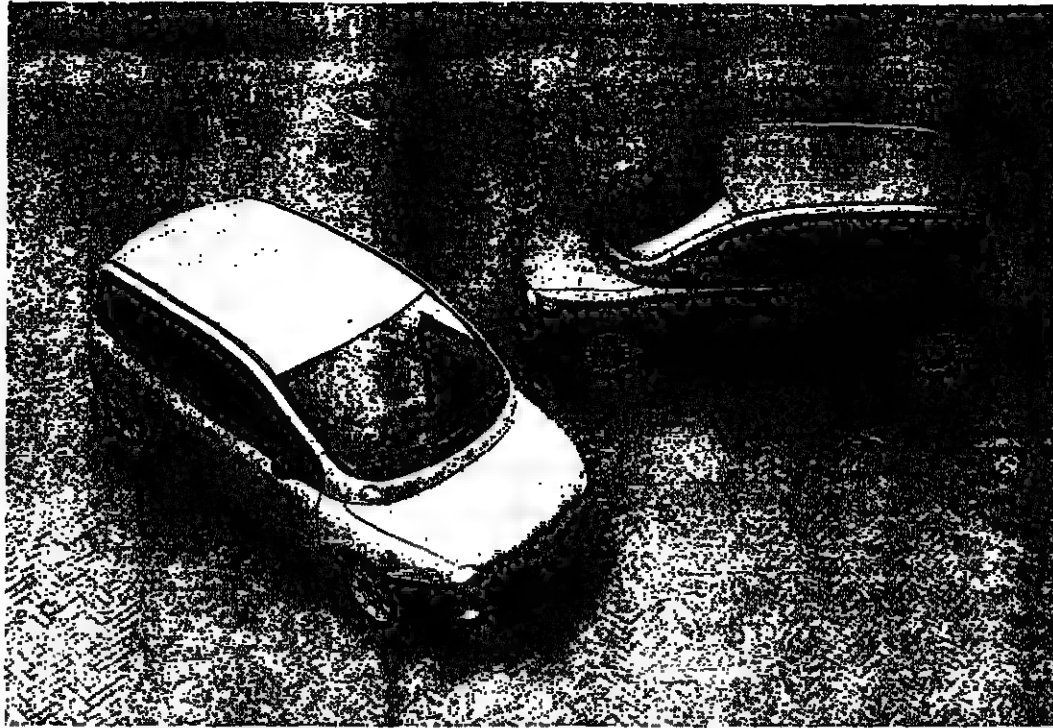
assez réussi. A nulle autre pareille, la Multipla est une mutante qui ne ressemble que très vaguement à une autre Fiat.

En s'approchant de plus près, on comprend que cette drôle d'allure sert une architecture originale : six places réparties en deux rangées de trois vrais sièges. Pour ne pas gêner le conducteur, le siège central peut être légèrement décalé vers l'arrière, replié, voire remplacé par un petit meuble-réfrigérateur. Comme le levier de vitesses est installé sur la base du tableau de bord, trois gaillards tiennent côte à côte sans trop se gêner.

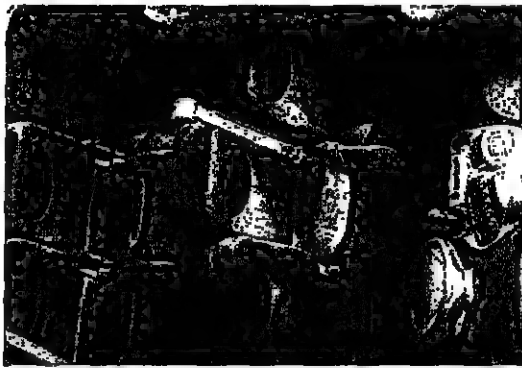
EN PLEINE SCIENCE-FICTION

Les rebords du « sombrero » leur permettent de ne pas craindre de se cogner la tête dans les virages. Autre avantage de ressembler à un canard de dessin animé : contrairement aux autres monospaces de taille raisonnable, le coffre de la Multipla est proportionné au nombre de voyageurs. La maison de Turin ayant eu la bonne idée d'installer sur le plancher entièrement plat des sièges point trop lourds à manipuler, cette voiture râblée (une Golf de la dernière génération mesure 15 centimètres de plus) peut offrir en un tournemain la capacité de chargement d'un gros break ou d'une petite camionnette.

« L'originalité esthétique de la Multipla n'est pas gratuite. Elle est fonctionnelle, assure Roberto Testore, administrateur délégué de Fiat Auto. Les voitures traditionnelles perdent du terrain et les attentes des clients doivent parfois être anticipées, au risque parfois de choquer, plaide-t-il. La Multipla se destine à ceux qui veulent quelque chose de différent. » Ce discours de la méthode permet aussi de saisir les limites de cette auto originale qui, de facto, nourrit des ambitions raisonnables. Fiat envisage d'en produire 60 000 par an (dont près de 10 000 pour la France) alors que sa grande concurrente, la Renault Scénic, sera vendue cette année à 270 000 unités, dont 50 000 en France. La firme italienne, qui a limité son volume de production pour réduire son investissement au strict minimum, a donc résolument choisi de se démarquer. Une façon de rappeler que la créativité automobile italienne, chichement ex-



La drôle d'allure de la Multipla sert une architecture originale : six places réparties en deux rangées de trois vrais sièges.



primée sur les dernières Fiat Palio et Marea, est toujours là et qu'elle peut être avant-gardiste.

Sous couvert de recherche de la fonctionnalité, cette détermination à explorer des voies inédites vise parfois à l'excentricité pure et simple. Le tableau de bord, installé au centre de la planche et orienté vers le conducteur, nage en pleine science-fiction, à mi-chemin entre le poste de commande du Nautilus imaginé par Jules Verne et les machines volantes de l'an 2000 version bandes dessinées des années 50. Globe stylé à la façon d'un casque

de samouraï, l'aérateur devient une « borne climatique », alors qu'un compteur en demi-lune mesure la vitesse d'orbite du vaisseau Multipla. Pas très lisible et assez confus mais absolument réjouissant. Les amateurs de séries télé-cultes à la « Star Trek » vont adorer.

Singulière au point d'en être extravagante, la Multipla affiche un comportement routier très sérieux. Ses proportions et son excellente suspension lui permettent de ne pas tanguer dans les courbes et lui procurent une certaine agilité. En ville, on apprê-

ciera la taille raisonnable mais on se méfiât de sa largeur (quinze centimètres de plus qu'un Renault Scénic !). Les deux motorisations (1,6 litre essence de 95 chevaux ou 1,9 litre diesel à injection directe de 105 chevaux) sont à la hauteur, tout comme l'équipement (double Airbag, direction assistée, levitres avant électrique, volant réglable en hauteur et verrouillage centralisé sont en série).

Reste une interrogation qui préoccupe les hardis mais prudents dirigeants turinois, sans doute plus qu'ils ne le laissent paraître : la Firma Automobili di Torino n'a-t-elle pas poussé le bouchon un peu loin en commercialisant une voiture au design aussi audacieux, qui attirera forcément sur ses occupants des regards pour le moins intrigués ? Même si ses ambitions sont limitées, la Multipla va procéder, in vivo, à un test intéressant : jusqu'à quel point un véhicule familial peut-il aller dans la quête de l'originalité ?

Jean-Michel Normand

* De 110 000 à 140 000 francs.

L'Alfa Romeo 166, « bella macchina »

FORZA, ALFA ! A peine un an après l'apparition de la 156, berline moyenne qui a spectaculairement relancé la marque, le Biscione (grosse couleuvre entortillée sur l'écusson de la firme milanaise) revient sur le devant de la scène. Remplaçante de la hiératique 164 dont le succès commercial fut mitigé, l'Alfa Romeo 166 s'apprête à livrer une rude bataille. Car il faut bien se rendre à l'évidence : en Europe, les Mercedes, Audi et BMW règnent pratiquement sans partage sur le luxe automobile à plus de 200 000 francs, même si Volvo, avec la S80, et Jaguar avec la prometteuse Type-S (Le Monde daté 25 et 26 octobre) affichent de nouvelles prétentions. Il était donc grand temps pour l'automobile italienne, c'est-à-dire le groupe Fiat, de renouveler l'archétype de la bella macchina.

Les alistes, militants ou sympathisants, peuvent respirer. La 166 remet à l'honneur les vertus traditionnelles de la marque. L'expression la plus manifeste de ce renouveau est, bien sûr, l'apparence extérieure de la 166. Pour résumer, on dira qu'Alfa Romeo a enfin retrouvé le moyen d'associer forme et classe, deux concepts chers à la sociologie de station-service, mais qui - c'est un euphémisme - ne vont pas toujours de pair. Longue (4,72 mètres) et pointue, la 166 offre une ligne épurée. L'immense capot porte la rituelle sculpture plongeante en « V » et accueille la tapageuse calandre-écusson. Domage que le dessin des phares nuse un peu au dynamisme de ce muséum alors que la poupe, relevée, est plus énergique. Les flancs, sobrement bisautés, font plus bourgeois mais sans affectation ; seules les fines poignées de portes et une baguette courant le long du toit sont chromées. C'est lisse et magnifique, mais gare aux égratelines sur les pare-chocs peints. En option, Alfa Romeo propose deux teintes nacrées (blanc ou bleu azur) dont la particularité est de changer de couleur selon l'angle de vue. Elle étonnera vos amis.

Jadis réputées voitures à ne pas mettre entre toutes les mains, les Alfa se laissent apprivoiser plus aisément. La 166, qui propose quatre fougueux moteurs essence (le plus modeste, un quatre-cylindres en ligne de 2 litres développe 155 chevaux et le plus musclé, un V6 de 3 litres, crache 226 chevaux) mais aussi un diesel de 136 chevaux, est forcément attentive au tournant. Imperturbable, elle vire à plat et reprend sa trajectoire sans coup férir. Les divers équipements électroniques disponibles (antipatinage, répartition du couple entre les roues, dosage de l'accélération) et l'excellente suspension, confortable en vitesse de croisière mais ferme en conduite rapide, concourent à l'efficacité de la tenue de route.

DISCRÈTE GERMANISATION

Les plus exigeants s'offriront la nouvelle boîte de vitesses Sportronic, qui permet de passer d'une transmission automatique classique à une transmission manuelle à commande séquentielle (une impulsion vers l'avant pour monter les rapports, une impulsion vers l'arrière pour les descendre). Cette impétueuse latinité s'accompagne d'autres ruptures bienvenues. L'excellente insonorisation, par exemple, frustrera les alistes intégristes qui n'aimaient rien moins que le rugissement des moteurs d'antan. Le filtrage des borborygmes que laisse échapper à bas régime le moteur diesel gagnerait toutefois à être amélioré.

En fait, Alfa Romeo se germanise discrètement. Inédites, la sobriété et la belle facture de l'habitacle sont d'inspiration ouvertement rhénane ou bavaroise, hormis quelques détails laissant à désirer. Même la commande des phares, désormais située à gauche, sur le tableau de bord, se plie à la tradition allemande. Hélas, ce cousinage n'a pas incité les Italiens à privilégier la fonctionnalité et l'habitabilité - qui n'ont jamais été le point fort des constructeurs allemands. Il ne faut donc pas compter installer confortablement plus de deux adultes à l'arrière, ni envisager de rabattre la banquette. Quant au coffre, il est généreux, mais pas très logeable.

J.-M. N.

* De 185 000 à 285 000 francs.

Du Meccano au Lego

Pour la Multipla, fabriquée dans l'usine de Mirafiori, à Turin, Fiat a investi 1 milliard de francs. Cette somme est particulièrement peu élevée pour une voiture qui reprend des composants d'autres modèles de la gamme mais dont la structure est inédite. Pour parvenir à ce résultat, le constructeur italien a élaboré cette voiture en réalisant un squelette constitué de profilés d'acier soudés entre eux. Ce space frame qui ressemble à une construction en Lego augmente le nombre de points de soudure mais s'avère aussi rigide que le Meccano d'une plateforme classique à coque portuse.

L'intérêt de cette technique est aussi sa flexibilité : elle peut facilement s'adapter à la production d'un autre véhicule. Ainsi, Fiat pourrait proposer prochainement un 4x4 élaboré à partir d'un space frame. Cependant, estime Fiat, cette technique n'est pas encore rentable pour les véhicules de très grande série.

DÉPÊCHES

■ SALON. Moto Salon. « Le Salon de la moto d'époque et d'exception », se tiendra du 27 au 29 novembre au Parc floral de Paris. Cette manifestation présentera une rétrospective des cent ans des motos Peugeot et une exposition sur les customs et choppers, mais aussi des pièces détachées. Tarif : 50 francs (gratuit pour les moins de 12 ans).

■ GUIDE. Le Guide de la voiture intelligente vient de paraître aux éditions Pro-Com. Écrit par Laurent Meilland, cet opuscule fait le point sur les technologies relatives à la sécurité, à la protection de l'environnement et à l'information routière embarquée. Prix : 80 francs.

■ SÉCURITÉ. La Sécurité routière a décidé de lancer une campagne de communication sur le thème de la vitesse afin de sensibiliser les automobilistes. Particulièrement « ciblés » vers les jeunes, des spots radio seront diffusés jusqu'à la fin novembre.

■ AUDI. L'Audi A8, modèle haut de gamme, sera « retravaillée » pour résister à la concurrence à partir de la fin du premier trimestre 1999. La calandre et les projecteurs ont été modifiés alors que les moteurs comporteront cinq soupapes par cylindre.

SAAB

Rive Gauche

Importateur exclusif pour la vente aux diplomates fonctionnaires internationaux et ambassades, propose sur toute la gamme SAAB un tarif préférentiel jusqu'au 31/12/98

TT - K - CD - CDMI

Attestation diplomatique à fournir

Service commercial ouvert du lundi au samedi

76 bis, av. de Suffren
PARIS 15^{ème}
0 803 00 75 15




"Magistrale."

STUDIO MAGAZINE

"Inspirée."

CINE-LIVE

"Impressionnante."

TELE 7 JOURS

"Superbe."

LE FIGARO MAGAZINE

Cate BLANCHETT
Gertie RUSH
Christopher ECCLESTON
Alonso FIENNES
Alonso ATTENBOROUGH

ELIZABETH

François ARDANT
Eric CANTONA
Michel CASSEL

ACTUELLEMENT

DISPARITIONS

Yvon Chotard

Un artisan de la politique contractuelle

JACQUES CHIRAC et Martine Aubry ne s'y sont pas trompés en rendant hommage, vendredi 13 novembre, à Yvon Chotard, mort la veille dans un hôpital de la région parisienne, à l'âge de soixante-dix-sept ans (*Le Monde* du 14 novembre). Le président de la République, qui était son ami, a parlé d'un « artisan infatigable du dialogue social ». Le ministre de l'emploi et de la solidarité, qui s'était souvent opposé à lui mais l'appréciait, a évoqué aussi « une grande figure du dialogue social ». De 1972 à 1986, comme vice-président du CNPF et président de sa commission sociale, Yvon Chotard, habile et souvent retors, a symbolisé les plus riches heures de la politique contractuelle interprofessionnelle.

Né le 25 mai 1921 à La Madeleine (Nord), fils d'un industriel vendéen du textile et d'une mère lyonnaise, Yvon Chotard fait une partie de ses études dans un collège de jésuites à Lille. Etudiant, il s'engage dans la Résistance, dans le réseau Alliance, et se retrouve avec plusieurs centaines de ses camarades, le 11 novembre 1940, place de l'Étoile pour braver les forces d'occupation en criant « Vive la France ». En 1945, il fonde sa maison d'éditions, France-Empire, qu'il préside jusqu'à son rattachement, en 1950, à Desquenne et Giral, avant de s'orienter vers le syndicalisme patronal. Il fonde, et préside, en 1952, les Jeunes Chambres économiques françaises, avant de présider, en 1963, le patronat chrétien.

« LIBÉRAL SOCIAL »
Chrétien engagé mais plutôt traditionnel, il défend les valeurs de la famille — il a huit enfants à qui il donne à chacun un prénom breton — et s'inspire dans son action de la doctrine sociale de l'Église catholique. Dès 1964, il entre au Conseil économique et social où il noue des contacts discrets et efficaces avec les syndicats. Mais le vrai tournant de sa carrière se produit en 1971 quand, devenu président de la commission enseignement-formation du CNPF, il se forme à l'école de François Ceyrac. Un an après, il prend les rênes de la commission sociale et devient un artisan de la politique contractuelle.

Interlocuteur respecté des syndicats, Yvon Chotard déploie un art consommé de la mise en scène, sachant au moment opportun pousser un vrai coup de gueule avant de feindre un assoupissement tout aussi politique. Il a la dignité d'un prêtre de la curie romaine mais rien de l'omnipotence ecclésiastique. Pour négocier, il rogne volontiers sur ses lectures nocturnes de manuscrits ou de livres — en 1975, il prend la présidence du Syndicat national de l'édition qu'il abandonne en 1979, après la libération du prix du livre par René Monory, et préside le Cercle de la librairie — mais ne sacrifie jamais son temps du samedi. La méthode Chotard aboutit dans les années 70 à une explosion contractuelle avec de nombreux accords (sécurité de l'emploi, mensualisation, formation professionnelle, assurance-chômage...).

« Libéral social », proche du gaullisme, défenseur d'une « participation active » des salariés, il ne cache pas ses craintes, en 1981, lors de l'arrivée des socialistes au pouvoir. Il croise le fer avec Pierre Mauroy sur la réduction du temps de travail, signant un accord sur les 39 heures tout en refusant — déjà — l'objectif des 35 heures, « par réalisme ». Moins inspiré, il combat les lois Auroux de 1982, réclamant même, en 1983, une alternance politique « s'il n'y a pas d'autres moyens pour obtenir [leur] abrogation ». En juin 1983, il agit l'épouvantail d'une grève des cotisations si le gouvernement relève la contribution des entreprises à l'assurance-chômage.

RÉFORME DE LA « SÉCU »
Pourtant, malgré ses foudrues, Yvon Chotard défend bec et ongles le pré carré contractuel, privilégiant l'axe CNPF-FO mais menaçant la CFDT. Il propose même, en 1986, aux syndicats de définir un « ordre public social » regroupant des domaines du droit social où « il ne serait pas possible de déroger ». Il plaide alors pour un recul de l'État « au profit du contractuel » et se heurte de plus en plus à la volonté d'Yvon Gattaz de transformer le CNPF — déjà — en « parti des entreprises ». Avec Yvon Gattaz la sentence est originaire : en 1981, il affronte, avec l'appui d'Ambroise Roux, pour la présidence du CNPF, Battu d'une voix en conseil exécutif, consolé par une première vice-présidence du CNPF, il se fait l'avocat, après l'échec de la négociation de 1984 sur la flexibilité, d'une « politique sociale plus libérale ». Au lendemain des législatives de 1986, il démissionne en expliquant à Jacques Chirac qu'il n'a pas les moyens d'exercer ses fonctions.

Yvon Chotard se lance, une seconde fois, à l'assaut de la présidence du CNPF. Le 16 décembre 1986, à l'assemblée générale, il n'obtient que 130 voix contre 354 à François Pericot. Il se plaint du lâchage de François Ceyrac. Yvon Chotard quitte le patronat mais non le combat social. N'ayant pas réussi à réformer une Sécurité sociale qu'il décrit, en 1977, comme « une immense machine anonyme, irresponsable et sacrée », il tente en vain, en 1988, de faire adopter une réforme de son financement par le Conseil économique et social.

Auteur de deux livres — *Les Patrons et le patronat* (Calmann-Lévy, 1986), *Comment sauver la Sécurité sociale ?* (Economica, 1989) — il se consacre pleinement, à partir de 1987, au Bureau international du travail (BIT). Jacques Chirac le nomme représentant de la France et il en présidera, deux fois, en 1991 et 1995, le conseil d'administration. Il se singularise par ses mises en garde sur le travail des enfants, jugeant que « le développement du commerce mondial, la libéralisation des échanges ne peuvent se faire en fermant les yeux (...) sur la situation de millions d'enfants ». Libéral et humaniste.

Michel Noblecourt

■ VICKY MESSICA, comédien et metteur en scène, créateur et directeur du Théâtre des Déchargeurs à Paris, est mort jeudi 12 novembre à Paris, à l'âge de cinquante-neuf ans, des suites d'un cancer. Né à Tunis, d'une mère juive tunisienne et d'un père gréco-italien, Vicky Messica a commencé à faire du théâtre en Tunisie à quatorze ans. A vingt ans, il débarque à Paris, où il lit des poèmes dans la rue. Après un bref passage au cours Perimoni, il se lance dans une carrière de comé-

dien et de diseur de poèmes. Il participe notamment au Club des poètes de Jean-Pierre Rosnay. On se souvient de ses interprétations du *Bateau ivre* et de *La Prose du Transsibérien*. En 1980, il ouvre une salle rue des Déchargeurs, dans le quartier des Halles à Paris. Sa dernière production fut *Mémoires d'Ébène*, un spectacle poétique sur l'esclavage. Au cinéma, Vicky Messica a notamment tourné avec Jean-Luc Godard dans *Moscow for Ever*, où il interprétait l'alter ego de l'auteur.

NOMINATION

CULTURE

Guy Amselem a été nommé délégué aux arts plastiques, lors du conseil des ministres du 10 novembre. Il remplace Jean-François de Canchy, lui-même nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

(Né le 7 juillet 1960, diplômé de l'école supérieure de commerce de Paris et de l'Institut d'études politiques de Paris, Guy Amselem fut affecté au ministère de la culture et de la communication à sa sortie de l'école nationale d'administration, en 1987. Adjoint au chef du bureau du budget et de la programmation à ce ministère (1987-1988), puis chef

de ce bureau (1988-1989), il est ensuite chef du département de la diffusion et de l'insertion professionnelle à la direction de la musique et de la danse (1989-1991). Conseiller technique au cabinet de Georges Klein, ministre délégué à la communication (1991-1992), il est directeur du cabinet de Marie-Noëlle Lemaître, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, d'avril 1992 à mars 1993, puis rapporteur à la Cour des comptes. Guy Amselem, qui fut directeur général de l'Union centrale des arts décoratifs, de novembre 1994 à octobre 1995, avait été chargé, en novembre 1997, par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, d'une mission de réflexion et de propositions sur le musée, la ville et les populations dévotées.)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Jean-Marc LUSTIK, Frédérique OEHLE, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, Charlotte LUSTIK, le 13 novembre 1998.

C'est une grande joie et un grand bonheur.

Anniversaires de naissance

— 15 novembre 1928, Bernard, Bon anniversaire ! De la part de toute la famille. 15 novembre 1998.

— Joyeux anniversaire, Grand Pop à l'affectionné, alias Jean-Yves MAZON.

Que quatre-vingt printemps te gardent allègrement dans la vivacité. C'est le souhait profond de ta douce moitié, des quatre grands enfants, de leurs petites sœurs et de deux jumeaux.

— Lagny, 15 novembre 1978, Paris, 15 novembre 1998.

Nicolas, vingt années de joies.

Que tous nos vœux t'accompagnent longtemps. Bisous.

Papa, maman, Catherine, Christine.

Décès

« La vie est une barque prête. » Alix et Dominique David ont dit au revoir à

Caroline, le vendredi 6 novembre 1998.

Comme tous ceux qui l'ont aimé, ils dépasseront, grâce à sa force, la douleur, la révolte et l'absurde. Car continuer de vivre. Merci à tous ceux qui l'ont entourée. Merci à l'équipe de l'École des Aïeux de Pontivy et à celle du Service d'hématologie de l'hôpital de Lorient. Caroline repose à Belz (Morbihan), depuis le samedi 14 novembre. Beaucoup de ses nombreux amis l'ont accompagnée.

Cet avis tient lieu de faire-part. « La Hune » Kerguen, 56530 Belz (France).

— Vivienne et Gaston Villard, leurs enfants et petits-enfants, Marie-Cécile et Alain Barbezat et leurs enfants, Claude Chambard, ses filles, Vivienne Scharpen et sa famille, sa sœur, Et toute la famille, font part du rappel à Dieu de

M^{me} Pierre (T) CHAMBARLAC, née Marie-Louise de LAURIER, le 1^{er} novembre 1998, à l'âge de quarante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 4 novembre, dans l'intimité familiale, à Lyon.

« La Florentine », 69470 Cour-à-Ville.

— M^{me} Stella Hafner, son épouse, Eliane Hafner, Alain et Elisabeth Hafner, ses enfants, Manjolina, Ariane et Alexis Hafner, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Désiré HAFNER.

survenu le 13 novembre 1998.

L'inhumation aura lieu le mardi 17 novembre, à 9 heures, au cimetière de Pann.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. René LAFON, fondateur de la Coudole en Montparnasse.

survenu à Paris-6^e, dans sa cent unième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 14 novembre 1998, en l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris-6^e.

2, rue Blaise-Desgoffe, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE

TARIFS 98 - TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MISE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 F HT
TARIF ABONNÉS 98 F HT
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 60 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT
COLLOQUES - CONFÉRENCES : 100 F TTC
Nouveaux tarifs
☎ 01.42.17.39.80 +
Fax : 01.42.17.21.36

— Adeline Chotard, son épouse, Joëlle et Antoine Garrigues, Anne et Philippe de Bluz, Alain-Gilles Chotard, Hervé Chotard et Ariane Ober, Marie-Armelle et Henry Soulié, Pascale et Yvon Chotard, Françoise Chotard, Loïc Chotard, Anne-Sophie Orbec, Christine Rebel-Chotard, ses enfants et beaux-enfants, Jean-Christophe et Estelle, Béatrice, Renaud et Christelle, Gaëlle et François, Régis, Aymeric, Emmanuelle, Marine, Laurent et Sonia, Pascale, Florent, Julien, Mathieu, Thomas, Dorian et Joseph, ses petits-enfants, Cécile, Léo et Antoine, ses arrière-petits-enfants, Sœur Yvonne Chotard, Marie-Thérèse Chotard, ses tantes, Les familles Chotard, Burckel de Tell, Levere, Dikansky, font part du rappel à Dieu, muni des sacrements de l'Église, de

Yvon CHOTARD, membre du réseau Alliance, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier dans l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres, commandeur dans l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, fondateur des Editions France-Empire, fondateur des Jeunes Chambres économiques françaises, ancien premier vice-président du CNPF, membre du Conseil économique et social, délégué du gouvernement français auprès du Bureau international du travail, président de la Fnege (Fédération nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises),

survenu le 12 novembre 1998, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 16 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité, à Grézieu-la-Varenne, le mardi 17 novembre, à 14 heures.

La famille tient à exprimer sa gratitude à M. le professeur Dreyfuss et à son équipe.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Gounod, 75017 Paris.

— Le Cercle de la librairie a la tristesse d'annoncer le décès de

M. Yvon CHOTARD, son président de 1975 à 1988.

survenu le 12 novembre 1998.

Le Cercle de la librairie, 35, rue Croix-de-Tonin, 75006 Paris.

— Le conseil d'administration de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, Ainsi que l'ensemble de son personnel ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

Yvon CHOTARD,

survenu le 12 novembre 1998.

Fnege, 2, avenue Hoche, 75008 Paris.

— Et le conseil d'administration du Bureau international du travail ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Yvon CHOTARD, président du conseil d'administration du BIT de 1991 à 1992 et de 1995 à 1996.

Pour la cérémonie religieuse, se référer à l'avis de la famille.

(Lire ci-contre.)

— M^{me} Marguerite Leray, son épouse, Jean-Claude et Josette Leray, Françoise et Alain Peckel, Denis et Nicole Leray, ses enfants, Xavier, Sébastien, Arnaud, Sylvain, Clothilde et Diane, ses petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean LERAY, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Académie des sciences, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 10 novembre 1998, à La Baule, dans sa quatre-vingt-treizième année.

— Billie et Kelly, Eddy Mc Nally, Jacqueline et Jean-Jacques, Juliette Vihard, ses amis, ont la tristesse d'apprendre le décès de

Jeanne VILTARD,

le 7 novembre 1998.

Eddy Mc Nally, 13, rue Carducci, 75019 Paris.

— Anne, son épouse, Yves et Hilda Lichtenberger, Claire et Gérard Poiraud, Sylvain et Claudine Lichtenberger, Françoise (T) et Yves Montagnat, Jean Michel et Cécile Lichtenberger, Thierry et Lisa Lichtenberger, ses enfants, Eric, Laurence, Tom, Carole, Johan, Mathieu, Camille, Léa, Thomas, Théo, Justine, Eva, Marie, Léonie, ses petits-enfants, Julie, Alexandre, Léo, ses arrière-petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Robert LICHTENBERGER, ingénieur chimiste de profession, pédiatre par vocation,

survenu subitement le 12 novembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation après incinération aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

20, rue Charles-Luizet, 69230 Saint-Genis-Laval.

— Francis et Pascale Pessin, Patrick Pessin et Maria-Josée Garcia, Denis et Michèle Pessin, Jean-Marc Pessin et Patricia Collin, ses fils et ses belles-filles, Siem, Sacha, Alessio, Eljo, Paul, Thomas, Nathan et Jules, ses petits-enfants, Les familles parentes et amies, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Annette PESSIN,

survenue le 11 novembre 1998.

Les obsèques auront lieu le lundi 16 novembre, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

67-69, rue Corvisart, 75013 Paris.

— Le 4 novembre 1998,

Louis RHO, ancien professeur au lycée d'Alençon, au lycée Cornet à Rouen et au lycée de Concarneau à Quimper, nous a quittés.

Sa famille, ses amis se souviennent.

11, rue Teilhard-de-Chardin, 29000 Quimper.

— Jeannie et Jean Ravier, Catherine Santucci, ses filles et gendres, Pierre-Jean et Régine Ravier, Jean, Pierre Santucci, ses petits-enfants, Françoise Biota, Les familles Luciani, Margheriti, Poggioni, ont la douleur de faire part du décès, à Soaux, le 3 novembre 1998, à cent un ans, de

M^{me} Jean SANTUCCI, née Antoinette MARGHERITI, artiste-peintre, professeur à Oulda (1925-1934).

Elle a été inhumée religieusement le 6 novembre, à Baruggio.

Ils remercient M^{me} Georgette Khéroum et Irène Ngo Ngan de leur durable dévouement à la défunte.

140, avenue du Général-Leclerc, 92330 Sceaux.

— Lucienne Talobre informe du décès de son époux,

Antoine TALOBRE, ingénieur conseil, expert en mécanique des roches,

le 6 novembre 1998, en son domicile.

— Sa famille, Et ses amis ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Bernadette THIÉLIN, croix de guerre 1939-1945, médaille d'argent de la Croix-Rouge française.

La célébration religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Jony-en-Josas, le 4 novembre 1998.

Anniversaires de décès

— Le 6 novembre 1998, nous quittons le

docteur Elié GROZLAN

rejoint, en 1996, par son épouse,

Germaine Rebecca GROZLAN.

Ils nous manquent beaucoup

— Il y a treize ans, disparaissait

M^{me} Eliane GRUNWALD.

Que tous ceux qui l'ont aimée se joignent à son époux, pour continuer à perpétuer son souvenir.

Jacqueline.

Tu es partie il y a deux ans. Notre amour continue à grandir et à agir.

Jean-Pierre.

— Paris, Charentes.

Beac de la JONQUIÈRE de CABANAC, 1954-1996, « petite fille des étoiles ».

Alan.

— La mort n'est rien. Tu es toujours là près de moi.

Pour ce nouvel anniversaire du départ de

Sam LÉVIN.

Que tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé aient une pensée affectueuse pour lui.

— En souvenir de

Jean MAITRON

qui nous a quittés le 16 novembre 1987.

— Christine et Aymeric Ruellan remercient de ne pas oublier

Alain RUELLAN,

disparu il y a un an.

Souvenirs

— A mon compagnon, le

docteur Jean-Louis FRASCA.

né il y a vingt-six mois, un samedi matin, qual d'Austerlitz, le 14 septembre 1996.

Colloques

— La coordination parisienne Franco-Palestine et Association médicale franco-palestiniennne organise le

samedi 21 novembre 1998, à partir de 17 h 30, à la Maison des associations, 21 rue Voltaire, Paris-11^e, une table

ronde sur le thème : Palestiniens, les prochaines échéances, avec la participation de Blandine Destremau, économiste CNRS, CERMOC, et d'Elias Sanbar, historien.

Distinctions

— Antoine Coqueret de Neuville, fondateur de l'Association Athénas, a été

élevé, au nom du président de la République hellénique, à la dignité d'officier de l'ordre de l'Honneur - Grand-Croix d'or - par M. Georges A. Papandreou, ministre hellène des affaires étrangères, en Agde, ex-ville grecque, le 5 novembre 1998.


Association Athénas, BP 100, 74650 Annecy.

Communications diverses


— Table ronde « Kozak, rénovateur de la pédagogie et témoin du ghetto », avec Zofia Bobowicz, Jean-François Forges, Jean Houssaye, Jacques Ladous et Stanislaw Tomkiewicz.

Jeudi 19 novembre 1998, à 20 h 30, à l'Espace Rachi, 39, rue Broca, Paris-5^e.

Association des abonnés et des amis de L'Arche, Rens. : 01-42-17-10-27.



Des cheveux naturels et définis grâce aux techniques médicales les plus modernes.



CLINIQUE MATIGNON
5, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS
RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE
TEL 01 42 82 79 79 - 01 42 17 39 80 - www.clinique-matignon.com

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998

ARTS Le ministère des affaires étrangères a présenté le 9 novembre le catalogue des 171 tableaux manquants à la collection Schloss, un exceptionnel ensemble

dispersé en 1943 entre Allemands et Français. ● HUIT de ces tableaux ont été récemment reconnus. Le *Portrait d'Adrianus Tegularius*, de Frans Hals, saisi en 1990, se trouve

sous scellés en attendant la conclusion d'une action en justice. ● LE QUAI D'ORSAY joue un rôle déterminant dans la recherche des ayants droit aux propriétés des juifs

saisies pendant la guerre. Un catalogue réactualisé des demandes de restitution doit être publié au début de 1999. ● À WASHINGTON, du 30 novembre au 4 décembre, une

conférence internationale portera sur ce problème. ● LA SUÈDE a décidé de faire contrôler la liste des achats effectués par ses musées pendant la guerre.

La navrante histoire de la dispersion de la collection Schloss

En 1943, un admirable ensemble de tableaux hollandais est saisi en Corrèze, où il était caché depuis 1939. Dispersé entre Allemands et Français, il n'a pu être reconstitué. Le ministère des affaires étrangères publie aujourd'hui le catalogue des 171 tableaux manquants

LE 9 NOVEMBRE, dans la salle Clergier du Quai d'Orsay, Louis Amigues, directeur des archives du ministère des affaires étrangères, et Marie Hamon-Jugnet, conservateur en chef du patrimoine, présentaient un petit volume de 186 pages, fort illustré, tiré à 5 000 exemplaires et diffusé gratuitement : le catalogue de la collection Schloss, ou plutôt l'inventaire des œuvres de cet illustre ensemble disparues pendant l'Occupation. C'est la première fois depuis les années 50 qu'une institution publique se donne la peine d'écrire un volume détaillant une affaire de spoliation concernant une famille de collectionneurs juifs.

C'est la première fois, depuis plus de quarante ans, que des photographies sont ainsi officiellement diffusées et commentées afin de permettre l'identification de tableaux volés en France par les nazis et leurs complices. Elles le sont parce que la collection avait bénéficié, avant sa dispersion, d'un travail d'inventaire et d'une campagne photographique complètes, de sorte que son contenu peut être reconstitué avec certitude. Tel n'est pas le cas de bien d'autres collections françaises pillées entre 1940 et 1944.

Sont ainsi énumérées 171 œuvres, presque toutes flamandes et hollandaises, pour la plupart du XVII^e siècle, parmi lesquelles des attributions à Rembrandt, à Frans Hals, à Van Goyen, à Cranach, à Rubens, à Bruegel d'Enfer, à Van Dyck, à Teniers, à Metsu, mais aussi à Guardi et à Velázquez. Les portraits, les scènes de genre villageoises et les natures mortes dominent cette galerie, qui passait avant 1939 pour l'une des plus considérables en main privée, d'autant plus que nombre des tableaux étaient de provenance illustre et leur authenticité d'autant moins douteuse, même si les historiens contemporains sont aujourd'hui plus sévères sur le caractère autographe de certains d'entre eux.

Huit de ces tableaux ont été récemment reconnus dans des collections publiques ou privées. Le *Portrait d'Adrianus Tegularius*, de Frans Hals, a été saisi en 1990 sur un stand de la Biennale des antiquaires de Paris et se trouve sous scellés en attendant la conclusion d'une action en justice. Deux autres – une nature morte de Van Roeststraten et un autoportrait de Brouwer ou Saffleven – ont été retrouvés à la Foire de Maastricht en 1998, l'un dans une galerie belge, l'autre dans une galerie amsterdamoise. Une *Marie de Médicis*, peut-être de Rubens, a été acquise auprès de Christie's par un marchand new-yorkais, qui l'a retournée à la firme anglo-saxonne après avoir pris connaissance de son origine. Un *Vieillard* de Rembrandt fait l'objet d'une action en justice aux États-Unis.

Le double portrait de Franz Van Mieris et son épouse et une *Vue du Forum romain*, d'Uff, sont passés en vente « à l'étranger », indique Louis Amigues, avec la mention « collection Schloss ; stolen by the nazis » avant toute intervention des héritiers. D'autres appartiennent actuellement à des musées : le *Juif au bon-*



net de *fourrure* de Rembrandt est signalé à la Narodni Galerie de Prague et une nature morte de Dirk Van Delen se trouve au Musée Boymans-Van Beuningen de Rotterdam, qui a accepté le principe d'une restitution.

« ARYEN D'HONNEUR »

Or l'histoire de cette tulipe dans un vase de porcelaine est particulièrement étonnante. Elle permet de reconstituer l'histoire de la spoliation Schloss. En 1975, le Musée Boymans-Van Beuningen l'a reçue en don d'un nommé Vitale Bloch. Ce dernier, expert et collectionneur juif, eut la particularité d'être déclaré « arien d'honneur » en 1942 et dispensé du port de l'étoile jaune en récompense des services rendus au Reich. Quels services ? Il fut, avec le célèbre historien Max Friedländer, l'un des conseillers nazis dans les pillages qui devaient permettre de constituer les collections du Musée de Linz voulu par Hitler et d'enrichir celles de Goering. A Paris, Bloch assista Hermann Voss, autre

historien de l'art réputé – l'un des « inventeurs » de Georges de La Tour dans l'entre-deux-guerres et l'un des commis de la machine militaro-administrative nazie. Que l'expert hollandais se soit trouvé en possession d'un élément au moins de la collection Schloss n'a donc rien de très étonnant : il était présent lors de son tri et de son estimation, à Paris, en 1943.

Cette collection de 333 tableaux a été rassemblée au XIX^e siècle en France. Elle est léguée par Adolphe Schloss à sa femme Lucie, qui meurt en 1939. Elle passe alors à leurs trois enfants, en indivision. Dès 1939, année de la déclaration de guerre, les tableaux sont transférés à 2 kilomètres de Tulle, à Laguenne, au château de Chambon, propriété de la banque Jordan. Dès 1940, les chasseurs de tableaux nazis se mettent en quête de cette proie de choix. Ils échouent, en dépit de la volonté plusieurs fois répétée de Hitler et de Goering. Ce sont donc les autorités vichystes qui prennent le relais, en la circonstance Darquier de Pellepoix, commissaire aux affaires juives.

Devoir d'inventaire et difficultés de restitution

œuvre était rendue, elle était barrée sur le catalogue. Mais il n'y avait pas de mise à jour imprimée. Or il y a eu environ 60 000 restitutions. Enfin, après ce travail d'épuration, il fallait faire un travail de vérification : certaines œuvres restituées ne figuraient pas sur le catalogue et certaines restitutions n'y ont pas été portées. Comme le catalogue Schloss, cet inventaire sera placé sur le site Internet des affaires étrangères, à la rubrique « Spoliation ».

Louis Amigues conduira la délé-

gation française qui participera à Washington, du 30 novembre au 4 décembre, à la conférence portant sur la restitution des biens juifs spoliés pendant la dernière guerre. Cette rencontre internationale est organisée par Stuart Eizenstat, sous-secrétaire d'État américain aux affaires économiques. Plusieurs questions seront abordées : celle de l'or déposé dans des banques par des membres de la communauté juive, en cours de règlement, celle des biens culturels

et celle des assurances. Un séminaire est organisé en fin de colloque sur le thème de la mémoire et de son éducation. En France, ces problèmes sont désormais du ressort de la commission Mattéoli, créée en février 1997 par Alain Juppé, alors premier ministre. Elle doit remettre ses conclusions définitives à la fin de 1999.

UN TIERS DE VOIS

Les questions d'ordre culturel viennent d'être confiées à Michel Lacroix, ancien directeur du Louvre. Parmi les difficultés qui l'attendent, figurent les désormais célèbres MNR (Musées nationaux Récupération), ces objets d'art venus de France et trouvés sur le territoire du Reich, rapatriés et non réclamés. Les plus intéressants – ils sont environ deux mille, pour moitié des tableaux – ont été confiés à la garde des musées. Ces derniers n'en sont cependant que les détenteurs provisoires, en attendant la requête d'un ayant droit. « Des chercheurs sont en train d'établir la carte d'identité précise de ces œuvres », indique André Larqué, directeur de la commission Mattéoli. Nous aurons ainsi une idée précise

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION SCHLOSS

Œuvres spoliées pendant la deuxième guerre mondiale non restituées (1943-1998)



1998

Ce catalogue d'une collection saisie par les nazis pendant la seconde guerre mondiale est le premier depuis les années 50. Sur les 343 tableaux appartenant à la famille Schloss en 1939, 171 ont disparu. Parmi ces tableaux, le « Portrait du pasteur Adrianus Tegularius » (ci-contre), peint par Frans Hals (1581-1666), a été découvert à la Biennale des antiquaires en 1990 et placé sous scellés.

Une liste de 2 000 suspects

Une liste de 2 000 personnes, dont 400 Français, soupçonnées d'avoir participé au pillage d'œuvres d'art pendant la seconde guerre mondiale a été publiée le 9 novembre par le Congrès juif mondial (CJM). Cette liste de 150 pages, établie par l'unité d'enquêtes sur les spoliations d'œuvres d'art du Bureau des services stratégiques, prédécesseur de la CIA, a été découverte dans les archives nationales américaines. On retrouve, parmi les noms de conservateurs de musées, propriétaires de galeries et critiques de toutes nationalités, ceux de Karl Haberstock, considéré comme le plus actif acheteur allemand d'œuvres d'art à Paris, et celui de Georges Wildenstein, marchand parisien dont la collection a été confisquée par les nazis en raison de sa confession.

Selon l'unité d'enquête, Georges Wildenstein avait été en contact avec Haberstock en 1942 et « il était parfaitement au courant des transactions intervenues après l'organisation de son entreprise ». Après la guerre, le marchand parisien a toujours soutenu qu'il avait été une victime des nazis et n'avait pas collaboré avec eux.

commandant la région abandonnée les caisses aux autorités françaises, mais à Limoges, où elles sont entreposées dans les coffres de la Banque de France. L'académicien Abel Bonnard, ministre de l'Instruction publique, chargé des beaux-arts, aura moins de scrupules : il livre la collection à l'occupant par l'intermédiaire du commissaire aux affaires juives. C'est à Paris, dans ses caves, celles de la banque Dreyfus réquisitionnée, que l'inventaire est dressé, entre le 13 et le 23 août 1943, en présence de Lefranc, nommé administrateur de ces biens, d'un expert nommé Postma et de deux conservateurs du Louvre, René Huyghe et Germain Bazin, qui obtiennent de « préempter » 49 toiles pour 18,9 millions de francs – somme qui ne fut du reste jamais versée par Vichy. A la Libération, ces œuvres furent rendues aux héritiers, les quels donnèrent au Louvre, en marque de reconnaissance, une *Pietà*, de Petrus Christus.

UN MYSTÉRIEUX BUITTENWEG

Mais les autres ? Sur les 284 restantes, 262, attribuées à Linz, partent donc pour le jeu de paume, « gare de triage » obligée pour les objets pillés en partance pour le Reich. Rose Valland, « œil » au jeu de paume du directeur du Louvre Jacques Jaujard, assiste à la remise des 262 tableaux au Dr Erhard Göpel, qui prend livraison pour le Führer. Elle indique dans une note à son patron que « Lefranc quitte la banque Dreyfus un tableau sous le bras ».

En réalité, ce sont vingt-deux œuvres qui s'évanouissent alors, prises par Lefranc et revendues par lui à un certain Buittenweg, pseudonyme d'un marchand hollandais ou allemand qui n'a jamais été identifié. Pourrait-il s'agir du très trouble Vitale Bloch, le donateur du Van Delen ? D'autres tableaux s'évanouissent encore avant le départ du jeu de paume. Bruno Lohse, chef de l'ERR (Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg) et organisateur du pillage en France depuis 1940, avouera plus tard en avoir conservé quelques-uns.

Après la guerre, sur les 333 œuvres, 162 furent retrouvées et restituées aux héritiers Schloss, qui en revendirent une partie dans les années 50. Le dernier, en 1977, un Van de Capelle, *Mer calme*, fut découvert en Allemagne et rendu. Restent les 171 peintures que le Quai d'Orsay a décidé de faire connaître en diffusant les clichés en noir et blanc d'avant-guerre, qui sont tout ce que l'on sait d'elles aujourd'hui.

Philippe Dagen et Emmanuel de Roux

Fernando Pessoa
Pessoando
Pièce en langue française par le Teatro de Animação de Setúbal
Du 16 novembre à 20H30
Bordeaux, 10, rue de la République
Informations et réservations : 01 48 34 72 67 ou par Minitel
36 15 LUSO
LE MINISTÈRE DE LA CULTURE PRÉSENTE

D'un Kurosawa l'aut
le renouveau

Des autres en face

14000 témoins

NICOLAS CAI

Ph. D. et E. de R.

مكتبة من المجلد

D'un Kurosawa l'autre en passant par Kitano, le renouveau du cinéma japonais

Les professionnels nippons s'organisent pour surmonter la crise du système

Malgré une hausse des chiffres clés de l'industrie du cinéma japonais (nombre de films produits et distribués, nombre d'écrans, nombre de specta-

teurs), le système de production de films de l'archipel, basé sur la prédominance des grandes « majors » comme la Shochiku, semble à bout de

souffle. Cependant, sur fond d'effondrement des structures traditionnelles, quelques jeunes producteurs et réalisateurs sont récemment apparus.

TOKYO

de notre envoyé spécial

« Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui puisse me dire de quel genre relève mon film ? Cela me rendrait service. » Mi-figue mi-raisin, le cinéaste pointe à la fois la singularité, réelle et passionnante, de son nouveau film, et la situation paradoxale du cinéma dans son pays. Il s'appelle Kurosawa, Kiyoshi Kurosawa, rien à voir avec Akira, le vieux maître mort le 6 septembre. Probablement le réalisateur le plus intéressant de sa génération, ce franc-tireur de quarante-trois ans qui tourne film sur film (*Le Monde* du 18 novembre 1997) présentait dans le cadre du onzième Festival de Tokyo, qui s'est tenu du 31 octobre au 8 novembre, *Qualified to Live*, fable burlesque et tragique autour d'un jeune homme qui se réveille d'un coma de dix ans. Le mélange des tons et l'inventivité des situations en fait un exemplaire moment de mise en scène. « Qualifié pour vivre », son film l'est précisément par ce jeu autour des genres et des règles.

Mais « qualifié pour vivre » dans le cinéma japonais d'aujourd'hui, ce n'est pas sûr, tant les tendances dominantes de celui-ci témoignent de conformisme. Le système semble à bout de souffle, ne se soutenant plus qu'à l'aide de « coups » et de nouveaux compromis. La première major du pays, la Shochiku, a congédié son patron historique il y a un an, et les autres grands studios ne se sentent pas très bien. Eux qui régnaient sur le Festival de Tokyo ont dû réduire les ambitions de la manifestation : suite à une baisse du budget de 30 %, la principale compétition, celle du jeune cinéma,

a été supprimée, la valeur des prix a été diminuée de moitié.

Les organisateurs ont voulu en profiter pour supprimer les grandes rétrospectives qui étaient pourtant le fleuron du Festival. La mort d'Akira Kurosawa, embaumé avec des honneurs qu'on s'était bien gardé de lui accorder de son vivant, a légitimé l'organisation in extremis d'une intégrale – dont la liste pourrait bientôt être augmentée d'œuvres posthumes : le 13 septembre, une semaine après la mort de l'auteur de *Ran*, le fils et producteur de celui-ci, Hisao Kurosawa, réunissait tous les collaborateurs attirés du défunt. Et leur demandait de participer à la réalisation de l'un des scénarios laissés en suspens, intitulé *Après la pluie, le soleil reviendra*.

« Voici l'histoire d'un héros et de sa femme, écrivait le vieux réalisateur en guise de présentation. La femme ne vient qu'à l'amour de son mari, elle est heureuse puisqu'il l'aime. Mais lui croit qu'elle souffre des difficultés matérielles de leur existence depuis que ce samouraï émérite a perdu son emploi. Alors il s'empresse à des tâches trop lourdes, et les difficultés qu'il s'impose attristent sa femme. Mais ce récit de-

va, en revanche, mettre les spectateurs de bonne humeur. » Cette comédie d'arts martiaux, dans l'esprit de *Yojimbo* et de *Sanjuro*, est « l'histoire d'un chômeur à une époque de récession comparable à la nôtre », souligne Masato Hara, qui apporte l'essentiel d'un budget de 25 millions de francs. Le film sera réalisé par Takashi Koizumi, assistant de Kurosawa depuis *Dersou Ouzala*. Comme tous les techniciens et comédiens sollicités, Nogami Tetsu, dit Nonchan, la plus proche collaboratrice du cinéaste, a répondu à l'appel, en vue d'un tournage en mai 1999.

PÔLES NOUVEAUX

En charge du financement, Masato Hara dirigea longtemps le département « art et essai » de la puissante Nippon Herald. Devenu indépendant, il poursuit les mêmes ambitions, grâce au soutien d'un gros fabricant de vidéo, Kenzo Horikoshi, qui a récemment produit *Tokyo Eyes* de Jean-Pierre Lino et coproduit *Pola X* de Leos Carax, vient de fonder une école de cinéma où devraient voir le jour trois longs métrages par an. Takenori Senthô, le jeune et entreprenant producteur

de *Suzaku* (Caméra d'or à Cannes en 1997), a trouvé des financiers pour ses projets. Lee Bong-U, responsable de Cinéquanon, élargit ses possibilités d'intervention au service du cinéma d'auteur à la fois comme producteur, comme distributeur et comme exploitant. Shinya Tsukamoto, réalisateur remarqué pour *Tokyo Fist* ou, cette année à Venise, *Bullet Ballet*, s'est fait producteur et acteur pour accompagner les débuts d'Hisashi Saitô, conducteur d'un *Sunday Drive* ironiquement somnambulique.

Ces pôles nouveaux se renforcent sur fond d'effondrement des structures traditionnelles. Le plus significatif d'entre eux est probablement celui qui se met en place autour du seul auteur majeur apparu au Japon depuis dix ans, Takeshi Kitano. Sa société, Office Kitano, qui maintient produit aussi d'autres réalisateurs – Hiroshi Shimizu, dont on a découvert le premier film, *Itai*, cet été à Locarno – vient de recevoir le renfort de Shozo Ichiyama, jusqu'à présent défricheur de talents au sein du studio Shochiku. Mais le meilleur atout de l'Office reste Takeshi lui-même. Lavé de toute violence spectaculaire, son huitième film, *L'Id de Kikyo*, déroutera ceux qui n'avaient reconnu dans l'auteur de *Hana-bi* qu'un habile manipulateur. Ses véritables qualités – élégance du plan, émotion du regard, sens du tempo – prennent toute leur place avec ce road movie accompagnant la trajectoire de Kitano et d'un gamin, de la ville à la mer, de Chaplin à Fellini. Il est difficile d'imaginer que si belle œuvre, sereline, comique et poignante, ne passe pas par Cannes au printemps prochain.

Jean-Michel Frodon

La production coréenne résiste à la crise financière

Le troisième Festival de Pusan a mis en évidence le dynamisme des jeunes réalisateurs

PUSAN (Corée du Sud)

correspondance

On aurait pu craindre que la crise en Asie du Sud-Est ne compromette l'essor du cinéma de Corée du Sud. Pourtant, la production de ce pays s'affirme comme l'une des plus offensives de la région. Entrés en force il y a à peine trois ans dans ce secteur, les conglomérats coréens se tournent de plus en plus vers le jeune cinéma local, les droits des films étrangers et surtout américains étant devenus prohibitifs. Déjà fortement impliqués, Samsung et le groupe financier Ilshin ont prévu d'investir chacun près de 40 millions de francs dans une dizaine de films d'ici à la fin de 1999. En outre, la KMPPC, le Centre national du cinéma coréen, vient de mettre en place un système d'aide au cinéma, qui a porté cette année sur vingt films pour une enveloppe d'environ 30 millions de francs, une première en Asie, où la Corée est l'un des seuls pays à imposer des quotas de diffusion en salles pour les films nationaux.

Si le nombre de films produits sera probablement inférieur à 50 cette année – contre 59 en 1997 –, la qualité et la motivation sont plus que jamais au rendez-vous. Le Festival de Pusan, dont la troisième édition a eu lieu du 24 septembre au 1^{er} octobre, en a témoigné avec éclat. Parmi les 210 films projetés devant 200 000 spectateurs (et à côté d'une importante sélection internationale), la manifestation a mis en évidence le dynamisme local. Outre les découvertes déjà faites cette année à Cannes (dont *Le Pouvoir de la province du Kangwon*, de Hong Sang-soo), on comptait 13 premiers films sur les 18 réalisations coréennes présentées. Si l'exploration de la

sexualité est un thème prisé par les jeunes cinéastes, les mutations de la toute jeune démocratie coréenne, en proie à une crise sociale et économique sans précédent, fournissent un terrain très riche au cinéma.

« La plupart des jeunes réalisateurs ont étudié à l'étranger, ils s'efforcent d'[y] confronter la réalité sociale coréenne. On sent une volonté de casser les conventions », explique Lee Yong-kwan, professeur de cinéma et programmeur de la sélection coréenne. La génération précédente, fer de lance de la contestation sous la dictature, n'est pas en reste. Park Kwang-su, un de ses brillants représentants, s'apprête à tourner *La Guerre de Yi Jue-su*, qui met en scène le destin tragique d'un jeune messager propulsé à la tête d'une révolte de paysans dans l'île de Cheju, en 1901. Coproduit par les Films de l'Observatoire, le projet, tiré d'une histoire vraie, comporte deux acteurs français et a été présenté au PPP (Pusan Promotion Plan), l'un des temps forts d'une manifestation qui veut promouvoir les cinéastes de la région à travers un système de bourses. Le PPP, programme de trois jours au cours duquel 17 projets de films asiatiques en quête de partenaires furent présentés, a été plébiscité par les professionnels.

Brice Pedroletti

■ FESTIVAL : Alberto Barbera, jusqu'à présent directeur du Festival de Turin, vient d'être nommé directeur du Festival de Venise par la Biennale de Venise. Il remplace Felice Laudadio, démissionnaire après deux ans d'exercice.

14000 témoins. Personne n'a rien vu.



SNAKE EYES
UN THRILLER DE

www.gaumont.fr

La victoire d'une héroïne multicolore contre les envahisseurs mongols

Mulan. Le nouveau dessin animé de Disney vise le marché asiatique avec adresse et entrain

Avec *Mulan*, l'histoire d'une jeune Chinoise qui mène une lutte victorieuse contre les Mongols, Disney cherche à la fois à conquérir le marché

asiatique et à riposter à la concurrence naissante de DreamWorks, studio dirigé par Steven Spielberg et Jeffrey Katzenberg, qui commercia-

lise, à la mi-décembre en France, *Le Prince d'Égypte*. Ce nouveau dessin animé atteint ses objectifs avec allégresse.

Dessin animé américain de Tony Bancroft et Barry Cook. (1 h 28.)

Confronté au défi de devoir concevoir chaque année un produit à la fois nouveau et similaire au précédent, le compositeur a une musabilité gamme de longs métrages, le Studio Disney a trouvé pour cette année une réponse, plutôt séduisante. La jeune héroïne chinoise qui donne son nom au film et qui mène la lutte contre les envahisseurs mongols - lutte victorieuse, *à contrario* de la réalité historique - emballe un récit qui conserve les qualités habituelles (sens du rythme et du récit) et recycle les poncifs de la Major avec une adresse certaine. La performance

n'est peut-être pas sans rapport avec la nouvelle situation créée par le développement de Dream-Works, le nouveau studio dirigé par Steven Spielberg et Jeffrey Katzenberg, ancien responsable de Disney venu mettre un terme au monopole des épigones d'Oncle Walt (et dont la réponse s'intitule *Le Prince d'Égypte*, attendu sur nos écrans le 16 décembre).

La principale raison de la réussite de *Mulan* tient à l'harmonisation de toutes les composantes : trop souvent, chez Disney, les morceaux de bravoure, les facéties des personnages secondaires, les chansons apparaissent comme des ingrédients usinés chacun de son côté, mais qui ne se fondent pas toujours ensemble. Cette fois, le film est plus important que chacun de ses

diéments, et c'est fort bien ainsi. Côté graphisme, le recours à l'informatique parvient à se faire oublier. La première bénéficiaire en est Mulan elle-même. Romantique avec les joies standardisées de la Petite Sirène, Jasmine ou Pocahontas déclinèrent les variantes, elle est dotée d'une morphologie moins convenue – et à qui facilite le travestissement – et part de ses aventures. Les scènes d'action, notamment une mémorable bataille dans la neige, bénéficient d'un bysisme épique qui n'est pas sans rappeler ce qu'il y a de plus beau dans la haute époque maïstros – ce qui est moins paradoxal qu'il n'y paraît. Outre que l'académisme hervoït finit toujours par se ressembler, quelle que soit l'époque dont se réclame

ment ses auteurs, l'opération *Mulan* est, aussi, un épisode des grandes manœuvres hollywoodiennes pour conquérir le marché chinois. Visée on ne peut plus intéressée, mais dont la contrepartie est l'incontestable respect pour les signes culturels chinois (alors que *Aladdin* était loin de s'embarasser de semblables précautions).

AUDACIEUSE ABSTRACTION
 Dans les séquences de bataille et de feux d'artifice, le film s'offre même de réelles réussites graphiques, d'une assez audacieuse abstraction. Le « méchant » — toujours crucial pour la réussite de ce genre de recette — est un colosse aux contorsions de geisha particulièrement attachant. Et les diverses ficelles de l'inévitabile correction politique (antimachisme, antiracisme, antiautoritarisme, reconstitution de la famille séparée et *happy end* sentimentale) s'enchevêtrent assez étonnamment pour ne pas trop parasiter le cours du récit.

L'originalité ne pouvant, en pareille circonstance, qu'être très relative, et toute transgression étant évidemment bannie, *Mulan* accomplit sa triple mission (prendre place dans la série des grands Disney et séduire le public enfantin, affronter la concurrence DreamWorks, envoyer un signal séducteur aux Chinois) avec une honorable allégresse.

Jean-Michel Frodon

★ *Mulan* bénéficie d'une « présortie » au Rex à Paris, le 14 novembre, avant sa sortie dans la France entière le 25 novembre.

demoiselle Marmé, avec un seul !) la joue en drôlesse, en tendresse. Pourquoi pas ? Son œil bleu, délavé par trop de Javel, sait cependant se faire dur, ambigu. Sur les tomettes assorties aux patines vénitiennes des Bouffes, Maurice Bénichou a disposé un portrait de Brassai au travail. Un autel. Mademoiselle ne sortira pas sans un salut (mérité) de la créature à son créateur.

Jean-Louis Perrier

*** Histoire de Marie, de Brassai.** Mise en scène : Maurice Bénichou. Avec Geneviève Mnich. Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, Paris, 10^e. Tél. : 01-46-07-34-50. Durée : 1 heure. 70 à 130 F. Du mardi au vendredi à 20 h 30, samedi à 16 heures et à 20 h 30. Jusqu'au 27 novembre.

fort d'entre eux. *Histoire de Marie*. Une suite de notations réunies dans l'immédiat après-guerre, contant la vie d'une femme de ménage solitaire, vieillie trop tôt, qui révélait elle-même en une quarantaine de tableaux l'étendue de son dénuement et de son invention langagière.

Marie rêve d'un homme de bonne race » comme d'un animal familier ; elle dira d'une de ses maîtresses qu'« elle a le diantre dans le ventre » et constatera, en envieuse, que « tout le monde veut l'en-fer ». Maria a le sens de la majuscule, hors un mot qui manque à son vocabulaire : celui d'Amour. Le metteur en scène, Maurice Béthoux, a trouvé chez Brassai une dramaturgie prête à l'emploi. Il n'a pas pris l'affaire au tragique. Bien au contraire. Et Geneviève Mnich (Ma-

INSTANTANÉ
DANS LES MOTS
DES RUES

Le photographe Brassai, que Henry Miller appelait « l'œil de Paris », en était aussi l'oreille. Avec la passion des graffitis, il cultivait celle des mots jetés sans compter sur les comptoirs des bistrots, qu'il remportait chez lui, au petit matin. Il savait transcrire en instantanés cette langue vivante, avec ses manières à elle et l'honneur à fleur de peau, un art brut de populo, inventif, aujourd'hui disparu sous les papiers peints uniformes du bien-dire. Quelques-uns de ses textes avaient été rassemblés sous le titre de *Paroles en l'air* en 1977. Actes Sud avait repris, il y a deux ans, le plus

[illegible]

FILMS DE LA SOIRÉE

GUIDE TÉLÉVISION

FILMS DU JOUR

GUIDE TÉLÉVISION

50 minutes

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 NOVEMBRE 1998 / 27

FILMS DE LA SOIRÉE

23.00 Le Mouchard ■■
John Ford (États-Unis, 1935,
N., v.o., 90 min.)
Ciné Classics

0.30 Le Carrosse
d'or ■■
Jean Renoir (France - Italie, 1952,
100 min.)
Ciné Classics

1.50 L'Humaine
qui n'a pas d'âme ■■
King Vidor (États-Unis, 1952,
90 min.)
Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

17.10 Le Monde des idées.
Thème: Les intellectuels.
Invité: Bernard-Henri Lévy.
LCI

MAGAZINES

17.30 Les Dicos d'or. Finales régionales:
Cantique et palmarès.
France 3

18.05 Le Club.
Jean-Marie (rediff.).
Ciné Classics

19.00 T.V.+.
Canal +

19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 14 novembre 1948.
Le triomphe de la radio.
Invité: Jean-Noël Jeanneney.
Arte

20.00 Thalassa. Sur la route du rhum.
TV 5

20.05 Le Magazine de l'Histoire.
Invités: Catherine Berio,
Pierre-Henri Deloche, Krzysztof Pomian,
Alain Besançon.
Histoire

21.00 Faut pas rêver.
Mauricie: Les escadrons nomades.
Brel: La course aux bouffes.
Invité: Patrick Chamoiseau.
TV 5

21.35 Métropolis. Amsterdam, ville
culturelle. Stanislas Nordey et son
théâtre de Saint-Denis. Michael
Bismann, Klaus Michael Grüber.
Arte

22.45 Strip-tease.
Un mode dominant.
En Nouvelle-Calédonie.
Le petit livre rouge.
France 3

23.30 T'as pas une idée ?
Invité: Gilbert Collard.
Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

18.05 Les Sectes, mensonges
et idéaux. (15). La société
face aux sectes.
La Cinquième

18.30 Ceux qui se souviennent.
(3 et 47).
Histoire

18.40 Notre-Dame de la Joie.
Planète

19.00 André Malraux
ou la «Grande Vie».
Odyssée

19.35 Les Grandes Batailles du passé.
(2/8). Carthage.
Planète

20.35 Planète animal. Tuer pour vivre
(4/5): Le danger vient du ciel.
TMC

20.35 Le Siècle Stanislas.
(2/3). Les années sismiques.
Planète

20.35 La Guerre civile d'Espagne.
(6/6). Victoire et défaite.
Odyssée

20.40 L'Aventure humaine.
Vasco De Gama, du Portugal vers
l'Inde (1497). L'Extrême-Orient.
Arte

21.25 Planète Terre.
L'Ouest américain (2/8).
TMC

21.30 La Quête du futur. (11/22).
Les guerres du futur.
Planète

21.30 Les Années fracturées.
La Grande Guerre à l'écran.
Odyssée

22.00 Histoire et légende
du judo mondial.
Planète

22.00 Jazz Collection.
John Coltrane.
Muzik

22.05 The World
of Tomorrow.
Canal Jimmy

22.25 Hamel, le tournant
de la guerre.
Odyssée

22.55 Preuves à l'appui.
(10/1). Tumeurs en série.
Planète

23.00 Trotsky.
Histoire

23.20 Arctique, lumières
boréales. (4/13).
Odyssée

23.45 La Chasse
au grand requin blanc.
Planète

23.50 Egon Schiele. Vie et œuvre.
Odyssée

0.00 Corpus Christi.
(2/3). Jean le Baptiste.
Histoire

0.10 Music Planet.
Oum Kalsoum.
Arte

SPORTS EN DIRECT

17.55 Football.
D2: Caen - Troyes.
Eurosport

20.25 Basket-ball.
Pro A: Paris-SG - Nancy.
Eurosport

20.30 Supercross. Bercy.
Paris Première

20.45 Route du Rhum 1998.
France 3

23.00 Boxe. Mont-de-Marsan. Fabrice
Tiozzo - Ezequiel Padoa.
Canal +

MUSIQUE

20.30 La Bohème. Opéra de Puccini.
Mise en scène: Francesca Zambello.
Par l'Orchestre de l'opéra
de San Francisco.
Mezzo

21.00 Sonny Rollins.
Muzik

22.25 Mitsuko Uchida.
Interprète Debussy.
Douze études pour piano.
Mezzo

23.10 Martha Argerich.
Avec l'Orchestre national
de France, dir. Charles Dutoit.
Mezzo

23.10 Art Blakey and the Jazz
Messengers.
Muzik

0.00 The Charles Mingus Sextet.
Della G.
Muzik

TÉLÉFILMS

20.40 Laèvre monte à El Paso.
Manuel Mutt. Tourné.
Ciné Classics

20.55 Les Maîtres du pain.
Séverine. (1 et 2/2).
Téva

21.00 La Femme du veuf.
Michel Favart.
France 3

22.35 La Flèche de l'amour.
Antonio Talsi.
Arte

SÉRIES

20.35 H. Mon meilleur copain.
Racaille. Le meilleur ami
de l'homme.
Canal +

20.40 New York Undercover.
Racaille. Le meilleur ami
de l'homme.
13ème Rue

20.50 Le Caméléon.
Course contre la mort.
M 6

20.55 Blague à part. Rudy.
Canal +

21.20 Spin City. Question de fierté.
Canal +

21.45 The Sentinel.
Un trop long sommeil.
M 6

22.40 Profiler. Mourir pour vivre.
M 6

0.30 Star Trek. Deep Space Nine.
Un homme seul.
Canal Jimmy

0.35 American Gothic.
Requiem (22/22).
13ème Rue

NOTRE CHOIX

21.00 France 3

La Femme du veuf
En famille (entre mère coincée et
sœur infime) comme au travail
(elle vend des chaussures), Anne
(Agathe de La Boulaye) s'ennuie.
Elle épouse un bel agriculteur veuf
(Patrick Fierry), qui vit avec sa mère
(Marthe Villalonga, superbe tei-
gneuse) et son fils. La mère la dé-
teste, le fils l'adore et le veuf, qui a
gardé la photo de sa première
femme dans sa chambre, ne semble
aimer que son tracteur. Voilà pour
la trame de ce téléfilm. Agathe de
La Boulaye interprète finement
l'épouse immature et butée, fille du
monde ouvrier transplantée dans
une famille paysanne où règnent
aigreur et malentendu. De belles
images et de bons acteurs, mais
Michel Favart commet parfois l'élip-
se avec le non-dit. - A. Cr.

22.45 France 3

Strip-tease
De Nouvelle-Calédonie où il a pas-
sé quelques mois, Olivier Lamour
(on se souvient de son dossier des
trois temps sur la bagarre des ou-
vrières de Marylou, une usine de
confection en Bretagne) a ramené
deux sujets - *Caloches de m...* et
En... de Camaguy - qui montrent
deux communautés pas encore
prêtes à vivre dans l'harmonie.

23.00 Ciné Classics

Le Mouchard
En 1922, à Dublin, un homme qui
crève de faim livre à la police an-
glaise, pour un peu d'argent, un
ami appartenant au mouvement
révolutionnaire du Sinn Féin. Sur le
thème du mouchardage et du men-
songe, un John Ford de 1935,
d'après un roman de Liam O'Flah-
erty, adapté par Dudley Nichols.
Remarquable composition de Vic-
tor McLaglen. - J. S.

13.30 France 3

Les Peuples du temps

Destins en sursis

« LES PEUPLES du temps »,
quel beau titre ! Hélas, la man-
chette est trompeuse. La chaîne
compterait-elle sur l'attente
pour accélérer la digestion d'ima-
ges ? Ceux qui s'attendent à
parvenir à la recherche de cultures
évanouies vont être déçus - le leur
faudra patienter jusqu'à l'ultime
volet de cette série documentaire
pour y rencontrer enfin quelques
Mayas. Ce n'est pas de peuples
qu'il s'agit dans ces cinq films si-
gnés Dominique Pipat, mais de
destins d'êtres humains, confron-
tés, dans une nature impossible, à
plus fort que leur courage, flirtant
sans cesse avec la mort « pour
s'offrir une autre vie », comme
disait Joseph Conrad.
Le premier volet, *Alaska, le ber-
ceau des tempêtes*, s'attache au
dur labeur de deux jeunes pé-
cheurs de crabes. Mer dantesque.
La caméra, elle aussi déchaînée,
du chef-opérateur Robert Pauly
vaut bien le stylo du Victor Hugo
des *Travailleurs de la mer*. Les di-
manches suivants, on ira en Aus-
tralie, en Patagonie, en Namibie
et au Guatemala. Superbes
images d'une nature omni-
potente, oppressante, où l'homme
est en sursis, prêt à être balayé
comme un fétu.
Ces films montrent une fois de
plus la difficulté de traiter à la té-
lé, comme d'ailleurs en littérature,
du voyage et de l'aventure. La sé-
duction des images ne suffit plus.
Le contenu de deux volets (Aus-
tralie, Namibie) est encore plus
« désertique » que les contrées
traversées. Certes « l'explora-
teur » a la pudeur de ne plus se
mettre en scène et de mettre l'ex-
ploitation en sourdine, alors que sur
une chaîne voisine il ne cesse de
s'agiter et de se mirer, cordes en
main ou palmes aux pieds. Le re-
gard posé sur l'Autre est aussi
plus respectueux. Pour autant, la
rencontre est-elle plus fruc-
tueuse ?
Ceux qui voyagent savent - et
ils en souffrent - la quasi-impos-
sibilité d'avoir des relations d'égal
à égal avec les êtres rencontrés, ne
serait-ce que parce que ces der-
niers, comme l'écrit Claude Lévi-
Strauss, « ne songent pas à se poser
en égaux ». Mais on a beau le sa-
voir, on reste sur sa faim, car la sé-
rie ne s'aventure guère sur le ter-
rain du pourquoi. Comme si cela
pouvait tenir de si belles images.

Régis Guyotat

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

19.00 Métropole Place.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal. Météo.
20.55 Surprise sur prise.
22.55 Hollywood Night. Escalade en enfer.
Téléfilm, Syntexford Hamilton.
0.30 Forêt de la nuit.
1.10 TF 1 nuit. Météo.

FRANCE 2

18.55 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.00 Hélicoptère.
19.45 et 20.45 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport.
19.55 Météo. Journal.
20.35 L'Image du jour.
La Route du Rhum. Météo.
20.55 Y'a quoi à la télé.
23.05 Déclaration universelle
des Droits de l'Homme.
Téléfilm, Michel Favart.
23.10 Union libre.

FRANCE 3

18.50 et 1.30 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information. Météo.
19.05 La Vierge noire.
20.40 Tout le sport.
20.45 Voile. La Route du Rhum.
21.00 La Femme du veuf.
Téléfilm, Michel Favart.
22.45 Strip-tease.
23.45 Météo. L'Euro, mode d'emploi.
23.55 Soir 3.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35
18.25 La Légende
de Calamity Jane. (1/13).
19.00 T.V.+.
20.05 Jean-Luc et Faipassa. A table.
20.05 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.30 Samedi comédie.
20.35 H. (4/20). Mon meilleur copain.
18.55 H. (4/20). Rudy.
21.20 Spin City. Question de fierté.
21.45 South Park. Une promenade
complémentaire avec Al Super Cars.
22.10 Jour de foot.

23.00 Boxxe. Championnat du monde WBA.

0.30 Turbulences à 30 000 pieds.
Film, Robert Butler.

ARTE

19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 14 novembre 1948 - 1948:
Le triomphe de la radio.
19.45 Météo. Arte info.
20.05 Les Dessous des cartes.
Royaume-Uni: Entre Europe et Indes.
20.15 Hale and Pace. (7/7).
20.40 L'Aventure humaine.
Vasco De Gama, du Portugal
vers l'Inde (1497).
21.35 Métropolis.
22.35 La Flèche de l'amour.
Téléfilm, Antonio Talsi.
0.10 Music Planet. Oum Kalsoum.
1.05 Cléopâtre. (1/2).
Film, Cecil B. De Mille (v.o.).

M 6

19.10 Turbo.
19.45 Warning.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.45 La Trilogie du samedi.
Le Caméléon.
Course contre la mort.
21.45 The Sentinel.
Un trop long sommeil.
22.40 Profiler. Mourir pour vivre.
23.35 Pannathalon.
Téléfilm, Bruce Malmuth.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fléon. Comédie-Française. Mimio
von Bernheim ou Le Forgeron du soldat,
de G.E. Lessing.
23.35 Opus. La petite chambre
du vous avez dit cabaret.
0.05 Le Gal Savoir. Peter Kubelka.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert à quatre.
Œuvres de Zemlinsky, Ravel.
23.07 Présentez la facture.
Invité: Jean-Frédéric Schmitt.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Sergel Taneiev. Œuvres de Taneiev,
Tchoukova, Météon.
22.00 Da Capo. Œuvres de R. Schumann,
Mozart, Brahms, Beethoven.

FILMS DU JOUR

17.30 Le Pigeon ■■
Mario Monicelli (Italie, 1958,
N., v.o., 100 min.)
Ciné Classics

20.30 Le Mouchard ■■
John Ford (États-Unis, 1935, N.,
v.o., 90 min.)
Ciné Classics

20.30 Poussière d'ange ■■
Edouard Groussier (France, 1987,
95 min.)
Ciné Classics

20.30 Le Bédouin ■■
Bernardo Bertolucci (Fr.-GB,
1993, 140 min.)
Cinéstar 1

20.35 Révolution ■■
Hugh Hudson (EU-GB, 1985,
125 min.)
TMC

20.40 L'Étrange Noël de Mr Jack ■■
Tim Burton et Henry Selick
(EU, 1993, 90 min.)
Disney Channel

21.00 La Ciociara ■■
Vittorio De Sica (Italie, 1960,
N., v.o., 90 min.)
Cinéstar 2

21.00 Fort Saganne ■■
Alain Corneau (France, 1984,
180 min.)
Cinéstar 2

22.00 Un goût de miel ■■
Tony Richardson (Grande-Bretagne,
1961, N., v.o., 100 min.)
Ciné Classics

22.05 Abattoir 5 ■■
George Roy Hill (États-Unis, 1972,
v.o., 100 min.)
Ciné Classics

22.10 Mademoiselle Gagne-Tout ■■
George Cukor (États-Unis, 1952,
N., v.o., 95 min.)
Arte

22.50 Mes meilleurs copains ■■
Nancy Judd (France, 1995,
110 min.)
Cinéstar 1

0.25 La Kermesse héroïque ■■
Jacques Feyder (France, 1935,
100 min.)
France 3

0.25 Vera Cruz ■■
Robert Aldrich (États-Unis, 1954,
95 min.)
Cinéstar 1

1.45 Le Silence est d'or ■■
René Clair (France, 1946, N.,
100 min.)
Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

12.10 et 4.45 Polémiques.
France 2

12.10 et 0.10 Le Monde des idées.
Thème: Les intellectuels.
Invité: Bernard-Henri Lévy.
LCI

18.30 Le Grand Jury RTL-Le Monde-LCI.
Invité: François Bayrou.
LCI

18.30 Brise-glace. Socialistes
et entreprises, quels rapports ?
Avec François Hollande. La Cinquième

19.00 Public. Les Vents en Europe
européennes de juin 1999.
Invités: Dominique Veyron,
Daniel Cohn-Bendit.
TF 1

23.10 Politique dimanche.
Jean-Christophe Cambadélis. France 3

MAGAZINES

11.00 Droit d'auteurs.
Avec Benjamin Stora, Leïla Marouane,
Jean Daniel.
La Cinquième

12.30 Arrêt sur images.
Médias et littérature:
le cas Houellebecq.
La Cinquième

14.05 Ciné-Chénouarts.
La mois de la photo. Invité: Johan
Van der Keeken.
Ciné Classics

15.30 Envoyé spécial. Les années 90.
Les profs, familles victimes
de la drogue. Avec François Mayeur,
Olivier Guillemand.
Histoire

16.00 Le Sens de l'Histoire.
Martin Luther King.
Invités: Laurent Ruquier,
Pierre Melandri.
La Cinquième

20.00 et 22.30 Le Monde de TV5.
Carte blanche à «Faut pas rêver».
Invité: Sylvain Augier.
François Jacquard.
TV 5

20.45 De l'actualité à l'Histoire.
La métamorphose
de la social-démocratie.
Invités: John Crowley, Didier
Mouchane et Hans Stark.
Histoire

20.50 Capital. Achever moins cher:
les nouveaux flions.
M 6

21.45 Envoyé spécial. Les années 90.
Les sectes.
Invité: Jean-Marie Abgrat.
Histoire

23.00 Les Dossiers de l'Histoire.
L'orchestre noir (2/2).
Histoire

DOCUMENTAIRES

18.00 Histoire et légende
du judo mondial.
Planète

18.05 Histoire de la BD.
(7/13). Love Is All You Need.
Odyssée

18.30 Trotsky.
Histoire

18.30 Plans de vol.
Pistes de brousse.
Odyssée

18.50 Preuves à l'appui.
(10/1). Tumeurs en série.
Planète

19.00 Au nom des animaux.
Quoi qu'il en soit.
Odyssée

19.30 Corpus Christi.
(2/3). Jean le Baptiste.
Histoire

19.30 Paul Gauguin.
un goût barbare.
Odyssée

19.45 La Chasse au grand
requin blanc.
Planète

20.25 La jungle de verre.
(1/6). A tout allure.
Odyssée

20.30 Chnés et merveilles.
Mammoth.
Téva

20.35 Kali, une déesse au secours
des humains.
Planète

20.45 Soirée thématique. Gohmania.
Arte

20.50 Orages du soleil.
(1/3). Fuel Rations.
Odyssée

21.25 Café bouillu. (2/3).
Planète

22.40 De Nuremberg
à Nuremberg. (3 et 4/4).
France 2

22.50 RU 486, la pilule abortive.
France 2

23.05 Israël. Les derniers
jours de Birabikjan.
Odyssée

23.35 Driving Passion. (4/4).
Canal Jimmy

23.50 Patrick Dupond.
le talent insolent.
Festival

23.55 Une tribu sous
les nuages.
Odyssée

0.00 Le Ratel, chasseur
de miel au Kenya.
Planète

0.00 Trente ans d'Histoire.
la Grande Guerre. (3/5).
Histoire

0.50 Bébé Cadum.
Planète

SPORTS EN DIRECT

13.00 Tennis. Tournoi messieurs de
Moscou et de Stockholm.
Eurosport

16.25 Supercross. A Bercy.
France 3

17.30 Supercross. A Bercy.
Eurosport

20.30 Football.
D1: Le Havre - Paris-SG.
Canal +

20.45 Route du Rhum.
France 3

MUSIQUE

17.05 Steve Coleman and Five
Elements. Hot Brass 1996.
Muzik

18.00 Joshua Redman Quartet.
Bruxelles 1994.
Muzik

13.30 France 3

Les Peuples du temps

Destins en sursis

« LES PEUPLES du temps »,
quel beau titre ! Hélas, la man-
chette est trompeuse. La chaîne
compterait-

Le maire socialiste de la commune du Val-de-Marne dénonce une « erreur politique »

مکتبہ اسلامیہ لاہور

de Brecht. Mise en scène de Jorge Lavelli
Jusqu'au 24 février 1999

À renvoyer dès aujourd'hui à la Comédie-Française, service location - R.P. 2141-75021 Paris Cedex 01. Tél. 01 44 58 15 15.

en Bretagne

en Bretagne

musique qui n'est plus du raf, mais déjà une musique de la France multethnique. L'événement

en Bretagne

On prend les mêmes...

[illegible]

est en train d'en tourner un deuxième. Pourtant elle qu'on voit se dépêcher sans Phélie. Tout est fait et elle apparaît à se transformer en s'effaçant, s'il est resté.

A France 2, le casting est plus libre, mais la pression s'installe sur le rythme de la concurrence avec TF1 : « La chérie a trois ans, les mêmes stars qui la chahutent, mais en dominant moins d'argent » explique Laurence Bachman, PDG d'Alamy (Elleppes). La productrice, qui travaille beaucoup avec Richard Boudrigue, pour TF1 (*Telle mère, telle fille*, *Des jureurs*).

(Suite page 4)



Amny Daperey et Bernard Lecocq dans « Une famille formidable » (TF1)

● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1998**

Inviter Le Pen ?

Chiens :
trop c'est trop !

Je pense, comme Jean-François, que ces prétextes combi-

sence de ces «compagnies», témoins de l'inci-

**maître, aux maltraités usages
Christiane Peron
Aude**

« Monsieur, vous m'excusez ? » également que l'émission d'un véritablement intransférable. L'élève qui osera dire à quelque

Michel Drouot
Episy (Seine-et-Marne)

1

L'Actualité
sur F
tous les samedis
tous les dimanches
avec Jérôme Colonna

100

1

1

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

—

100

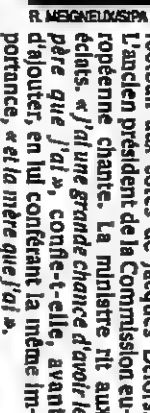
—

[illegible]

1995年12月15日

D'un virus à l'autre

En cinquante-deux minutes, les images défilent, avec une grande unité de ton, de La Rochelle à Lille, en passant par Marseille et le mi-

[illegible][illegible]**Michael Nollencourt**

LTVA est le premier centre européen de formation professionnelle aux nouvelles technologies

Free text reassignment:
Tel 01 48 83 24 24 - Fax 01 49 83 21 78
Email: formation@tma.fr - Web: www.tma.fr/TMA/Formation



6 Le Monde ● **TeleVision** ■ **Radio** ▼ **Multimedia** **Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1998**

Comme l'on magistralement montré la situation de 1918, avec tous les phénomènes de panique que l'on peut d'ores et

« *Pendule dans la rue* », un film d'Elia Kazan présenté comme « une rétrospective exporative de la peste d'Albert Camus »

ment, l'histoire Michel Grenet, il faut compter avec le génie infectieux propre aux agents pathogènes microscopiques, aussi qu'avec une forme d'équilibre dynamique existant entre ces agents et leurs hôtes. Ainsi, plutôt que de rêver à un avenir radicalement hygiénique, débarrassé de toute menace microbiologique, il mieux vaut espérer que l'humanité sera toujours exposée à des risques infectieux et épidémiques, les progrès ne pouvant résister à l'écueil de l'organisation malthusienne d'une vie humaine dans une écosystème mortel.

De ce point de vue, la recherche d'origine fournit deux exemples, originaux, d'atteintes complémentaires. Le premier, *The Virus Janine*, un documentaire signé Anne Georget — connue une quinzaine d'années plus tôt évoquée dans les colonnes du *Monde* — la recherche obsédée, par quelques scientifiques, d'échantillons vi-

d'entérologues romanisés. C'est qu'en effet, on ne peut pas tout savoir de la peste sans en faire le terrain. C'est qu'en effet, on ne peut pas tout savoir de la peste sans en faire le terrain. C'est qu'en effet, on ne peut pas tout savoir de la peste sans en faire le terrain.

Enfin de programme, on oubliera les virus mais pas la mise en quarantaine — avec fols, il s'agit de peste pneumonique — avec un échantillon lui-même défini par Ella Kazan en 1950 — *Plague dans la rue* —, préface de la comtesse « une réécriture explosive de la peste » de *Le Comte de Montecristo*. Si l'on voit dans la mortelle interdictio le champ d'origine biologique de l'épidémie, dans la loi du hasard qu'à celles de la peste.

Jean-Yves Lefeu

Jean-Yves N'Gou

www.rtl.fr

ZIKW EBB



Retrouvez
toutes les infos
de l'émission

RTL et vous, c'est aussi : le programme, les fréquences, les jeux, etc..

Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1998 ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Le Monde 35**

مكة من اجل

elles aussi unies pour lancer leur site First Nations. L'artiste a été invité à envoyer un message de bienvenue en Real Time Audio du chef Frank Nelson. Pour rencontrer avec l'esprit de leurs ancêtres, les membres de la Côte pacifique ont ressuscité la culture du canot. « Plus qu'une simple embarcation, cela représente pour nous un lien spirituel avec l'éternel, explique Richard Kavauda, responsable du site. Grâce au courant électrique nous avons pu réintégrer l'année dernière plusieurs tribus pour une course de 1 000 kilomètres avec de grands canots traditionnels en bois sculpté. » Un événement racémité racémité, photos et vidéos à l'appui. « L'idée est de concilier traditions et nouvelles technologies, et de montrer à tous que notre culture est bien vivante ! »

SCULPTEURS À L'ŒUVRE

Avec l'aide des Ainus du Japon, qui disposent d'une loi sur le site dédié à la sculpture du cancére, Richard Kavadès va créer, sur FirstNations.com, un espace où les internautes verront les sculpteurs à l'œuvre et pourront leur poser des questions en direct.

FirstNations.com donne aussi accès à six groupes de discussion thématique. « Certains sujets qui ne trouvent pas de place dans les médias traditionnels, comme, par exemple, le taux élevé de suicides dans les réserves, peuvent s'expliquer en ligne sans crainte d'être censurés », précise Richard Kavadès. Internet devient ainsi pour les communautés un espace de dialogue où se constituent des réseaux d'entraide. On compte déjà sur la Table des dizaines de forums de discussion réservés aux peuples autochtones. Les

plus populaires sont les cinq forums thématiques de NativeWeb et le Native American Chat créé par Hau Mitkolapi, un Chiricahua Apache qui s'est mis en tête de faire se rencontrer sur la Toile tous les Amérindiens.

Comme le souligne Jean-Patrick Razon de Survival, « en s'emparant massivement d'Internet, les peuples indigènes affirment leur volonté de vivre dans le présent tout en *préservant leurs traditions* ». Une attitude qui dérange, puisque elle brise l'image folklorique dans laquelle on a tendance à enfermer les autochtones. Et Jean-Patrick Razon de conclure : « pour la plupart des gens, un indien n'est plus un indien s'il a perdu ses plumes, alors s'il utilise l'Internet... ».

Christophe Labbé et Olivia Recasens.

- www.solcommunications.com/tuwa.html
- ekeko.rtp.net.pe/ashantika/
- members.aol.com/mapullink
- www.hnu.ca
- www.ankn.unif.edu
- www.firstnations.com/

VOS RÉACTIONS

Recherchez par internet la rubrique multimédia de fin de semaine : <http://www.lemonde.fr>

Remarque, suggestions, critiques sur les articles des pages multimédias exclusivement : écrivez à la rédaction de cette rubrique : bug@lemonde.fr ou aux journalistes l'Yves Baudes : yvesbaudes@lemonde.fr, Antoine Kahlé : antoinek@lemonde.fr

Le Monde en ligne, c'est aussi le *Monde* (363 LEMONDE) et *Compuserve* (GO LEMONDE et GO MONDE.FR).

Les cyber Peaux-Rouges



Depuis leurs réserves,
les Indiens
d'Amérique du Nord
utilisent le Net
pour y dispenser
des cours de langue
et faire du commerce
électronique

J'ai crêé ce site pour prouver que nous existons toujours et pour le roman de James Cooper, Le Dernier des Mohicans », explique Bob Shubinski, responsable du site de la tribu des Indiens Mohicans de Stockholm. Musée (Nevada). « Pour les indiens d'Amérique du Nord, Internet est un moyen de communication alternatif qui permet de casser les clichés massivement véhiculés par la télévision et le petit écran. ».

En cinq ans, c'est la moitié des cinq cents tribus indiennes d'Amérique du Nord qui a mis un pied sur la Toile. Penou-Rouges s'approprie Internet. Les Autochtones dans leurs réserves, les Canak-Rouges s'approprient Internet pour y ressusciter leur culture. Certains vont, jusqu'à dispenser des cours de langues indiennes sur leurs sites. C'est, par exemple, le cas des Navajo qui offrent la possibilité de télécharger gratuitement des kits d'apprentissage, ou encore des Sioux à la réserve de Lake Traverse, dans le Dakota du Sud, qui proposent à l'internaute des services

Du rêve au Net, du sacré à l'utile

POUR comprendre la culture des Aborigènes d'Australie, il faut se rendre à l'origine. C'est du moins l'avis de Barbara Glowczewski, anthropologue au CNRS, qui travaille depuis vingt ans sur les peuples indigènes d'Australie : « Dans la pensée aborigène, tout est interconnecté. Leur vision cosmologique se décompose en chemins de rêve qui les mènent de site sacré en site sacré, peuplés de personnages vivants qui sont leurs héros mythiques. Comme sur la Toile, il n'y a ni début, ni fin, ni hier, ni aujourd'hui. »

les Aborigènes d'Australie préfèrent se limiter à un usage interne du Réseau

■ **Les Rêveurs du désert, de Barbara Glowczewski Barker, Actes Sud, 200 pages, 51 €.**
■ **aboriginalart.com.au/gallery**

Dans l'Ohio, les Nez-pécs se sont dotés d'un imposant département informatique. Ils misent sur le Net pour promouvoir la carrière de calcaire, les deux magasins de détail, l'élevage via chapeaux et les deux casinos de leur réserve.

de prononciation. De leur côté, les Cherokees ont ouvert un service payant de recherches généalogiques, destiné à leur propre tribu mais aussi aux Chickasaws, Choctaws, Creeks et Seminols. Quant aux Indiens Costanoa-Olhone, originaires de la baie de San Francisco, ils projettent de mettre en ligne les 12 500 noms Indiens de Californie répertoriés lors du recensement de 1978.

Nord, Internet représente surtout un enjeu commercial. « Nous sommes fars politiques, mais nous manigons des ressources économiques pour nous développer », précise Douglas Nash, conseiller en chef des Nez-Pécorés et administrateur du site de la tribu. Depuis leur réserve de Pidallo, les Nez-Pécorés, qui se sont dotés d'un imposant département informatique, misent sur le Net pour promouvoir la culture de la cacaïe, les deux maîtres de la dette, l'élevage de chevaux et les deux cashos du jeu réserviste. Mais sur la Toile, les Indiens d'Amérique doivent désormais faire face à la concurrence des « wannabee » (pour « want-to-be-native »), en clair des « villages pâles » qui jouent les Peaux-Rouges, et en profitent pour écouler, via leurs sites, des produits artisanaux pseudo-Indiens. Du coup, la lutte de guerre est détournée...

■ unr.edu/homepages/shubinski/mohican.html
 ■ www.uldaho.edu/herpette/hercmapoo.htm
 ■ www.geocities.com/Paris/9163/index.html

Quelques Aborigènes, comme Paul Ah Chee Ngala, maintiennent leur galeries d'art sur le Net, mais s'attachent à décriquer le sens caché des œuvres exposées pour que l'Internaute prenne conscience qu'il s'agit d'affaires à des motifs sacrés

ker. « Lorsqu'un des leurs mesure la tradition imposée, que l'on fasse disparaître toute image le représentant pendant la période de deuil. » Une règle qui va valoir pour les sites Internet affichant les photographies des artistes. « La culture étant la dernière richesse qu'on se soit efforcée de contrôler directement la diffusion, la sou-

Pour le moment, les Autochtones préfèrent donc consacrer le Net à un usage interne. Les Wapitig qui vivent dispersés sur un territoire de près de 200 000 km², communiquent non seulement entre eux par mail, mais ont aussi créé des sites locaux dans leur langue. Internet est également devenu le fer de lance du combat pour la réappropriation des terres. Depuis 1992, chaque tribu peut en effet se voir reconnaître son territoire à condition de prouver qu'il s'agit bien du sien. Résultat : les Autochtones se sont empressés de monter des sites d'entraide juridique. — Ch. L. et O. R.

■ **Les Rêveurs du désert, de Barbara Glowczewski Barker, Actes Sud, 200 pages, 51 €.**
■ **aboriginalart.com.au/gallery**

**MERCREDI 18 NOVEMBRE
20.55 FRANCE 2**

Chiche,

on occupe
l'usine!

TOUS ENSEMBLE. C'est l'histoire d'une fabrique de lingerie en difficulté et d'ouvrières qui ne veulent pas perdre leur travail. Mais cette incursion de la fiction dans le social est tout sauf triste. Un téléfilm jubilatoire de Bertrand Arthurs

[illegible]

peut-être fermer l'usine. La peur du chômage s'installe, comme le dit Evelyn : « Ma mère essaie d'être ouvrière, je vais ouvrir. C'est mon sort, je l'ai accepté. On a tellement dit de ne pas me mêler de ce qui ne me regardait pas que je me suis soumise. Tout ce que je demandais, c'était qu'on me laisse tranquille dans mon coin. Mais quand on l'emble on coin ? » Les quêtes, ces hommes de l'usine décident la grève, les femmes résistent, puis se laissent convaincre. On occupe l'usine, pour faire bonne mesure, on s'empare du patron. Et que la fête commence !

petit d'entraîner plus exaltante que le jeu de la CRS investissant la cour de l'Inde. A l'Inde, on apprend à se confondre, différemment, on lit, on danse, on boit le monde (ou presque) à la gélule, tout le monde. Pour ne pas mourir, pour exister, tous le monde (ou presque) se remet au boulot et l'Inde n'y a plus de ciel, mais comme il faut préparer le prochain Salon de la lingerie, les cadences redoublement infernales, les amitiés se brisent, les querelles éclatent, beaucoup s'en vont. Un quateron de filles restera jusqu'au bout pour sauver la dignité de leur travail.

Tous ensemble, l'éléfilm de Bertrand Arthurs librement inspiré d'un fait réel est un vrai régal : une caméra nerveuse des images parfois surprenantes (soleil bleu, décousus et érodés) et une merveilleuse équipe d'actrices. On dirait coup, on s'émuit aussi. Les portraits de femmes, loin d'être schématiques, sont tracés soamment par petites touches tout comme leurs relations, tissées de générosité et de rancœur, que l'on devine complexes. Un film vraiment jubilatoire.

Arnette Cressard

SAMEDI 21 NOVEMBRE 22.10 CANAL +

La stratégie de l'épuisement

NUIT DE LA BOÏE. Rétrospective, fiction, documentaires..., un marathon de haute tenue pour célébrer le noble art, et « *When We Were Kings* » formidable récit de l'affrontement mythique, à Kinshasa, le 30 octobre 1974, entre Muhammad Ali et George Foreman

Wiers Nings, de Leon Gast (Oscar 1997) ; *Le Monde* du 24 avril 1997) et le *Sugar Ray Robinson, une légende d'Amérique* de Jean-Christophe Rosé (supplément «TAM» daté dimanche 16-juin 17 août). En ouverture de soirée, *Le boxeur* (il s'agit de *cinquins*, un *fort-légit* signé Jean-Marie Nizan, décrypté au pas de charge différentes approches du noble art et de ses mythologies par les auteurs et les réalisateurs — de Jean-Pierre Melville à Jim Sheridan, en passant par Robert Wise, John Huston et Jerry Skolimov-



THOMAS HUBERT / MAGNUM

« J'ai écrit les premiers chapitres de la vie que j'ai vécu contre moi-même, j'ai écrit avec une plume baguée, avec des menottes aux épaules, j'ai dû le coudre et le tuer. La semaine dernière, j'ai dû me recroiser une pierre et expulser une brique à l'assaut... Hier soir, quand j'ai écrit la dernière page, j'étais au pied avant qu'il fasse nuit ».

(Mohammed Ali, 1966, 1974, 1976, 1979, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2

temps trois rounds d'une minute chacun), galvanisés par les rêves et les peurs de leurs aînés. Pour ceux-là, pas d'autre issue que le combat pour échapper aux fraque- nards parfois menteurs de la rue, la drogue, la violence, la pauvreté, à toute cette malédiction que secrète depuis tou-

Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1998 ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Le Monde 7

ERCE DI

TF 1

535 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

France 2

530 La Chaine.
aux châteaux (rediff.).
630 Les Millelions.
635 Amour, amour.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

France 3

600 Europe.
605 Les Millelions.
610 Les Millelions.
615 Les Millelions.
620 Les Millelions.
625 Les Millelions.
630 Les Millelions.
635 Les Millelions.
640 Les Millelions.
645 Les Millelions.
650 Les Millelions.

La Cinquième

530 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

M 6

605 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

COMBIEN ÇA COÛTE ?

535 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

Tous Ensemble

530 La Chaine.
aux châteaux (rediff.).
630 Les Millelions.
635 Amour, amour.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

La Marche

600 Europe.
605 Les Millelions.
610 Les Millelions.
615 Les Millelions.
620 Les Millelions.
625 Les Millelions.
630 Les Millelions.
635 Les Millelions.
640 Les Millelions.
645 Les Millelions.
650 Les Millelions.

Arte

530 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

CRÉATURE

605 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

12 La Monde

535 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

Radio-Classique

530 La Chaine.
aux châteaux (rediff.).
630 Les Millelions.
635 Amour, amour.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

Radio-Classique

605 Les Amis fac.
Série, Souppes.
620 Le Miracle de l'annuité.
Série, Mennonge.
645 653 Mélo.
645 Journal.
653 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.
Série, Les Toons.
720 TF 1 jeunesse.
Série, Les Toons.

Publicité pour la chaîne de télévision TF1, incluant des images et du texte promotionnel.

E U D I

TF 1

555 Les Améens face à la...
620 Le Miraculé de l'année...
645 Journal Mélo...
655 TF1...
820 et 830 Météo...
905 Le Météo de la famille...
950 Une femme à l'étranger...
1005 Les Améens face à la...
1020 Le Miraculé de l'année...
1045 Journal Mélo...
1055 TF1...
1220 et 1230 Météo...
1305 Le Météo de la famille...
1350 Une femme à l'étranger...
1405 Les Améens face à la...
1420 Le Miraculé de l'année...
1445 Journal Mélo...
1455 TF1...
1620 et 1630 Météo...
1705 Le Météo de la famille...
1750 Une femme à l'étranger...
1805 Les Améens face à la...
1820 Le Miraculé de l'année...
1845 Journal Mélo...
1855 TF1...
2020 et 2030 Météo...
2105 Le Météo de la famille...
2150 Une femme à l'étranger...
2205 Les Améens face à la...

France 2

545 La Chance...
620 Les Améens face à la...
645 Journal Mélo...
655 TF1...
820 et 830 Météo...
905 Le Météo de la famille...
950 Une femme à l'étranger...
1005 Les Améens face à la...
1020 Le Miraculé de l'année...
1045 Journal Mélo...
1055 TF1...
1220 et 1230 Météo...
1305 Le Météo de la famille...
1350 Une femme à l'étranger...
1405 Les Améens face à la...
1420 Le Miraculé de l'année...
1445 Journal Mélo...
1455 TF1...
1620 et 1630 Météo...
1705 Le Météo de la famille...
1750 Une femme à l'étranger...
1805 Les Améens face à la...
1820 Le Miraculé de l'année...
1845 Journal Mélo...
1855 TF1...
2020 et 2030 Météo...
2105 Le Météo de la famille...
2150 Une femme à l'étranger...
2205 Les Améens face à la...

France 3

640 Europe...
720 Les Améens face à la...
745 Journal Mélo...
755 TF1...
920 et 930 Météo...
1005 Le Météo de la famille...
1050 Une femme à l'étranger...
1105 Les Améens face à la...
1120 Le Miraculé de l'année...
1145 Journal Mélo...
1155 TF1...
1320 et 1330 Météo...
1405 Le Météo de la famille...
1450 Une femme à l'étranger...
1505 Les Améens face à la...
1520 Le Miraculé de l'année...
1545 Journal Mélo...
1555 TF1...
1720 et 1730 Météo...
1805 Le Météo de la famille...
1850 Une femme à l'étranger...
1905 Les Améens face à la...
1920 Le Miraculé de l'année...
1945 Journal Mélo...
1955 TF1...
2120 et 2130 Météo...
2205 Le Météo de la famille...
2250 Une femme à l'étranger...

La Cinquième

530 Les Améens face à la...
620 Les Améens face à la...
645 Journal Mélo...
655 TF1...
820 et 830 Météo...
905 Le Météo de la famille...
950 Une femme à l'étranger...
1005 Les Améens face à la...
1020 Le Miraculé de l'année...
1045 Journal Mélo...
1055 TF1...
1220 et 1230 Météo...
1305 Le Météo de la famille...
1350 Une femme à l'étranger...
1405 Les Améens face à la...
1420 Le Miraculé de l'année...
1445 Journal Mélo...
1455 TF1...
1620 et 1630 Météo...
1705 Le Météo de la famille...
1750 Une femme à l'étranger...
1805 Les Améens face à la...
1820 Le Miraculé de l'année...
1845 Journal Mélo...
1855 TF1...
2020 et 2030 Météo...
2105 Le Météo de la famille...
2150 Une femme à l'étranger...
2205 Les Améens face à la...

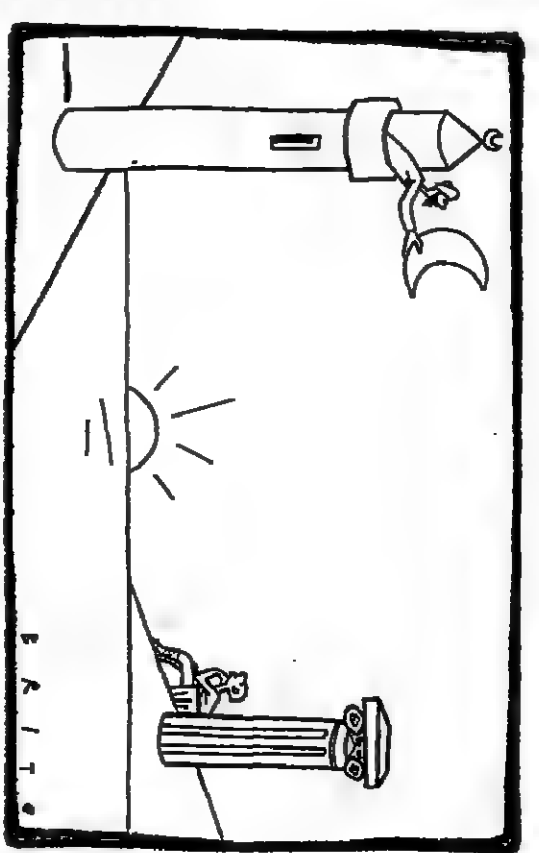
M 6

635 Les Améens face à la...
645 Journal Mélo...
655 TF1...
820 et 830 Météo...
905 Le Météo de la famille...
950 Une femme à l'étranger...
1005 Les Améens face à la...
1020 Le Miraculé de l'année...
1045 Journal Mélo...
1055 TF1...
1220 et 1230 Météo...
1305 Le Météo de la famille...
1350 Une femme à l'étranger...
1405 Les Améens face à la...
1420 Le Miraculé de l'année...
1445 Journal Mélo...
1455 TF1...
1620 et 1630 Météo...
1705 Le Météo de la famille...
1750 Une femme à l'étranger...
1805 Les Améens face à la...
1820 Le Miraculé de l'année...
1845 Journal Mélo...
1855 TF1...
2020 et 2030 Météo...
2105 Le Météo de la famille...
2150 Une femme à l'étranger...
2205 Les Améens face à la...

14 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1998

DÉBAT
Méditerranée
des deux rives

Les Rencontres d'Averroès, organisées en partenariat avec France-Culture, se sont tenues à Marseille les 6 et 7 novembre. Thème de cette cinquième édition, « La Méditerranée : frontières et passages »



A LORS qu'on célèbre le 800^e anniversaire de la mort d'Averroès, le philosophe arabe de la culture de la Méditerranée, on se rappelle le nom de philosophe arabe du XII^e siècle.

Averroès (Ibn Rushd)

Philosophe arabe (Cordoue, 1126-1198), Averroès est l'un des plus grands penseurs de la culture de la Méditerranée. Il a été le premier à proposer une lecture rationaliste de la culture arabe. Ses œuvres ont été traduites en latin et ont influencé la philosophie occidentale. Il a été le premier à proposer une lecture rationaliste de la culture arabe. Ses œuvres ont été traduites en latin et ont influencé la philosophie occidentale.

VERS UN COMBAT DES CULTURES
« La Méditerranée existe-t-elle comme entité géographique ? » C'est par ce thème que s'est ouverte la conférence de la culture de la Méditerranée, organisée par France-Culture et le Centre de la culture de la Méditerranée.

Arlette Cressard

